

Shahrokh Vaziri

Elites et mirages

Acteurs et séquences révolutionnaires en Iran:
1977-1979

Centre d'Etude et de Documentation Iraniennes
CEDI

Shahrokh Vaziri

Elites et Mirages

Acteurs et séquences révolutionnaires en Iran:
1977-1979

CEDI

CENTRE D'ETUDE ET DE DOCUMENTATION IRANIENNES
Case postale 2376, 1002 Lausanne (Switzerland)

Achévé d'imprimer le 20 octobre 1990
Réédition par iranworldinstitute.org

Avant propos

Cet ouvrage est tiré d'une recherche effectuée entre 1984-1986 dans le cadre du Fond National Suisse de la Recherche Scientifique, sur «le rôle des élites iraniennes dans la tourmente révolutionnaire ».

En analysant le rôle des élites, et en *mettant l'accent sur les événements sélectionnés*, nous avons volontairement omis de nous pencher sur le rôle et la fonction du « clergé » en tant qu'élite, dans les événements révolutionnaires. Car d'une part, une telle étude doit s'étendre sur une très longue période, et d'autre part, nous pensons que l'élite cléricale a pris le train en marche, et que son rôle consistait surtout à récupérer le mouvement révolutionnaire.

Nous n'avons utilisé pour cette publication qu'une partie des documents et des interviews que nous avons rassemblées dans le cadre de notre recherche.

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui nous ont aidé dans la réalisation de la recherche et dans la préparation de cette étude. Nous remercions en particulier :

M. Mostafâ Alamûti, ancien membre dirigeant du parti unique «Rastâkhi », ancien vice-premier Ministre et ancien parlementaire ; M. Amir Parviz, ancien gouverneur de la province Kermanshâh, Ministre des gouvernements Sharif Emami et d'Azhâri ; M. Davûd Abdolâhi, ancien vice-président de la banque agricole de la province de Fârs ; M. Farâmarz Bâhâr, ancien propriétaire et directeur d'usine ; Dr. Abdolrahmân Borûmand, ancien membre-dirigeant du Front national; Mlle, Lâdan Borûmand, sociologue et ancienne collaboratrice du groupe Bânisadr à Paris; M. Rézâ Dâneshtar, écrivain et scénariste à Mashad; Mahmûd Hêjâzi, ingénieur-conseil et ancien militant du Front national; M. Mehrdâd Khonsâri, ancien diplomate à Londres; M. Mahmûd Khôshnâm, ancien attaché culturel à Bonn et ancien directeur de la Tâlâr Rûdaki; Hassan Mâssâli, ancien dirigeant des étudiants iraniens en Europe, ancien membre de l'« organisation Unité communiste » et ancien proche de Khomeiny; M. Alirézâ Meybôdi, ancien journaliste et commentateur politique à la TV iranienne; M. Nassère Parvin, ancien journaliste à la TV iranienne; M. Djamshid Peymân, ancien directeur de la TV de la province de Lôrestân; M. Abbas Rastégâr, ingénieur et ancien responsable du bureau technique du développement de la province de Fârs; Dr. Razmârâ, ancien membre-dirigeant de l'Ordre des médecins iraniens et ancien Ministre du gouvernement Bakhtiâr; M. Hamid Sadr, écrivain et scénariste, ancien membre du Front National-Europe; M. Nassère F. Sôltâni, ancien directeur de l'institut para-médical de Téhéran et ancien militant d'un groupe mossadeghiste-islamiste,

Ce livre est une contribution à la compréhension des événements qui ébranlèrent l'Iran en 1978-1979. Il contient certainement des erreurs et des imperfections. Nous prions le lecteur d'être indulgent et nous en excuser

Avertissement

Nous précisons, qu'étant donné le décalage existant entre le calendrier iranien et le grégorien-occidental, et afin de replacer chaque événement dans son contexte (espace-temps), nous avons choisi de signaler entre parenthèse, les dates exactes du déroulement de chaque événement dans le calendrier civil iranien (jours, mois, années) « Shamsi » (solaire), issu du calendrier zoroastrien, dont le premier jour de l'an correspond au 21 mars (début du printemps) et dont l'année «shamsi » (solaire), est «en retard » de 621 ans sur l'ère chrétienne.

Introduction

I

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'une réflexion et d'une remise en cause générale des mouvements de révolte/révolution des pays du Tiers-Monde, au vu d'une part des perspectives ambitieuses et des espoirs proclamés de changements sociaux, de libération nationale, de développement démocratique et d'accès au bien-être, qui ont toujours été les leurs, et d'autre part des résultats pour le moins décevants auxquels ces mouvements ont abouti : régimes totalitaires bafouant ouvertement l'idéal démocratique (Droits de l'Homme) au nom duquel ils sont venus au pouvoir, difficultés matérielles croissantes dans tous les domaines de la vie quotidienne, et dans l'organisation générale de la société, ainsi que dans sa cohésion (mouvements centrifuges/séparatistes).

Ce type de démarche critique prend une pertinence de plus en plus grande au fur et à mesure que deviennent évidentes les caractéristiques négatives citées ci-dessus, et partant l'échec des mouvements de nature idéologico-politiques et à caractère utopique fortement marqué.

Face à des situations apparemment sans issue, où les blocages de tous ordres deviennent trop nombreux, se manifeste la tendance «moderne» à une fuite/refuge vers des attitudes passéistes, vers un retour à la «tradition», à l'authenticité, à une identité culturelle souvent largement «re-construite» selon les besoins et les mythes du moment. On aboutit ainsi à un rejet de l'Occident et de ses valeurs.

Or, les élites (intellectuelles, technocratiques, bureaucratiques, économiques, politiques, etc.) sont les acteurs privilégiés de ces processus (exaltations révolutionnaires/utopie, désenchantement/désillusion), dans la mesure où elles prennent les décisions, et font les choix fondamentaux, à partir desquels, elles produisent les idéologies/utopies en question, qu'elles légitiment ainsi de leur savoir et de leur autorité sociale, dans la mesure aussi où elles sont très souvent à l'origine et, pendant un temps au moins, à l'avant-garde des luttes et des mouvements de masses dans les pays du Tiers-Monde.

Toutefois, si les idéologies et les utopies révolutionnaires ont été abondamment décrites, commentées et analysées pour pratiquement tous les pays du Tiers-Monde, il semble qu'un point ait été négligé jusqu'à présent : l'examen attentif du rôle et du comportement des élites dans les événements du Tiers-Monde.

Il nous semble donc extrêmement intéressant à aborder l'étude de cette problématique, et de la faire à travers l'examen; a) des motivations, attitudes, comportements et analyses d'une série d'acteurs socio-politiques appartenant aux élites; b) de leur participation/intégration à un mouvement aboutissant au renversement d'un régime en place; c) de l'appréciation qu'ils portent aujourd'hui sur leur expérience passée.

Le cas pratique de l'étude proposée est l'Iran, du début de l'année 1978 au début de l'année 1979.

Durant les événements qui ébranlèrent l'Iran en 1978-79, les élites «occidentalisées» jouèrent un rôle déterminant, mais se trouvèrent par la suite exclues du pouvoir au profit de la minorité religieuse et de ses partisans.

En étudiant chronologiquement et en profondeur le jeu des acteurs dans une courte période, nous constatons que les élites iraniennes ont, dans leur grande majorité, abandonné leurs revendications propres pour se rallier, pendant le mouvement, à celles des religieux,

alors même qu'elles avaient préparé, voire financé, le renversement du régime impérial. Comme le remarque J.F. Bayart :

« Sauf à considérer que l'histoire a un sens - le pêché majeur! - la formation d'un mouvement social et sa capacité à s'emparer du pouvoir ne vont de toute façon pas de soi (...) Ainsi, les parts de l'aléatoire et du temps long sont décisives dans les procédures de dé-totalisation et dans leur éventuelle transposition en un mouvement social.

Pour aucun autre phénomène, la métaphore du jeu politique », avec ce qu'elle comporte d'indétermination et de marge d'erreur, ne semble aussi justifiée » (...) « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, no. 3, juin, 85, PP. 360-361)

Pendant, contrairement à la démarche, chère à Bayart et très intéressante, qui consiste à étudier « les modes populaires d'action politique » (voir les publications du CERI, 1982-84, Paris), nous nous proposons d'étudier les « modes élitaires » d'action politique.

Cette démarche nous conduit à poser des questions fondamentales sur la nature véritable des événements qui se sont déroulés en Iran « s'agit-il d'une Révolution ? », « quel a été le poids réel des intellectuels ? », etc.), et à tenter d'y répondre.

II

Le mouvement de contestation du régime impérial a commencé par des protestations venues des rangs de l'élite intellectuelle et politique, au nom des Droits de l'Homme, et de valeurs (démocratie, indépendance, liberté, etc.) qui sont, généralement considérées comme « produites par l'Occident ». Cela n'a rien d'étonnant si l'on se rappelle que dans leur grande majorité, ces élites étaient au moins des produits hybrides, mi-occidentaux, mi-iraniens, et dont les références culturelles et politiques résultaient également d'une composition très éclectique.

Par « élites »¹ (dans le sens de « distingué »), nous entendons tous les « lettré » issus de la sécularisation de l'enseignement (écoles et Universités modernes), par opposition à l'« élite » traditionnelle, issue des écoles coraniques (« maktab » et « madressè »). Les élites modernes (intellectuels, technocrates, bureaucrates etc...), issues de l'enseignement à « l'occidental » ont été marquées par un temps « linéaire » véhiculant la notion de « progrès » dans l'acception « occidentale » du terme.

Dans le mouvement contre le Shâh, les élites ont peu à peu abdiqué l'autonomie relative dont elles pouvaient bénéficier à l'intérieur du système, pour se placer progressivement sous la coupe et au service des masses, elles-mêmes de plus en plus étroitement contrôlées par les religieux. Ce glissement peut s'expliquer par différents ordres de facteurs.

1 - Tout d'abord, il faut relever qu'il a existé et qu'il existe encore une fascination culturelle et intellectuelle des élites iraniennes envers l'Occident. Cette fascination se vérifie au niveau des idéologies, par l'adoption d'idéologies « occidentales » et également par la transformation d'idéologies « traditionnelles » à l'aide d'éléments extérieurs.

Sans vouloir entrer dans le débat sur la dépendance et ses multiples aspects, on pourrait tracer un parallèle entre deux ordres : l'ordre du pouvoir, et l'ordre de l'idéologie.

Nous ne reviendrons pas ici sur la fascination qu'exerçaient et qu'exercent encore sur l'esprit de la plupart des Iraniens les puissances occidentales, et singulièrement la Grande-Bretagne. C'est un fait bien reconnu des observateurs, qui savent que la responsabilité des moindres événements en Iran est attribuée par la vox populi à la Grande-Bretagne (et dans une moindre mesure aux Etats-Unis). Il serait surprenant pour un observateur non-averti de constater à quel point ce phénomène se reproduit au niveau des élites. Cela dit, on comprend que les deux forces en présence : le régime impérial d'une part, et les élites qui le contestaient

¹ « Tant au sens singulier que pluriel, le mot indique le contraire de la masse entendue comme multitude de personnes, comme peuple dans son entier ou comme majorité de citoyens appartenant aux couches populaires ou inférieures de la hiérarchie sociale » Giovanni Busino, « les théories des élites », *Revue Européenne des sciences sociales*, XXV, 1987, no 76.

d'autre part, se soient en fait situées dans la même perspective référentielle : Celle de l'Occident.

Au soutien américain au régime du Shâh dans l'ordre du pouvoir correspondait la référence à l'idéologie occidentale dans ses différentes versions : marxisme ou libéralisme, avec toujours la référence aux valeurs de progrès, de démocratie, de Droits de l'Homme, etc.

Avec l'affaiblissement, puis la fin du soutien des Etats-Unis au Shâh, puis l'abandon par ces derniers de l'idée même d'un régime démocratique en Iran (le gouvernement Bakhtiâr), les élites se détournèrent peu à peu des valeurs «occidentales».

2 - C'est là qu'apparaît une autre caractéristique des élites iraniennes, que je signalerai sans la développer, et qui renvoie à la problématique du despotisme oriental: le caractère subordonné des élites par rapport au pouvoir. Le régime impérial symbolisait en quelque sorte l'attachement aux valeurs de civilisation de l'Occident, et sa contestation trouvait alors tout naturellement ses armes sur le même terrain. Mais dès que le pouvoir a commencé à basculer dans un autre camp, que les références ont changé de nature, les élites ont suivi le pouvoir naissant, tout en lui fournissant des armes idéologiques et théoriques.

3 - Les valeurs déjà citées apportées par l'Occident (et qui ont selon moi une portée universelle) n'avaient pas été intériorisées au niveau du vécu par la plus grande partie des élites iraniennes. Celles-ci les ont donc utilisées plus comme des slogans dans une lutte contre quelque chose, que comme les éléments fondateurs d'une véritable alternative démocratique pour l'Iran. Ces élites se sont définies *contre* et non pas *pour* : contre le Shâh, et finalement contre l'Occident. La vision du but à atteindre était utopique : pour reprendre une expression célèbre, le mouvement était tout, et il n'était pas réellement pertinent de savoir quel but on se proposait d'atteindre, ni comment on y parviendrait, puisque celui-ci n'était défini qu'à coup de slogans, et d'une façon assez vague.

4 - Dès lors, les élites ont été dépassées par un mouvement de masse dont elles avaient abandonné dès le début le leadership aux religieux. Les membres de l'appareil d'Etat n'ayant pas non plus de projet propre, cet appareil perdit de plus en plus sa cohérence et son unité. Les conditions devinrent alors favorables à la manipulation des élites par les religieux.

5 - Or, si les élites ont été facilement manipulées, c'est bien parce que la religion Shi'ite et les religieux étaient, un produit typique de la réalité socio-historique de l'Iran, et constituaient à ce titre une partie de l'identité culturelle quotidiennement vécue des élites, partie que ces dernières connaissaient en même temps très mal. Religion et religieux faisaient en fait tellement partie intégrante de la réalité iranienne qu'ils étaient comme des éléments du décor, que l'on finit par ne plus voir et ne plus connaître tant ils semblent être devenus familiers.

6 - Enfin, le résultat de cette manipulation fut que l'islam a été vécu par les élites comme un fantasme, sans référence réelle au contenu du Coran et à la pratique de l'Islam en Iran et ailleurs, de la même façon d'ailleurs qu'avaient été utilisées les valeurs de démocratie et des Droits de l'Homme.

À présent que le cycle Manipulation-Révolution-Répression s'est refermé, les membres de ces élites qui sont encore en vie, et qui peuvent s'exprimer (à l'étranger), semblent frappés d'amnésie, comme si ce n'était pas leur propre histoire qui avait été écrite, et sont déconcertés devant la réalité actuelle de l'Iran.

C'est pourquoi il me semble très important de connaître le point de vue de quelques-uns de ces acteurs, leurs motivations, leurs analyses, et la façon dont ils ont «senti » les événements à l'époque, ainsi que leur réflexion actuelle sur ces problèmes.

Finalement, je voudrais éviter de refaire ce que d'autres ont déjà fait et mettre l'accent sur ce qui me paraît avoir été moins développé.

III - sources utilisées

Mis à part certains ouvrages et documents déjà connus, nous avons utilisé une série d'ouvrages et de documents inédits qui aident à une nouvelle reconstruction événementielle. Parmi eux, les dossiers secrets de l'ambassade américaine de Téhéran, saisis par les occupants de l'ambassade, et des témoignages publiés en Iran sont d'un intérêt non négligeable.

Par ailleurs, nous avons procédé à une série d'entretiens-interviews qui se sont déroulés de façon non-directive. Nous en utiliserons quelques-uns ici.

Ces entretiens, souvent très longs, sont des témoignages révélateurs des attitudes et des opinions de certaines catégories de l'élite en 1985-86.

Notre étude porte sur une période très spécifique de l'histoire de l'Iran, au cours de laquelle les événements ont évolué et se sont succédé si rapidement qu'il est difficile d'en construire des séquences précises, et que l'analyse doit s'effectuer par superposition selon les acteurs ou forces concernées. De plus, il paraît également délicat de faire une typologie des catégories sociales selon le rôle qu'elles ont joué dans le mouvement, car ce rôle a été fluctuant et s'est modifié selon l'ampleur des événements et les intérêts en jeu.

IV - Plan

Au cours des chapitres I à V (la première partie événementielle), nous étudierons le rôle joué par les élites dans les événements révolutionnaires qui ébranlèrent l'Iran en 1977-1979.

Un rappel historique nous permet de situer la position des élites sur l'échiquier politique du pays (chapitre I). Nous mettrons l'accent ensuite sur le rôle des élites intellectuelles en 1977-1979, le rôle des élites dans les associations et partis, et la position des élites liées à l'Etat (chapitre II à IV). Au cours du cinquième chapitre, nous analyserons les séquences sélectionnées qui, à notre avis, furent déterminantes dans l'évolution de la crise dans le sens de l'arrivée au pouvoir des religieux.

Au cours de la deuxième partie, plus analytique, nous tenterons de comprendre les causes et les origines de la crise et de chercher des éléments nous permettant de saisir les différents aspects de la «Révolution islamique».

V - Chronologie spécifique

Une chronologie des événements rendra compte de la périodisation des séquences, mais aussi de leur interaction. Nous proposons les séquences suivantes :

1. La première période commence par l'élection du Président Carter et se termine avec le Nouvel-an iranien, le 21 mars 1977. Au cours de cette période, des membres de l'élite intellectuelle s'adressent aux responsables du pays pour exiger l'application de la *Constitution*, ce qui correspondait à la politique des Droits de l'Homme de Carter.

2. Le 30 mai 1977, le «New York Times» annonça que le nouvel ambassadeur américain en Iran, W. Sullivan avait participé à un séminaire organisé sur l'Iran à New York par des hommes d'affaires. Au cours de cette rencontre, on estima que les chances de l'Iran de réaliser le passage d'une économie basée sur le pétrole en une économie industrielle étaient extrêmement faibles. Cette conclusion *remit en question* le fondement même de la politique et de l'idéologie développementaliste du Shâh : *faire de l'Iran la 5ème puissance industrielle du monde*.

3. Au mois de juin, trois dirigeants du Front National s'adressèrent au Shâh par une déclaration publique, afin d'exiger l'application stricte de la Constitution et l'abandon de la dictature. Cette déclaration allait également dans le sens de la nouvelle politique de l'administration Carter à l'égard de l'Iran. *Le Front National était la seule force politique crédible à l'époque, non seulement aux yeux des élites du pays, mais également du point de vue des Etats-unis.*

4. De juillet à octobre 1977, on assiste à une multiplication de lettres de protestation, photocopiées, ronéotées, circulant clandestinement. Ce fut le signe d'une certaine libéralisation dont profitèrent essentiellement les élites.

5. Du 10 au 19 octobre 1977, dix soirées furent organisées par l'association des écrivains à l'Institut Goethe de Téhéran, au cours desquelles des poètes et écrivains contestataires prirent la parole et dénoncèrent indirectement la censure et la répression. *Pour la première fois depuis longtemps, la réunion de plusieurs milliers de personnes fut tolérée.*

6. Le 21 novembre 1977, un millier de personnes se réunirent à Karaj dans la grande propriété de M. Golzâr (à 38 Km de Téhéran), afin de célébrer une fête religieuse. Étaient présents la plupart des leaders nationalistes comme Bakhtiâr, Forûhar, ainsi que des avocats et juges proches de l'opposition. La réunion fut attaquée par des agents gouvernementaux, et plusieurs personnes furent blessées. *Ce fut le début de l'apprentissage de la confrontation publique avec le régime.*

7. Le 7 décembre 1977, une lettre ouverte, signée par 28 personnalités contestataires fut envoyée au secrétaire Général des Nations Unies. Les signataires exigeaient, au nom du peuple iranien, l'application de la constitution et le respect des Droits de l'Homme en Iran.

8. De septembre 1977 à janvier 1978, des réunions religieuses à la mosquée de Kobâ à Téhéran se multiplièrent. Au cours de ces réunions-contestations, plusieurs hauts dignitaires religieux, parmi les plus modérés prirent la parole et se firent ainsi connaître *des membres de l'élite du pays.*

9. Le 8 janvier 1978, le grand quotidien du soir Ettelâ'ât publia un violent article contre l'ayatollah Khomeiny (en exil), qui avait commencé à faire diffuser des cassettes clandestines en Iran. Cet article, imposé au journal par *la cour impériale, fit connaître Khomeiny* à ceux qui n'avaient pas entendu parler de lui (la jeunesse), *le réhabilita* aux yeux de la population et notamment des intellectuels (il était attaqué par le régime), et *contribua à en faire le symbole-victime du régime impérial.*

À partir du 9 janvier, des manifestations à caractère religieux furent organisées dans la ville religieuse de Qôm contre cet article. Ce fut le début *des cycles manifestations-affrontements-victimes-manifestations* (nous avançons, ils tirent, nous avons des martyrs, ils reculent...).

10. Le 18 février 1978, de violentes manifestations religieuses eurent lieu à Tabrîz (ville-clé en ce qui concerne les changements de régime dans l'histoire récente de l'Iran). Le clergé réformiste dirigé par Shariatmadâri (originaire de Tabrîz) entra en scène contre le régime en place. Le consul américain à Tabrîz constata que les manifestants étaient essentiellement des jeunes chômeurs, et que *leur violence était le symbole de la société non-religieuse qui les avait produits.*

11. Mars-avril 1978 : Le Front National est de plus en plus considéré comme l'opposition pouvant accéder au pouvoir.

12. Le 26 juin 1978, Le Shâh déclara : « ...personne ne peut me renverser. Je jouis du soutien de la plus grande partie du peuple, de tous les ouvriers et de sept cent mille soldats ». Le Shâh remarquait qu'il n'y avait pas encore dans les manifestations d'ouvriers et de soldats.

13. Le 19 août 1978, le cinéma Rex de la ville d'Abadân fut incendié, faisant plus de 400 morts. Les opposants accusèrent les agents du gouvernement d'être à l'origine du crime, et ce

fut le début de la nouvelle étape de la radicalisation violente. Plus tard, il sera établi que ce sont des militants islamistes manipulés par l'entourage de Khomeiny qui ont incendié le cinéma en question.

14. Août 1978 : La CIA assurait le Président Carter que l'Iran « n'est ni dans une situation révolutionnaire, ni même dans une situation pré-révolutionnaire ».

15. Le vendredi 7 septembre 1978, plusieurs milliers de personnes étaient rassemblés sur la Place Jâleh. La manifestation étant interdite, les militaires tirèrent et il y eut plusieurs dizaines de morts. *Ce fut une date décisive dans la rupture du dialogue entre les opposants et le régime.* Ce fut aussi la date à partir de laquelle les masses commencèrent à entrer en scène (la Place étant située dans les quartiers populaires du sud de Téhéran). *La direction religieuse assura alors sa domination sur le mouvement.*

16. Le 6 octobre 1978, Khomeiny débarqua à Paris, venant de Bagdad. Ce fut désormais en tant que symbole et chef du mouvement (qui était loin d'être uniformément religieux) que Khomeiny dirigea les révoltes depuis Paris.

17. Octobre 1978 : *début des grèves qui paralysèrent les secteurs importants* de la vie économique du pays (pétrole, électricité, banques, Radio, TV, administrations, etc.).

18. Le 6 novembre 1978, tandis qu'il chargeait le général Azhâri de constituer un gouvernement militaire, le Shâh s'adressait à la nation : « *J'ai entendu la voix de votre révolution...* ». *Ce fut la reconnaissance de la « révolution » par le souverain, et l'aveu de la non-constitutionnalité, jusque-là, de son régime.* À la suite de ce signe de faiblesse du pouvoir, les dirigeants de l'opposition laïque et religieuse, ainsi que la plus grande partie de l'élite du pays, se radicalisèrent.

19. Les 11 et 12 décembre 1978 (deuils religieux), des centaines de milliers de personnes défilèrent dans les rues de Téhéran contre le régime. *Les slogans furent uniquement à caractère religieux, et le pluralisme inexistant au cours de ces manifestations. Les élites perdirent leur autonomie dans les faits, au profit de la direction khomeyniste.*

20. En décembre 1978, des négociations secrètes commencèrent entre l'entourage de Khomeiny et les Américains d'une part, et entre les délégués de Khomeiny et les chefs militaires de l'autre.

21. Le 31 décembre 1978, Chapour Bakhtiâr (membre de la direction du Front National) accepta de devenir le Premier Ministre, d'appliquer le programme politique du Front National et d'instaurer un régime social-démocrate basé sur la constitution du pays. *Il refusa l'idéologie islamiste et déclara qu'il était pour le peuple, mais contre la populace.* La quasi-totalité des élites du pays se détourne de Bakhtiâr pour appuyer l'ayatollah Khomeiny.

22. Le 16 janvier 1979, le Shâh quitta l'Iran.

23. Le premier février 1979, Khomeiny rentra à Téhéran.

24. Le 5 février, Khomeiny nomma Bâzargân (ami très proche de Bakhtiâr) au poste de Premier Ministre du gouvernement révolutionnaire.

25. En proclamant sa neutralité le 11 février 1979 *l'armée abandonna* le gouvernement Bakhtiâr et rendit possible la prise du pouvoir par des révolutionnaires dirigés par Khomeiny.

Première partie

Acteurs et jeux politiques

I - Elites et politiques

Produites par un Etat autoritaire et des dynasties despotiques, les élites iraniennes furent depuis toujours à l'origine des réformes, des révolutions et des répressions sanglantes au cours de l'histoire moderne du pays. Les tensions engendrées par le sentiment d'appartenir à l'Etat-classe d'une part et le désir de le moraliser d'autre part, constituèrent le plus souvent la base du comportement contradictoire des élites.

Parmi ces élites, il y a des « rowshanfekr » ("pensée éclairée", est celui qui possède une "ouverture d'esprit", celui qui peut voir clair) qui peut être synonyme d'"intellectuel" en français.

Ces "rowshanfekr" n'ont pas cessé de réclamer des réformes tout en pactisant avec le pouvoir despotique (impérial) car une éventuelle réforme ne pouvait que passer par la volonté du souverain absolu.

Avec l'introduction de l'enseignement moderne à la fin du siècle dernier (la première école non-religieuse fut créée en 1851), une concurrence diffuse débuta entre les élites issues de cet enseignement non religieux, et les religieux détenteurs jusque-là du monopole de la connaissance. Comme le remarque Daryush Shayegan^I:

« Quelle que soit la composition idéologique des intellectuels, leur formation, leur choix politiques, et leur rapport ambivalent à l'endroit de la tradition, ils se situent entre les deux pôles structurés de la société iranienne : les technocrates (...) et les Ulémas » 1.

L'écrivain et historien Kasravi^{II} qui considérait que le fanatisme religieux le soufisme et le mysticisme étaient à l'origine de l'arriération de l'Iran écrivait dans un pamphlet, en 1944 :

« On a vu que les jeunes lettrés sortis du collège et de la Faculté, à l'exception de quelques domaines où ils ont acquis des connaissances, n'ont pas pu dépasser les illettrés. On a vu clairement que la plupart des lettrés se révélèrent êtres moins qualifiés et pires que les illettrés. En tout cas, cette voie non plus n'a pu résoudre l'impasse dans laquelle se trouvent le pays et le peuple... » 2.

Pourtant, au début du siècle, les intellectuels "farangui-ma'âb" (européanisés) s'étaient efforcés d'introduire en Iran, les idées liées à la Révolution française.

^I Ecrivain et philosophe iranien, auteur notamment de "regard mutilé", Shayegân soutint au début la "révolution" avant de s'exiler.

^{II} Ahmad Kasravi (1890-1946) fut le type même d'intellectuel laïque et moderniste. Il fut l'auteur de plusieurs ouvrages historiques et de plusieurs brochures dénonçant le fanatisme religieux. Dans son "Shiégari" (sh'ismophilie) écrit en 1945, il dénonça le Shi'isme comme "poussant ses disciples à la déviation". Banni par les islamistes, il fut assassiné à son lieu de travail - au ministère de la justice - en mars 1946, par la première organisation terroriste islamique en Iran, "les Fédâyin de l'Islam", fondée en 1945 par Navâb Safavi. Cette organisation se manifesta par la suite par un grand nombre d'assassinats politiques en Iran. Elle est aujourd'hui dirigée par le fameux juge islamique, l'ayatollah Sadegh Khalkhâli.

Mashrûtiat

Avec l'arrivée au pouvoir en 1796 de la dynastie Qâjâr, la lutte des élites iraniennes s'accroît en vue de réformer les fondements du système socio-politique du pays. L'introduction de l'imprimerie à partir de 1815 facilita la propagation des idées libérales en Iran. Les premiers journaux firent leur apparition à Tabrîz aux environs de 1837, et contribuèrent au renforcement de la tendance réformatrice à l'intérieur même de l'appareil d'Etat despotique de l'époque.

En devenant chancelier d'Etat en 1848, le chancelier Amir Kabir procéda à la réforme du système d'enseignement et renforça également le pouvoir des juridictions civiles au détriment des tribunaux religieux.

À partir de la seconde moitié du XIXe siècle, le débat sur l'avenir de l'Iran, sur son régime politique et ses rapports avec l'Occident se développa au sein des élites. Des intellectuels, pour la plupart liés à l'Etat, se mobilisèrent pour la défense du "progrès", du "modernisme" et de l'"islam progressiste".

Mîrzâ Malkam-Khân (1833-1908), d'origine arménienne, se convertit à l'islam et lutta pour la création d'un "Conseil législatif" à partir de 1851. Conseiller du roi Nasser-ed-Din (1846-1896) et son représentant à Paris et puis à Londres, Mîrzâ Malkam dut s'exiler à Vienne en 1872.

Akhûndzâde (1812-1878) fut écrivain et scénariste. Il traduisit en persan J.S. Mill, Voltaire et Montesquieu. Attaché aux idées socialistes, il dénonça l'"obscurantisme" du clergé et se prononça en faveur d'un régime parlementaire. Il prit position également en faveur d'un "protestantisme islamique" compatible avec la démocratie.

Mîrzâ Yûssef Khân (mort en 1895) fut chargé d'affaires à St.Petersbourg et à Paris, de 1862 à 1871 et Ministre de la justice du Roi en 1871 et en 1873. Il traduisit en persan le code napoléonien et milita pour la réalisation en Iran d'un système politique s'inspirant des principes de la Révolution française. Il fut emprisonné à plusieurs reprises 3.

Cependant, une institution particulière contribua à la propagation des idées progressistes et à la formation des élites intellectuelles. Il s'agit de la Franc-maçonnerie (en persan "farâmûsh-khânè", qui signifie littéralement "maison d'oubli")

En effet, entre 1900 et 1920, plusieurs loges maçonniques contribuèrent à la diffusion des idées de progrès (à l'occidentale) et de souveraineté nationale et populaire.

La première loge maçonnique intitulée la "ligue de l'humanité" (Majmâ-e-âdamyat) fut fondée par Adamyat en 1886 et dirigée par Malkam Khân, afin de propager l'idée de la démocratie en Iran.

Des personnages aussi célèbres que Seyed Jamal-ed-din Assad Abâdi (dit Afghâni) et le Dr. Hakim-ol-Môlk en firent partie.

En 1906, Malkam Khân créa "bidâri-ye-Iran" (réveil de l'Iran) afin de participer avec d'autres intellectuels au mouvement constitutionnaliste iranien.

Cette nouvelle loge qualifiée de "francophile" fut reconnue en 1907 par le "Grand Orient de France".

Malkam Khân mourut en 1908 à Lausanne, mais le "réveil de l'Iran" continua à jouer un rôle non négligeable dans le mouvement démocratique d'émancipation national en Iran.

Des personnalités telles que Taqizâde (homme politique né en 1882), de Mirzâ Ali Akbar Khân Dehkhôdâ (encyclopédiste, écrivain et constitutionnalistes, 1880-1956), Mohamad Ali Forûqi (homme politique, 1878-1942), Adib Farâhâni (poète et journaliste, 1860-1917),

Jamal-ed-din Vâ'èz (mollah et prédicateur du mouvement constitutionnel) firent partie du "réveil de l'Iran".

Cette loge qualifiée à l'époque de "farangui-ma'âb" (européanisée) dont étaient membres plus de 110 personnalités iraniennes joua un rôle important dans le mouvement constitutionnel et le réveil de la conscience nationale iranienne 4.

La lutte déclenchée au début du XXe siècle contre le pouvoir despotique des rois se développa autour de deux mots d'ordre : d'une part l'obtention d'une "maison de justice", ce qui signifiait une remise en question de l'arbitraire, et de l'autre, la reconnaissance de la "liberté de commerce" pour le Bâzâr. Cette exigence correspondait à la remise en cause de la dépendance économique de l'Iran et à une volonté de protéger le commerce et l'artisanat nationaux, dans la mesure où l'Etat despotique monopolisait le commerce extérieur dans l'intérêt des puissances étrangères (La Russie et l'Angleterre).

Le mouvement en faveur des libertés démocratiques s'amplifia à partir de 1890 et aboutit le 15 août 1906 à la promulgation d'une charte constitutionnelle, ainsi qu'à des élections générales en vue de la réunion d'un "Majless" (assemblée nationale) le 7 octobre 1906.

Cependant, la victoire remportée sur le despotisme s'avéra éphémère. Après la mort du Shâh le 8 janvier 1907, et avec l'accession au pouvoir de son fils Mohammad, serviteur des intérêts russes, la réaction releva la tête. Au cours du printemps 1907, le nouveau Shâh abolit la constitution, et fit bombarder le "Majless" par les Brigades Cosaques, mises à sa disposition par la Russie tsariste. Le nouveau despote jouissait également de l'appui d'une partie du clergé Shi'ïte qui n'avait pas cessé de défendre le despotisme au nom de la religion.

Entre 1907 et 1911, les élites "laïques" et religieuses se mirent à la tête du peuple pour mener une "révolution constitutionnelle" (Mashrûtiat est synonyme d'une légitimité populaire et conditionnelle) afin de défendre la charte obtenue en 1906.

En effet, tandis que la majorité des dignitaires religieux de l'époque avaient, sous la pression du mouvement populaire, adhéré à la révolution, une minorité active dirigée par le sheikh Fazlollâh Nûri (le grand père de Kiânûri, ex-secrétaire général du parti Tûdè), s'opposait au mouvement. L'ayatollah Nûri prit personnellement la tête de la contre-révolution à partir du mois de juillet 1907, en invoquant la nécessité de sauvegarder les lois coraniques (Shar'at), et en dénonçant les lois "libérales et occidentales".

Mais malgré l'ajout, en octobre 1907, par les députés du premier "Majless" (parmi lesquels un grand nombre de religieux) d'un complément à la constitution qui d'une part élargissait les droits de la nation, et d'autre part, accordait au "clergé" certains privilèges en ce qui concerne les lois adoptées par l'Assemblée afin que celles-ci ne contredisent pas les préceptes de l'Islam, la réaction ne désarma pas.

Désormais les constitutionnalistes (partisans de Mashrûtiat) et les réactionnaires (partisans de Mashrûtiat, synonyme d'une légitimité religieuse) allaient s'opposer.

Une lutte politico-militaire fut déclenchée par les différents "Comités" révolutionnaires composés d'intellectuels, de commerçants et de milices tribales afin de s'opposer à la "restauration".

Des personnalités se référant à la sociale-démocratie européenne jouèrent un rôle décisif dans le déclenchement de cette nouvelle bataille.

La lutte pour la liberté en Iran franchit bientôt les frontières et devint un problème international. En Angleterre, en France, en Allemagne et en Russie, des mouvements populaires s'élevèrent contre la répression en Iran et dénoncèrent les impérialismes anglais et russes. Les partis politiques appartenant à la IIème Internationale comme la SFIO, Le SPD et les socialistes russes jouèrent un rôle important dans cette solidarité.

Des réunions publiques furent organisées à Paris et à Londres où plusieurs personnalités prirent la défense des constitutionnalistes iraniens5.

Forts de l'appui de l'opinion publique internationale, les détachements armés organisés dans des "anjôman"(associations, comités), et appuyés par des milices tribales (Bakhtiâris, etc...) accentuèrent leur lutte pour le rétablissement de la constitution.

La participation de non-lettrés comme Sattâr-Khân et de son lieutenant Eprem-Khân, fut décisive dans la victoire de la révolution.

À la suite de la prise de la ville de Téhéran par les révolutionnaires, le 13 juillet 1908, le Shâh prit la fuite et se réfugia à la Légation russe.

La révolution constitutionnelle prit fin en 1911 avec l'entrée des troupes russes et anglaises en Iran et le début de la première guerre mondiale.

L'Iran était désormais (du moins théoriquement) une monarchie constitutionnelle reconnue également par les chefs religieux (les ayatollahs Khorrâssâni, Nâïni, etc.) qui proclamèrent la légitimité religieuse de la constitution et condamnèrent la faction dirigée par l'ayatollah Nûri. Ce dernier fut pendu, avec le consentement des chefs religieux, comme « contre-révolutionnaire ».

La loi constitutionnelle issue de cette révolution a été inspirée par celle de la Belgique et adaptée à la réalité iranienne. Elle reconnaît la souveraineté nationale et populaire en proclamant : "Tous les pouvoirs de l'Etat émanent de la Nation...".

Elle instaure un Parlement bicaméral, constituant l'organe législatif et l'égalité des citoyens devant la loi.

Le principe de la non-responsabilité du Roi est reconnu par l'article 44 du complément. Elle proclame également toutes les libertés individuelles et collectives et la séparation des pouvoirs.

Rézâ-Khân et l'Etat moderne

Au cours des années 1920, tandis qu'un certain nombre d'intellectuels déclenchaient le "Mouvement Djangal" pour la réforme, d'autres créaient le parti communiste d'Iran. D'autres encore aidaient Rézâ-Khân, un national-réformiste, à fonder la dynastie Pahlavi 6.

En 1921, le colonel Rézâ Khân prit le pouvoir par un coup d'état militaire appuyé par les Anglais et les Soviétiques. En 1925 Rézâ Khân se proclama roi et fonda la dynastie Pahlavi. Dès son accession au pouvoir, Rézâ Shâh bafoua la constitution et instaura une dictature. Cependant le despotisme et la terreur ne parvinrent pas à faire complètement disparaître les effets progressistes de la révolution constitutionnelle. Se proclamant moderniste et appuyé par une partie des élites modernistes (les autres parties étant divisées entre les constitutionnalistes et les communistes), Rézâ Shâh fut dans l'obligation d'affronter le clergé afin de réaliser certaines réformes avec l'aide des élites. Il voulut moderniser l'Iran, mais sans aller vers la démocratie. Il réussit à créer une infrastructure industrielle, à mettre sur pied une armée moderne et à transformer la justice et l'enseignement vers un esprit plus laïc.

Cependant avec le retour au despotisme, toute la vie politique du pays fut dominée par la lutte entre les constitutionnalistes, les communistes et les tenants du despotisme modernisateur.

L'Etat "moderne" issu des réformes de Rézâ Shâh fut le produit de l'interaction et de la combinaison d'une part de l'intervention politico-économique des puissances étrangères (facteur externe) et de l'autre de la nature despotique (interne) de l'Etat impérial déclinant.

Devenu pro-germanique, surtout à partir des années 1930, Réza Shâh fut contraint d'abdiquer, par les alliés en 1941, au profit de son fils Mohamad Réza.

C'est alors que s'ouvrit une période démocratique qui permit aux forces politiques iraniennes de se mobiliser et de remporter quelques succès.

Mossadegh

À partir de la fin de la seconde guerre mondiale, trois courants politiques animés par les élites religieuses et "laïques" se manifestèrent : l'un partisan du Dr. Mossadegh¹ et pour la nationalisation du pétrole et l'extension des libertés démocratiques, rassemblé au sein d'une fédération politique nommée « Front National », le deuxième défenseur du parti "Tûdè" (pro-communiste) et des intérêts de l'URSS, et le troisième soutenant la réaction religieuse et laïque et les intérêts anglo-américains.

Mossadegh arriva au pouvoir le 4 mai 1951 grâce à la pression populaire afin de mettre en application la loi sur la nationalisation de l'industrie pétrolière votée quelque temps auparavant par le Parlement. Il fut renversé le 19 août 1953 par la CIA et des militaires au service du palais.

Le coup d'Etat anglo-américain de 1953, appuyé par le palais, contre Mossadegh, signifiait le retour à un autre despotisme modernisateur, symbolisé par le dernier Shâh.

Dans le coup d'état contre Mossadegh, le courant religieux réactionnaire (partisan du retour à "Shari'at") s'allia au palais et à la réaction étrangère afin de "sauver" la religion et son représentant, la monarchie despotique.

Après le coup d'état, et surtout après la création de la police politique (la Sâvâk), les religieux ont d'une part légitimé la monarchie despotique issue du coup d'état, et furent, d'autre part, utilisés dans la lutte contre l'opposition nationaliste et communiste.

En contre-partie de l'aide fournie par des mollahs dans la lutte anti-démocratique, le régime leur accorda la possibilité de lutte contre les disciples de la religion Bâhâï. C'est ainsi que naquit en 1954 "l'Association anti-Bâhâï" qui se transforma plus tard - à partir des années 1970 - en "Association Hojatyeh" (Hojjat= preuve). Son fondateur, le sheikh Mahmûd Zâkerzâdè Tavallaï, surnommé "Hallabi", dirige toujours ses disciples. Ce groupe est très influent dans la république islamique.

Ce groupe appuya le régime jusqu'à la "révolution" car d'après sa philosophie religieuse, il fallait soutenir l'unique monarchie Shi'ïte du monde, car aucun pouvoir islamique ne peut s'instaurer, tant que le 12^{ème} Imam occulté ne fait pas sa réapparition ⁷.

La « révolution blanche »

Au début des années 1960, avec l'aggravation de la crise économique et la nécessité, pour les capitaux étrangers, de s'investir dans des secteurs productifs, le Shâh, sous la pression de l'administration Kennedy, et conseillé par son Ministre de l'agriculture de l'époque (Arsanjâni), procéda à une série de réformes connues sous le nom de la "révolution blanche" ou "la révolution du Shâh et du peuple". Ces réformes ont été imposées par un décret du

¹ Issu d'une famille aristocratique, Dr. Mossadegh (1880-1967) fit ses études de doctorat en Suisse, avant de devenir ministre et Premier Ministre. Il s'opposa, au nom du respect de la constitution, à Rézâ Shâh et plus tard à Mohamad Rézâ Shâh.

souverain autorisant le gouvernement à édicter des lois et à remplir ainsi la fonction législative. Les points les plus importants de ces réformes étaient le démantèlement des grandes propriétés foncières, la création d'une petite bourgeoisie paysanne, le développement du secteur industriel et bancaire et finalement le renforcement des nouvelles classes moyennes (d'origine populaire) capables de soutenir la politique du Shâh.

L'ayatollah Khomeiny s'éleva contre ces mesures jugées "anti-islamiques" et fut exilé à la suite des émeutes religieuses du 5 juin 1963, au cours desquelles plusieurs milliers de personnes furent tuées.

Par la suite, les rapports se détériorèrent entre une grande partie du clergé, jusque-là défenseur du Shâh, et ce dernier 9.

Par ailleurs, l'influence grandissante des Américains dans la vie politique et économique du pays, la corruption issue des plans de développement et finalement l'absence de toute liberté politique, incitèrent de jeunes opposants et intellectuels à rechercher des modes d'action plus adéquats.

À côté de groupes politiques déjà organisés (le « Front National » et le parti "Tûdè"), d'autres mouvements se réclamant de l'islam se constituèrent : "Mouvement de libération de l'Iran" de Méhdi Bâzargân^I, "Le mouvement de libération du peuple musulman d'Iran" du Dr. Peymân^{II}, "Le parti des nations islamiques" de Bojnûrdi, le "Jâmâ" du Dr. Sâmi^{III} et les "Mojâhedine du peuple"^{IV}.

Toutefois, considérant que la lutte anti-démocratique et anti-communiste était prioritaire (vision américaine de l'époque) le Shâh se faisant l'avocat du retour aux "traditions" iraniennes et islamiques, réprimait moins sévèrement la tendance religieuse de l'opposition et ses services de renseignements leur laissaient un grand espace d'activité.

Cependant, les élites exprimant politiquement l'opposition se scindèrent en plusieurs courants secondaires de plus en plus confus et hybrides. Ces courants qui préparèrent le terrain à une mobilisation de la jeunesse, récupérée plus tard par des religieux, étaient représentés, entre autres, par Jalâl- Al- Ahmad et Alî Sharîati (voir plus loin).

En publiant "Qarbzadégui" ("être frappé par l'Occident", traduit par "Occidentalite"), Al-Ahmad posa le problème de la crise d'identité des élites iraniennes et de la nécessité de lutter contre "L'occidentalite".

Il soutint également dans "dar khédmat va dar khianatè rowshanfékrân" (" La contribution et la trahison des intellectuels"), les thèses développées par Khomeiny 10.

Sur le plan religieux, Alî Sharîati proposait de purifier le shi'ïsme et d'en faire une idéologie de combat 11.

Ces élites furent également très influencées par le tiers-mondisme répandu en Europe et surtout par les idées et théories de Frantz Fanon sur les méthodes de luttes anti-occidentales dans le Tiers Monde (voir la préface de Sartre aux "damnés de la terre", l'ouvrage fut traduit en persan à l'époque par la tendance religieuse de l'opposition en Europe).

^I Ancien collaborateur de Mossadegh, de tendance religieuse, l'ingénieur Bazargân et ses partisans scissionnèrent du « Front National » en 1961, pour fonder le M.L.I, de tendance nationale-islamiste.

^{II} Islamiste radical, le Dr. Peyman scissionna également du « Front National » dans les années 1960.

^{III} De tendance sociale-islamiste, le mouvement du Dr. Sâmi fut aussi une scission du F.N dans les années 1960. Devenu ministre du cabinet Bazargân, le Dr. Sâmi se montra critique par rapport à la république islamique et fut assassiné par l'une des factions islamistes en 1989.

^{IV} L'"organisation des Mojâhedîn du peuple d'Iran"(OMPI) fut créée en 1965 à la suite d'une scission du « Front National ». Elle revendiqua, jusqu'en 1978, une série d'actes terroristes, et d'assassinats politiques, notamment contre les sujets américains en Iran. Elle soutint activement Khomeiny et le surnomma "Imam" (guide). Elle entra en dissidence deux ans après la "révolution" et s'opposa par le terrorisme à la république islamique. Pour l'OMPI "après l'islam le marxisme est en tête des idéologies humanistes" et "le léninisme est l'expression la plus achevée du marxisme" (in: "Directives au sujet de l'éducation des Modjahedin", brochure no. 5. En persan").

Parallèlement, les étudiants iraniens de toutes tendances en Europe et aux Etats-unis s'organisèrent à l'extérieur contre le régime impérial, sans pour autant poser la question de la prise du pouvoir politique en Iran.

Cependant, le seul courant ayant une assise religieuse et politique permettant la prise du pouvoir, fut celui de Khomeiny et son "groupe".

Exilé à Najaf (en Irak), il fut en contact régulier non seulement avec ses partisans en Iran, mais également avec des opposants de toutes tendances (nationalistes, communistes, gauchistes, tiers-mondistes) en Europe. En raison de ces contacts avec les élites exilées, il fut en mesure de connaître tous les projets politiques et d'apprécier la capacité ou l'incapacité des opposants dans la lutte contre le Shâh

Contrairement au Shâh qui était entouré, les dernières années de son règne, de personnages médiocres et apolitiques, Khomeiny s'entoura d'intellectuels rusés et d'activistes politiques, qu'il manipula avec art. Banisadr, Qôtbzâdè, Yazdi, n'en sont que les exemples les plus connus.

Toutefois, Khomeiny n'était pas seul à vouloir utiliser l'islam contre le régime impérial.

Le général Teymûr Bakhtiar qui organisa, après le coup d'Etat de 1953, la répression contre les opposants, et fonda en 1956, la Savak (police politique) entra en conflit (pour des raisons personnelles) avec le Shâh. À partir des années 1960, il ne manqua pas une occasion afin de tenter de renverser le Shâh.

Après avoir rencontré une première fois le Président Kennedy après son élection, sans avertir le Shâh, le Général Bakhtiar fut écarté de la direction de la Savak par le Shâh. Ceci ne l'a pas empêché de rencontrer pour la deuxième fois le président américain à la fin de l'année 1961.

Le conflit entre le souverain et le général s'aggrava à tel point que le général fut exilé à Genève le 26 janvier 1962.

De Genève, le Général Bakhtiâr s'allia avec les autorités irakiennes (à l'époque les deux pays étaient en conflit) et créa tout un réseau, composé d'agents de la Savak, de religieux avec qui il avait travaillé quelques années auparavant et de militaires de droite (le général Qarani), afin de renverser le régime impérial.

C'est ainsi qu'il soutint de loin l'émeute religieuse khomeiniste du 5 juin 63 et fut impliqué dans plusieurs tentatives d'assassinat contre le souverain, notamment en 1965 et en 1967.

En 1970, il rencontra à plusieurs reprises l'ayatollah Khomeiny, exilé en Irak et lui proposa une alliance afin de remplacer le régime impérial par celui d'une "république islamique".

Durant la même période, le secrétaire général du Tûdè Rêzâ Râdmanesh, le représentant du parti démocratique du Kurdistan iranien, le général Panâhiân, des militants de "l'Organisation révolutionnaire" (une scission du parti Tûdè en 1964), de tendance maoïste, et ceux du « Front National » au Proche-Orient (une scission communiste du « Front National en Europe), qui étaient en contact avec les Mojahedines et les Fadâ'îyân en Iran, se trouvaient également en Irak et au Liban et formèrent une alliance tacite avec le Général Bakhtiâr, afin de renverser le Shâh.

Le général Bakhtiâr publia également son programme pour une révolution islamique et entra en action à partir du Liban et de l'Irak contre le régime impérial.

Toutefois, le Shâh parvint à le faire assassiner en août 1970 à la frontière irano-irakienne par un agent de la Savak déguisé en révolutionnaire.

Avec la disparition du Général, Khomeiny et son entourage récupérèrent une partie des réseaux mis en place par le général Bakhtiâr contre le Shâh ¹².

À partir de l'année 1970, la répression politique s'accrut de plus en plus. Utilisant sa police politique, le Shâh s'efforça de réduire au silence les opposants de toutes sortes, afin de concentrer tout le pouvoir politique entre ses mains (il disait à propos de l'opposition « l'opposition à Sa Majesté, c'est moi »¹³).

En créant le parti unique et obligatoire "Rastakhiz" (résurrection), le Shâh déclara, le 29 février 1975 que ceux qui refusaient d'adhérer à son parti devaient quitter le pays ou aller en prison 14.

À Oriana Fallaci qui lui demandait ce qu'il pensait de la démocratie telle que les occidentaux l'entendent, c'est à dire les régimes qui autorisent chacun à penser comme il le veut, le Shâh répondait :

« Mais cette démocratie-là, je n'en veux pas. Vous n'avez pas compris? Je n'ai que faire d'une telle démocratie. Je vous la donne, vous pouvez la garder tout entière, votre belle démocratie »15.

En effet, la démocratie était considérée par le Shâh comme un obstacle au développement économique, objectif primordial du projet impérial. Mais la crise du développement remettra en question cette vision des choses.

Vers la crise

En 1976 l'Iran compte quelque 34 millions d'habitants dont 63% d'analphabètes (Newsweek, 23 août 76.)

Deuxième exportateur de pétrole, les produits pétroliers représentent en 1976 plus de 90% de la valeur totale des exportations du pays 16.

Ainsi, les revenus provenant de la vente du pétrole constituent la source la plus importante des devises du pays.

Aussi, la part du secteur pétrolier 1976 dans la croissance du PNB était de 38,1 % contre 10 % pour l'agriculture et 33,9 % pour les services et 18 % pour l'industrie et mines 17.

La société Nationale iranienne du pétrole (SNIP) occupait, d'après la revue américaine "Fortune", en 1975-1976, la troisième place parmi les 300 plus grandes entreprises industrielles en dehors des Etats-Unis

Les activités du Snip étaient multiples, allant de la création de "joint-ventures" à l'assistance technique pour la production et la distribution de produits pétroliers.

En ce qui concerne la pétrochimie, la "Société Nationale de pétrochimie de l'Iran" contribua à la création de plusieurs complexes pétrochimiques en Iran.

Les revenus pétroliers ont permis un début d'industrialisation, et des groupes industriels dominés par les banques d'affaires ou des "joint-ventures" contrôlaient la plupart des unités industrielles 18.

L'agriculture était dominée par des "Unités agro-industrielles" contrôlées par des capitaux étrangers et produisant essentiellement pour le marché extérieur: Société Iran & California, Société Iran Shellcott, International agro-business corporation etc.19.

Par ailleurs, l'importation des produits comme le lait, le riz, le sucre et le blé a atteint en 1975-76, l'équivalent de 1,4 milliards de dollars 20.

Les efforts militaires ont atteint les maximums entre 1976 et 1878, et le budget militaire a atteint en 1978 10 milliards de dollars, pour un effectif militaire de 413000 hommes. L'armée iranienne possédait en 1978 quelque 850 hélicoptères, 290 bombardiers Phantom, 200 F-4, 200 F-5, 80 F-14 et 160 F-16 21.

La corruption engendrée par l'augmentation des rentes pétrolières avaient également atteint des sommets. La spéculation foncière faisait grimper les prix jusqu'à 200%. La "fondation Pahlavi" qui avait été créée en 1958, se situait au centre de la corruption organisée. Ce holding, au service de la famille impériale, recevait des "contributions" du budget du pays et de la

SNIP sans aucun contrôle. Des cercles restreints liés notamment à la famille impériale contrôlaient les circuits d'importation et de distribution des biens et d'équipement :

« La famille impériale et les personnalités proches de la cour "truquaient" le jeu du libéralisme économique qu'elles prônaient. Sous peine de faire refuser par l'administration les autorisations nécessaires, elles s'imposaient comme partenaires dans toutes les affaires de quelque volume » 22.

L'influence des idéologies religieuses sur les lettrés et par conséquent sur les masses évolua durant les dernières années avant la chute du Shâh.

En 1974, il y avait quelque 12300 associations religieuses autorisées dans la ville de Téhéran dont 1800 officielles.

En 1976, on dénombrait à Téhéran 48 éditeurs de livres religieux et ces livres autorisés par la censure constituaient près de 40% des livres publiés dans le pays²³.

En 1975-76, il y avait 30000 places à l'Université pour 300, 000 candidats. En même temps, quelque 10500 étudiants se trouvaient répartis dans les différentes écoles religieuses de Qom, de Mashad, de Tabriz et d'Ispahan, dont 80% en provenance des régions rurales²⁴. Cette élite religieuse apprenait dans les écoles cléricales, la logique, la jurisprudence, la morale, la philosophie, la langue anglaise, la science, l'histoire, la psychologie, la sociologie etc.²⁵.

Cependant, il existe très peu d'études concernant les élites en général et leur rôle socio-politique dans la société moderne iranienne durant la période qui précéda la chute du régime impérial ²⁶.

C'est pourquoi, je propose au lecteur de prendre connaissance d'une étude, contenant des indications utiles, et destinée aux autorités politiques américaines.

Cette étude secrète fut préparée par l'office de la recherche politique de la "C.I.A" en février 1976 et intitulée "Elites and the distribution of power in Iran".

Étant donné l'intérêt de cette étude dans la compréhension des événements qui nous intéressent, nous reproduisons ci-dessous quelques extraits de la conclusion de ce document:

« Les relations familiales et d'affaires, la richesse et l'éducation sont les conditions requises pour faire partie de l'élite en Iran. Au cours de ce siècle, l'éducation devint de plus en plus occidentalisée, ce qui créa des conflits avec les valeurs traditionnelles développées pendant des siècles par la société iranienne (...)

À la tête de la structure de l'élite se trouve le Shâh, aussi bien à cause de sa position de monarque que par le pouvoir personnel dont il dispose.(...)

Pour la plupart des Iraniens, l'Iran sans un monarque, pour gouverner le peuple et le défendre vis-à-vis des ennemis extérieurs, est une aberration.

Toutefois, l'adhésion au principe de la monarchie chez les Iraniens a été toujours accompagné du consentement pour l'élimination d'un Shâh qui se montrait incapable de se défendre ou de défendre la nation (...)

Il existe quelque 40 familles formant l'élite nationale, dont les membres passent facilement d'un poste au gouvernement (...) aux affaires et ainsi de suite. En outre, il y a à peu près 150 familles qui jouissent d'une grande influence, sans avoir une importance au niveau national (...)

La cour royale a été traditionnellement le lieu privilégié des combines et des arrangements byzantins. Dans la famille royale, il y a toutes sortes de parents influents qui sont financièrement corrompus. En particulier, la sœur jumelle du Shâh, Ashraf, qui a une nature avide et des tendances nymphomanes (...)

À part sa famille, le Shâh est entouré par une multitude d'officiels et de courtisans. Il semble que le Shâh s'appuie sur un petit groupe composé, peut-être d'une douzaine de personnes en qui il a une confiance particulière.

Le Shâh dépend de ce groupe pour recevoir des informations, et il les utilise en tant que courroie de transmission avec les différents groupes sociaux.

Bien que ces personnes occupent des postes officiels, leur statut vis à vis du Shâh est indépendant de leurs titres et dépendent totalement de leurs relations personnelles avec lui.

Parmi ces douzaines de personnes, trois représentant les familles d'élite nationale (...) Par exemple, (...) le Général Fardûst, dont le père était un sergent, est un ami de 50 ans.

Bien qu'entouré pour tous les observateurs, le Shâh est seul. Il cherche des informations et non des conseils, mais trop peu de personnes en Iran oseraient lui donner des informations. Il décide et les autres exécutent (...) »

Au sujet des élections en Iran, le rapport affirme :

« Les élections en Iran, ont été presque toujours manipulées. Mais cette manipulation - au moins jusqu'au début des années soixante, l'époque où Mohammad Rézâ assura sa domination - n'avait pas un caractère dirigé(...) »

L'information concernant les élections qui se sont déroulées au milieu de 1975, est encore insuffisante pour savoir si la nature des élections a subi un changement quelconque. Les candidats "sûrs" ont été élus d'avance, car les commissions électorales locales avaient la charge de désigner les personnes qui pouvaient se présenter aux élections (...)

En ce qui concerne l'armée iranienne, le rapport met en évidence la particularité de cette armée :

« Les forces armées sont un des piliers essentiels de la position du Shâh. Au contraire de beaucoup de pays en développement, le militaire en Iran n'est pas le seul qui possède le savoir faire moderne, l'expérience de direction et le privilège de contact avec l'étranger.

Pour cette raison, le corps d'officiers dans son ensemble a moins de motivation de développer le sentiment que les militaires sont les seuls à pouvoir "sauver le pays". Tout successeur du Shâh aura besoin du soutien des militaires, mais, il est peu probable que les militaires jouent un rôle politique du vivant du Shâh (...)

Le rapport s'intéresse également à l'élite religieuse :

« Le Shâh se considère comme adepte de la religion et proclame qu'il est sous la protection divine (...)

Il considère toutefois, que la religion devrait oeuvrer dans l'intérêt de ses réformes, et, comme son père, il rejette avec force la prétention du clergé à un pouvoir séculaire.

Par conséquent, le clergé islamique est parmi les opposants les plus ardents du Shâh en Iran.

Dépouvu d'un forum officiel pour exprimer son mécontentement, le clergé attaque le Shâh et son régime à travers les sermons, les publications et les rites religieux (...)

Une information détaillée concernant le clergé n'existe pas. Il y a probablement 100000 religieux officiels - du mollah du bas de l'échelle au Mûjtahed. En plus, il existe un personnel para-religieux, comme ceux qui écrivent des prières, chantent ou lisent le Coran. Il y a quelques années, le revenu des propriétés sous contrôle du clergé était estimé à 30 millions de dollars, ceci en plus des donations pour lesquelles il n'y a aucune estimation.

Un des Mûjtahed de renom distribuait, 200000 dollars par mois parmi ses disciples, afin d'aider les étudiants religieux et nourrir les pauvres.

Probablement, seulement 10% du clergé reçoit l'aide du gouvernement et peut être considéré comme supporters déclarés du Shâh. Ils sont, probablement, ceux qui ont le moins d'influence (...). Probablement, 50% des religieux sont en opposition ouverte contre le gouvernement (...) les 40% restant sont ceux qui sont assis entre deux chaises : ils maintiennent leur popularité, mais évitent d'attaquer le gouvernement directement (...)

Il y a des années que l'ambassade soviétique à Téhéran cultive sa relation avec les leaders religieux. Ceci probablement, pour deux raisons : premièrement le désir d'être accepté comme les amis de l'Islam, et deuxièmement, afin d'être sûr que les leaders religieux restent anti-américains (...)

Quant à l'émergence de nouvelles élites, le rapport souligne :

« Quelques-uns des chercheurs académiques pensent qu'une nouvelle élite est en train d'émerger. L'un de ces chercheurs nomma cette élite l'intelligentsia professionnelle et bureaucratique, ou la classe moyenne professionnelle (...)

La structure et le fonctionnement de l'élite qui ont été décrits plus haut ont montré un degré élevé de stabilité durant des années. Inquiets, cyniques et méfiants, beaucoup d'éléments issus de cette élite ont fait preuve de compromis et d'adaptabilité, ce qui a permis à cette élite de survivre aux différents changements avec le minimum de perte d'influence personnelle (...)

Aucun successeur du Shâh ne pourra contrôler ce processus, sauf s'il est en mesure d'avoir une position aussi forte que Mohammad Rézâ Pahlavi » 27.

Ce rapport démontre que les USA, en tant que puissance dominante de l'époque étaient plus ou moins bien informés sur les catégories dominantes en Iran, même s'ils se montrèrent incapables d'en profiter durant les événements.

Par ailleurs, les indications fournies au sujet des élites civiles, militaires et religieuses et de leur rôle dans la structure du pouvoir nous permettent de mieux saisir les mécanismes du changement qu'a subis le pays durant la période révolutionnaire.

Durant la crise révolutionnaire de 1978-79, les élites contestataires indiquèrent également la "voie" à suivre aux autres catégories de la population iranienne.

En effet, les jeunes appartenant aux classes moyennes, composaient l'essentiel des forces de contestation et étaient porteurs des "idéaux" auxquels avaient adhéré les élites intellectuelles. Il faut remarquer qu'à la veille de la crise révolutionnaire, 80% de la population avait moins de 40 ans et 60% moins de 25 ans 28.

Sur la composition des catégories contestataires ainsi que sur le rôle des élites en général et des intellectuels en particulier, plusieurs auteurs sont de même avis.

Ainsi, Méhdi Bâzargân écrit dans son ouvrage "La révolution iranienne en deux mouvements", paru en persan en 1985, que le groupe des manifestants était composé majoritairement de "membres des classes moyennes urbaines, surtout de jeunes étudiants et écoliers, accompagnés des jeunes du Bâzâr, ainsi que d'un grand nombre de fonctionnaires d'Etat" 29.

L'ancien Ministre de l'éducation du Shâh, Manûtchehr Gandji constate que les nationalistes, les libéraux et les intellectuels de gauche étaient les premiers groupes qui ont rejoint la révolution. Ces groupes écrit-il revendiquaient tous "davantage de liberté" et une participation au processus politique 30.

Dans son ouvrage, "Regne of the ayatollahs ", Shaul Bakhash décrit le rôle joué par l'intelligentsia en 1977. Il met l'accent sur le rôle de l'intelligentsia et des groupes professionnels issus des classes moyennes.

Il rappelle le fait que les protestations avaient un contenu réformiste et se réclamaient de l'application de la constitution 31.

Il souligne également que dans la première période, la contestation des intellectuels, des classes moyennes se déroulait autour des groupes professionnels et des Universités, tandis qu'avec l'entrée en scène des religieux, les protestations étaient organisées autour des mosquées 32.

Pour sa part, G.R. Afkhami, un proche de la famille impériale, écrit dans son ouvrage "The Iranian Revolution : Thanatos on a national scale":

« Les exigences politiques des intellectuels en Iran ont toujours été centrées sur la nécessité d'appliquer correctement la Constitution, de respecter la liberté garantie par elle, et sur le fait que le Shâh devait régner et non gouverner » 33.

L'écrivain et scénariste Rézâ Dâneshtar que nous avons interrogé résidait à Mashad et avait été emprisonné plus d'une fois à l'époque Il avait observé les événements de près et reconnaît que c'est la jeunesse influencée par les intellectuels laïcs qui fut à l'origine des événements révolutionnaires:

« En réalité, les intellectuels constituaient les maillons d'une chaîne, qui ont relié le peuple à Khomeiny... » 34.

II - Les élites intellectuelles 1977-1979

Les intellectuels, la constitution et les Droits de l'Homme

Dès le début du mouvement de contestation et jusqu'à deux ou trois mois avant la chute de l'ancien régime, les revendications fondamentales des élites contestataires consistaient à exiger le retour à la légalité constitutionnelle et au respect des Droits de l'Homme en Iran.

Des dizaines de communiqués, de tracts et de lettres ouvertes, furent signés et diffusés à ce sujet par des centaines d'intellectuels célèbres et influents.

Les protestations débutèrent par- entre autres- une lettre ouverte de 230 pages, envoyée en mars 1977 par l'écrivain Hâj-Seyed-Javâdi à la cour impériale, dans laquelle l'écrivain-opposant dénonçait la "corruption" du régime et l'échec de la "révolution blanche" du Shâh¹.

En octobre 1977 (Le 25 âbân 1356), le poète et écrivain Fereydûn Tônékâboni, présenta un exposé intitulé "Pensée et Cliché" devant les étudiants de "l'Ecole Supérieure d'Administration de Guilân", à Lahijân (ville située au bord de la Caspienne). Le contenu de son exposé tournait autour de la nécessité de la liberté de pensée².

En novembre 1977 (le 12 âzar), trente-cinq écrivains et personnalités publiques (12 d'entre eux devinrent plus tard membres du gouvernement Bâzargân) adressèrent une lettre au Premier Ministre Jamshid Amûzégâr¹ dont une copie fut envoyée à la commission des droits de l'Homme des Nations Unies.

Après avoir dénoncé "la répression gouvernementale", les signataires y exposaient une série de revendications, en soulignant :

« La nation iranienne et les peuples du monde doivent savoir que les libéraux et les intellectuels iraniens n'ont d'autres buts que la réalisation des revendications suivantes... ».

Et parmi les revendications citées, il y avait : l'application intégrale de la Constitution, la libération des prisonniers politiques, l'abolition du parti unique, la liberté de presse, l'organisation des élections libres etc. ³.

En décembre 1977 (le 27 âzar), dans une communication intitulée "pour l'information de la nation iranienne", l'écrivain Haj-seyed-Javâdi attaqua sévèrement M. Bahéri, le secrétaire général du parti unique "Rastâkhiz" en se référant constamment à la Constitution et à la déclaration des Droits de l'Homme:

« Notre effort et combat humains s'inscrivent dans le cadre des principes de la Constitution et des articles de la déclaration universelle des Droits de l'Homme et se situent en dehors de toute violence et de tout désordre.

La légitimité et la raison d'être du régime dépendent - comme l'a, par ailleurs, souligné le président américain - directement et inévitablement de la préservation des droits et des libertés légales de la majorité de la population, ainsi que du respect des principes constitutionnels ».

¹ Djamshid Amûzégâr succéda le 7 août 1977 à Amir Abbas Hoveidâ, Premier Ministre depuis 13 ans.
Copyright : Sh.Vaziri, septembre 1990.

Et il conclut :

« Dans le cadre d'un ordre basé sur les principes constitutionnels et sur la déclaration universelle des Droits de l'Homme, nous sommes franchement et sévèrement contre tout désordre et tout trouble » 4.

La référence au Président américain dans cette déclaration est intentionnelle, car l'appui américain paraissait indispensable, à l'époque, à toute évolution démocratique en Iran.

Dans une autre déclaration publiée en janvier 1978 (27 Déy 1356), l'écrivain Hâj-Seyed-Javâdî protestait contre un article à caractère diffamatoire vis-à-vis de Khomeiny, paru dans le quotidien du soir "Ettelâ'ât" (voir plus loin). Intitulée "l'histoire d'un complot", la déclaration s'en prenait au gouvernement Amûzégâr, en prenant la défense de la Constitution et de "l'Etat de Droit" 5.

Suite à des affrontements survenus dans la ville de Tabrîz, entre la police et la population "le mouvement radical d'Iran" dirigé par Rahmatollâh Môqadam Maraqué-i (député au Parlement), publiait, en février 1978 (le 1er esfand 1356), un communiqué dans lequel il déclarait que la seule solution à la crise était "celle du retour au gouvernement légal...". Il revendiquait en outre des élections libres, la libération des prisonniers politiques et le retour des exilés 6.

Les événements de la ville de Tabriz suscitèrent également en Mars 1978 (Le 10 Esfand 1356), une réaction de M. Karim Sanjâbî¹, ancien Ministre de Mossadegh et l'un des dirigeants du « Front National », qui publia, à cette occasion, un communiqué en son propre nom, intitulé "À mes compatriotes", dans lequel il écrit: « À cette étape de notre combat légal, nous devons fixer tous nos efforts et slogans afin de réaliser une seule revendication, à savoir que le sort de la nation iranienne doit être décidé par les véritables élus de la nation... ». À la fin de ce communiqué, Sanjâbî demandait la constitution d'un gouvernement provisoire en vue de l'organisation d'élections libres, la dissolution du parti unique et le respect des libertés individuelles et collectives 7.

Toujours en mars 1978 (mois d'esfand 1356), quelque 90 personnalités (journalistes, écrivains, etc.) s'adressèrent au Premier Ministre Djamshid Amûzégâr au sujet de la censure de la presse, en exigeant le respect total des articles de la loi constitutionnelle et de son complément concernant la presse et les journalistes, ainsi que l'abolition immédiate de la censure et la reconnaissance de la liberté de publication, etc. 8.

Avant le 21 mars 1978 (la fin de l'année 1356), il publiait un "bilan noir du gouvernement Amûzégâr", dans lequel ce dernier était accusé d'avoir violé tous les articles de la Constitution 9.

Il adressa encore, le 21 mars 1978 (début de l'année 1357), une lettre au procureur de l'Etat au sujet de la grève des prisonniers politiques. Une copie de cette lettre fut envoyée au secrétaire général des Nations Unies, à la Croix-Rouge internationale, à Amnesty, à la Fédération des Droits de l'Homme et aux Juristes Démocrates. L'accent y était mis sur la défense des lois en vigueur et sur la légalité constitutionnelle 10.

À la fin du mois de mars 1978 (8 farvardîn 57), l'écrivain contestataire diffusa un tract intitulé "depuis le coup d'Etat de 1921, le régime iranien est anti-constitutionnel", dans lequel il attaquait le régime au nom de la Constitution¹¹.

En mai 1978 (Le 2 khôrdâd), dans un pamphlet qui eut beaucoup de succès, intitulé "Tant qu'il y a des Shâh, il y aura des prophètes", Hâj-Seyed-Javâdî s'adressait pour la première fois au Shâh en écrivant notamment que le régime était dépourvu de légitimité, à cause de la violation des principes constitutionnels. Et en prenant la défense de la Constitution, il continuait:

¹ Issu d'une grande famille tribale kurde de la région de Kermanchâh, Dr. Sanjâbî fit ses études supérieures à Paris, avant de devenir le Ministre de l'Education, collaborateur de Mossadegh et professeur de droit constitutionnel à l'Université de Téhéran. Il occupa à partir des années 1960, le poste de secrétaire général du Front National, avant de devenir Ministre des affaires étrangères après la prise du pouvoir par Khomeiny.

« La personne du roi a juré selon la Constitution de protéger et de préserver les droits de la Nation et la Constitution de mashrûtiat. La forme et le fondement de l'ordre politique du pays doivent obéir à la loi constitutionnelle. C'est à dire que la loi constitutionnelle a défini les normes de l'ordre (...) et les prérogatives des pouvoirs du pays. Dans ces conditions, un gouvernement jouit de la légalité et de la légitimité... ». Il termina son réquisitoire en soulignant:

« Malheureusement, non seulement les jeunes générations ont perdu leur foi en la loi constitutionnelle à cause de l'élimination des droits de la nation par le pouvoir absolu, mais encore, elles nous blâment et nous interpellent parce que nous exigeons l'application et le respect de la loi constitutionnelle... » 12.

Ce pamphlet contenait deux points importants. D'une part, il se référait implicitement à Khomeiny ("le prophète"), considéré comme contre-Shâh, et de l'autre, il mettait en évidence la tendance accrue chez les jeunes à considérer les constitutionnalistes comme dépassés.

En septembre 1978 (Le 26 Shâhrîvar 1357), le même Hâj-Seyed-Javâdî a écrit une "lettre ouverte" au nouveau Premier Ministre Sharîf-Emâmi- qui venait de remplacer le 27 août M. Amuzegâr - dans laquelle il lui posa une série de questions:

« Est-ce que l'on ne nous disait pas que d'après notre Constitution le Roi est exempt de toute responsabilité et que le gouvernement est responsable devant les assemblées? (...) À notre avis, toutes les corruptions et tous les défauts politiques, sociaux et économiques de l'Iran sont issus directement de la suppression des principes constitutionnels »13.

La référence à la constitution franchit les frontières du pays quelque temps après et de nombreux articles à ce sujet ont paru dans la presse internationale. Par exemple, Ehssân Narâqi, sociologue proche de la famille impériale, ancien directeur du centre de recherche en sciences sociales de L'Université de Téhéran, ancien directeur à la jeunesse de l'Unesco et l'un des théoriciens du parti unique "rastâkhîz", écrivait dans le Monde du 3 novembre.1978, dans un article intitulé "Une seule issue: la Constitution", que seul le respect de la constitution permettrait aux Iraniens de s'entendre afin de sortir de la crise 14.

L'observateur du climat de contestation, M. Nasser Soltâni, ancien professeur et directeur de l'Institut para-médical de Téhéran, militant nationaliste et ancien collaborateur du Dr. Sâmî a pris une part active aux événements de cette période. Il nous apporte son témoignage sur l'ambiance de cette période:

« Les slogans étaient nationalistes et le départ du Shâh n'était absolument pas à l'ordre du jour (...) Il s'agissait de la libération des prisonniers, de la dissolution de la Sâvâk, des libertés publiques (...) Le mot d'ordre de la république islamique ne fut lancé que quelques semaines avant le 22 bahman (11 février,ndlr) (...) Un changement de régime n'était encore pas concevable, la question de la république ne se posait pas et encore moins la question de la république islamique. Le vrai mouvement révolutionnaire qui bouleversa tout débuta en réalité trois mois avant la révolution... » 15.

En résumé, dans la première phase du mouvement de contestation, prévalait l'argument selon lequel le respect de la constitution par le Shâh pouvait aider à la résolution de la crise. Cet argument perdit de son poids, au fur et à mesure que le Shâh insistait dans son refus de céder et que les jeunes radicalisés occupaient les rues, au détriment des générations plus "politisées". Générations qui, influencées par l'expérience Mossadegh, considéraient que le respect des lois et des institutions démocratiques prévues par la constitution était la meilleure manière d'éviter une confrontation dont le contrôle échapperait à tout le monde. Tandis que les jeunes issus de la politique développementaliste et autoritaire du Shâh, n'avaient ni entendu parler de l'époque de Mossadegh, ni de la démocratie, ni de la constitution. Leur refus du système autoritaire dominant était aussi "radical" que le "radicalisme" par lequel le système impérial s'était maintenu au pouvoir.

Dans cette situation, d'autres courants étaient en train de canaliser le mouvement de révolte des jeunes.

Parmi les courants influençant la jeunesse, ceux de la gauche marxisante et de l'islam radical furent les plus importants.

La re-construction identitaire des intellectuels islamistes et Khomeynistes

Au cours des dernières années d'avant sa chute, le régime du Shâh, s'efforça, à l'aide des théoriciens proches du palais (Shoja'édine Shafâ' , Ehssân Narâqi, Majid Rahnémâ^I) de re-construire une "iranité", s'identifiant aussi bien à une histoire impériale revue et corrigée (le mythe des 2500 ans de monarchie continue, les fêtes de Persépolis, le changement de calendrier, la création du parti unique "iranien"), qu'aux "traditions" iraniennes ré-inventées.

Se sentant désarmées face à cette "récupération" du régime, les diverses forces de l'opposition s'efforcèrent également de se "re-construire" une identité d'opposants.

La plupart des forces de gauche se "définissaient" par rapport au marxisme et à ses différentes interprétations-identifications. Face à cet "internationalisme" remettant en question l'identification "nationale", les milieux nationalistes et démocrates choisirent de s'identifier à Mossadegh et à la "révolution constitutionnelle" sur le plan interne et aux "droits de l'Homme" sur le plan international.

Quant aux intellectuels islamisants, ils optèrent pour la re-construction d'une identité islamiste où l'islamité primait sur l'iranité. Ainsi, ils pouvaient concurrencer la gauche, les nationalistes et le régime impérial.

Il s'agissait de la re-construction d'une "religiosité élitare"- en tant qu'idéologie politique - pouvant également mettre en difficulté le monopole détenu en la matière par le "clergé". Cette "religiosité élitare" avait pour but de contrôler la religiosité populaire, considérée comme l'expression politique des masses "illettrées".

En dehors de Jalâl Al-Ahmad, deux autres intellectuels islamistes contribuèrent à cette re-construction identitaire et influencèrent beaucoup la jeunesse et les étudiants, pendant les dernières années du régime impérial : Alî Sharîati (1933-1977) et l'Ayatollah Mottaharî (1920-1979). Alî Sharîati fut l'idéologue du Shi'ïsme combattant et il s'efforça de transformer le Shi'ïsme en idéologie de la prise du pouvoir politique. Éclectique (eltéqâti) et primaire, Sharîati proposa à la jeunesse un mélange de politzer ("Principes de la philosophie"), de Fanon ("les damnés de la terre") et de l'islam Shi'ïte. Il mit en avant la problématique de "Jahânbîni" ("vision du monde") empruntée au parti "Tûdeh", et proclama la conception "Towhîdi" (unicitaire) comme étant "la vision du monde" du Shi'ïsme révolutionnaire¹⁶.

Dans un article intitulé "civilisation et modernisation", Sharîati reprit les thèmes développés jadis par Al-Ahmad :

« Le modernisme a été le choc le plus puissant qui pouvait vider de sa forme de pensée et de sa personnalité le non-Européen, à travers le monde entier (...)

« Et pendant que le non-Européen se réjouit d'être devenu moderne, le capitaliste et le bourgeois rient à gorge déployée de ce qu'il soit devenu son consommateur ! »

Et il se réfère à sa nouvelle identité :

^I Ancien conseiller du Shâh et haut fonctionnaire du ministère de la cour impériale.

^{II} Ancien Ministre de l'enseignement supérieur

« Je me sentais lié à un Islam qui avait façonné les plus beaux esprits et les visages humains les plus remarquables. Je pouvais, comme homme, sentir vivre en moi une personnalité originale face au monde et face à chaque individu. Est-il possible, dans ces conditions, de transformer un tel "moi" en un instrument dont toute la valeur se résume à consommer une marchandise nouvelle » 17.

Par ailleurs, ce fut Shariati qui théorisa la création du "Hézbollah" comme parti politique Shi'ite.

Dans un discours prononcé en 1972, et intitulé "le Shi'isme, un parti parfait", Ali Shariati, mit l'accent sur le fait que l'islam étant une idéologie, le shi'isme constituait "le parti politique de l'islam" :

« Parti qui est la réalisation concrète du "Hézbollah" tel qu'il est décrit par le Coran, et qui constitue en même temps une réponse aux besoins de cette génération d'intellectuels engagés, afin de conscientiser et de mettre en mouvement les masses et la société et de diriger leur lutte de classes... » 18.

Quant à l'ayatollah Mortézâ Mottaharî, professeur de théologie à L'Université de Téhéran et futur membre du "Conseil de la révolution", il prêcha la renaissance de l'islam, son adaptation à la société moderne ainsi qu'à la science et à la technologie avancées 19.

Toutefois, les jeunes intellectuels influencés par ces théoriciens constituaient une minorité agissante qui a joué un rôle déterminant dans la propagation de l'idéologie islamiste. Ces intellectuels présentaient le futur régime islamique comme étant le modèle d'une société démocratique et pro-occidentale, qui assurait le bien-être et la justice sociale à l'intérieur tout en préservant les intérêts étrangers. L'islam n'apparaissait pas comme un danger et leur propagande, donnait au contraire, une image modérée de leur projet de société.

L'itinéraire d'un militant islamiste saisi à travers le témoignage d'un ex-prisonnier politique, Hâdî Hakîmi, est révélateur de l'impact de l'idéologie religieuse préparée par les élites, sur les jeunes.

Agé de 30 ans lors de sa libération en 1978 par le gouvernement Bakhtiar, ce dernier avait fait 5 ans de prison. Il avait été condamné à mort par l'ancien régime puis sa peine avait été commuée en emprisonnement à vie. Originaire de la ville sainte de Mashad (à l'est de l'Iran, ndr) et d'une famille de Bâzârî, Hakîmi expliquait à J.M.Etter à sa sortie de prison qu'il avait suivi les cours islamiques. Impressionné par la combativité de Khomeiny, Hakimi décida de s'engager dans la lutte armée à partir de 1971, alors qu'il avait 22 ans:

« ... Pendant toutes ces années, j'ai fait partie des groupes d'opposition clandestins (...) à L'Université de Téhéran (...). Je bavardais la nuit dans le dortoir avec quelques camarades qui étaient arrivés à la même conclusion que moi. Nous avons entendu parler d'autres mouvements islamiques qui se battaient déjà (...) Nous avons fondé notre propre groupe. Nous achetions nos armes à des trafiquants qui opéraient depuis le Kûrdistân et les frontières turques et irakiennes. Ces armes devaient servir d'abord à nous défendre et ensuite à abattre des personnalités du régime et des membres de la Sâvâk. Nous avons constitué une liste détaillée à cet effet. Nous étions treize (...) l'un de nos camarades avait suivi un stage dans un camp palestinien et nous a appris à manier les armes. Nous avons provoqué de nombreux attentats, mais n'avons pas eu le temps d'abattre nos cibles (...) Nous avons été arrêtés l'un après l'autre entre août et septembre 1973 (...) ils ont commencé à me torturer (...) Au terme d'une année, j'ai été jugé au cours d'un procès à huis clos (...) » 20.

Le cas Hakimi est l'exemple même de jeunes "lettrés" qui aspiraient à une remise en question de la "modération" des générations précédentes.

Issus des structures imposées par le régime impérial, ces jeunes radicaux très peu politisés, revendiquaient beaucoup plus de "combativité" et de détermination.

Influencés également par le moralisme américain (par des films et des feuilletons), ces jeunes recherchaient dans l'idéologie religieuse une motivation pour s'épanouir.

Cependant, ce sont les courants islamistes modérés (traditionalistes) qui, au début, déclenchèrent (du côté religieux), le mouvement de contestation.

Par ailleurs, l'ayatollah Khomeiny comptait, dans la première phase du mouvement, beaucoup plus sur ces courants que sur les jeunes radicaux.

Parmi les courants ayant eu un projet islamique modéré, le groupe dirigé par M. Bâzargân joua un rôle déterminant.

Mehdi Bâzargân situe le début de la contestation islamique avec la politique des Droits de l'Homme du Président Carter. Il affirme que ce fut à partir du mois de septembre 1977 que des séances et des conférences furent organisées à la Mosquée de "Qobâ" où des intellectuels islamistes comme le Dr. Sâmî (Ministre de la santé du gouvernement Bâzargân), MM. Tavassoli et Sahâbi (Ministres du gouvernement Bâzargân également) et Peymân (chef de file des musulmans de gauche), prenaient la parole afin de dénoncer le régime du Shâh. Toujours selon Bâzargân, l'ayatollah Khomeiny choisit cette période pour envoyer depuis son exil irakien un télégramme aux religieux les encourageant à "profiter des ouvertures du régime suite à la politique de Carter" 21.

Les détails du contact entre Bâzargân et Khomeiny sont révélés par M. Hassan Mâssâlî, l'ancien dirigeant de la "Confédération des étudiants iraniens" à l'extérieur du pays, animateur de plusieurs courants marxistes et notamment de "L'Organisation de l'Unité Communiste". Mâssâlî, à l'époque coordinateur des activités des différentes organisations de guérilla (Mojâhedine, Fadâ'îyân) au Moyen-Orient (Irak, Liban, Syrie), connaissait bien Khomeiny. Il était notamment en contact avec Mostafâ, le fils aîné de Khomeiny, qui, lui avait déclaré en 1977 que son père (l'ayatollah) venait de recevoir des messages de la part de Baqâ'î et de Méhdi Bâzargân, lui demandant de soutenir leurs actions à l'intérieur du pays afin d'affaiblir la dictature. Toujours d'après Mostafâ, le général Qarani^{II} était également en contact avec son père

En outre, quand Mâssâlî décide de rentrer clandestinement en Iran, Khomeiny lui recommande d'aller voir le Général Qarani 22.

Hassan Mâssâlî raconte également le cas des militants islamistes venus s'entraîner dans les camps palestiniens au Liban. Il parle d'Abû-Sharif, qui fut le premier chef des Gardiens de la révolution, après la victoire Khomeiniste :

« Au début, quand ils venaient d'arriver là-bas, Abû-Sharif et des gens comme lui, n'acceptaient même pas Khomeiny comme un courant religieux. Ils appartenaient au parti des nations islamiques (...). Ils ne comptaient pas beaucoup sur Khomeiny et voulaient réaliser leur propre programme (...). Mais, à partir de l'année 1356 (1977 ndr), tout d'un coup, nous avons appris qu'un certain nombre de musulmans, partisans de la ligne des Fadâ'îyân de l'islam étaient arrivés au Liban et en Syrie et suivaient des entraînements dans les camps palestiniens (...). Ainsi, nous avons su qu'ils s'organisaient à partir de l'année 56 (...)

Des gens comme Abû-Sharif ou Jalâl-ed-din Fâressi^{III} vivaient dans une mauvaise situation. Tchamrân^{IV} non plus n'avait pas une bonne situation. Personnellement, je pensais que le groupe de Moussa-Sadr^V (...) jouait un rôle efficace en rapport avec les événements iraniens... » 23.

Ainsi, tandis que les militants radicaux se préparaient à la confrontation "physique", les intellectuels islamistes cherchaient à justifier "théoriquement" la justesse de leur cause.

^I Originaire de la ville de Kermân et ancien dirigeant du "parti des travailleurs", il s'opposa à Mossadegh et pactisa avec l'ayatollah Kâshâni qui a soutenu le coup d'Etat de 1953

^{II} Il fut démis de ses fonctions par le Shâh à cause de ses positions droitières dans l'armée, il s'allia au mouvement religieux par la suite, devenant le chef de l'Etat-major de l'armée dans le gouvernement Bazargân. Il fut assassiné en avril 1979.

^{III} L'un des théoriciens du "parti de la république islamique" après la "révolution"

^{IV} Ancien membre du Front National, Tchamrân avait fait ses études d'ingénieur aux Etats-unis avant de devenir maoïste et finalement islamiste. Il travailla au sud Liban comme instructeur militaire. Après l'arrivée au pouvoir de Khomeiny, il fut nommé Ministre de la défense avant d'être tué dans un accident mystérieux sur le front irano-irakien.

^V Chef de la communauté Shi'ite au Liban, parent de Khomeiny, il créa en 1974 le "mouvement des déshérités", qui se transforma en parti "Amal" (espoir). Moussa-Sadr disparut en Libye en 1978.

Quelques exemples de prises de position d'intellectuels islamistes nous apportent également des éclaircissements à ce sujet.

L'auteur d'une brochure intitulée "les détenteurs du pouvoir charismatique en Iran", un intellectuel résidant à Paris, et proche de Khomeiny, écrivait en été 1978, en conclusion de son pamphlet:

« La logique du système de promotion progressive du clergé Shi'ite est accompagnée d'inviolabilité, incompatible avec l'exercice du pouvoir politique.

Les progressistes sont donc assurés que dans leur unité d'action avec le clergé, il ne peut se produire un cumul des rôles et que *le clergé ne se confondra jamais avec l'Etat*. Par conséquent, un Etat qui aurait la caution des ulémas Shi'ites *ne pourrait être un Etat totalitaire...* » 24.

Un autre exemple est l'assurance donnée par le Dr. Ebrâhîm Yazdi (voir plus loin), conseiller de Khomeiny à Neauphle-le-Château, aux Américains quant à la nature d'un régime islamique.

Dans un rapport envoyé au département d'Etat le 13 décembre 78, Henry Precht (directeur du service Iran au Département d'Etat) résume le résultat d'une conversation qu'il a eu avec Yazdi à Paris:

« J'ai eu un dîner avec (...) le Dr Yazdi, et un bref entretien avec Marvin Zonis (universitaire américain.ndlr). Yazdi, citoyen américain, allait passer une journée à Houston où il s'occupe des recherches sur le cancer (...)

Quand le Shâh partira, Khomeiny désignera un cabinet de gouvernement provisoire, jusqu'à ce qu'un gouvernement durable sorte des élections.

« Les élections seront absolument libres. Cela est un élément essentiel du programme de Khomeiny. Dans la république islamique, il y aurait la totale liberté de parole et de presse, y compris le droit d'attaquer l'islam »25.

Le jour précédant le départ de Khomeiny pour Téhéran, France-Inter diffusa un programme intitulé: "la longue marche de l'Ayatollah"(déjà citée). Au cours de cette émission, l'entourage de Khomeiny à Paris - des intellectuels - s'exprima souvent à son sujet.

Mohammad Mokri^I présenté comme "conseiller de Khomeiny et chercheur au CNRS" déclarait:

« C'est un personnage peu cocasse. Avec un regard mystique et parfois très éloquent (...) pendant toute sa vie, il a montré qu'il est un homme intègre (...)

L'ayatollah, déjà à l'âge de 25 ans était un grand savant, avait écrit plusieurs livres et je pense que *depuis 14 siècles*, c'est -à -dire après le prophète, Alî et les douze Imams, *l'islam n'a jamais vu un personnage si éminent...* »26.

De son côté, Sâdeq Qôtbzâdè (voir plus loin), présenté, comme le "porte parole de l'ayatollah", déclarait dans la même émission:"l'Ayatollah était la première personne dans ma vie, qui m'impressionnait énormément (...) et pour la première fois de ma vie, j'ai trouvé le leader que je cherchais..." 27.

Ces prises de position, ont été commentées également par Gary Sick^{II} dans son ouvrage "All Foll down" :

« Dans les mois à venir, on pourrait entendre à chaque occasion les points de vue de Yazdi, en public ou en privé, et au cours des rencontres avec les officiels américains. Son objectif, à chaque fois, était le même : propager la ligne fondamentale de Khomeiny par des expressions qui pouvaient attirer la sympathie de l'Occident. Yazdi et plusieurs autres révolutionnaires éduqués en Occident, comme Sadegh Qotbzâdeh et

^I Ancien membre du front National Mokri devint Ambassadeur à Moscou après la "révolution" et tomba en disgrâce plus tard.

^{II} Ancien membre du conseil national de sécurité américain et principal conseiller du Président Carter pour l'Iran.
Copyright : Sh.Vaziri, septembre 1990.

Abolhassan Banisadr, servaient d'interprètes aux positions de Khomeiny, en arrondissant les côtés durs de ses rhétoriques et en arrangeant les idées de Khomeiny d'une manière qui soit plus acceptable et attractive pour les oreilles occidentales. (...)

On suggérait que l'Amérique n'avait rien à craindre d'un gouvernement humanitaire, réformiste qu'ils espéraient instaurer à la place du régime répressif du Shâh » 28.

Par ailleurs, Gary Sick explique les positions développées par Yazdi, au cours de ses conférences aux Etats-Unis, en soulignant que d'après Yazdi, la révolution était pacifique et utiliserait la non-violence. Les objectifs de la république islamique seraient compatibles avec l'idéal américain des libertés individuelles et des droits de l'homme 29.

Les intellectuels de gauche

« Je suis un marxiste-léniniste. J'ai trouvé pour la première fois la justice sociale dans la doctrine de l'islam, ce qui m'a conduit au socialisme (...). J'ai commencé mes propos par l'islam, car le vrai islam en Iran s'est depuis toujours acquitté de son devoir envers les mouvements iraniens de libération (...). C'est ainsi que dans une société marxiste, le véritable islam aura sa place comme superstructure et nous approuvons, pour notre part, un tel islam qui est celui de Hossein et d'Alî... » (dernière plaidoirie de Khôsrôw Gôlessôrkhî, exécuté par le régime impérial en 1976)

Le rôle des intellectuels de gauche (socialistes, marxistes, mouvements armés, etc.) durant la période qui précéda la chute du régime, est assez controversé. Ces intellectuels ont souvent disputé aux religieux la direction du mouvement.

Dans la course au radicalisme révolutionnaire et populiste, ces intellectuels, élaboraient les mots d'ordre extrémistes et s'efforçaient de canaliser le mouvement dans le sens de leurs projets. L'opportunisme des religieux consistait à reprendre ces mots d'ordre et à les appliquer avec plus de rigidité (les slogans se transformant en insultes) afin de ne pas donner l'impression d'être des réactionnaires dans une période révolutionnaire. C'est ainsi que les slogans anti-impérialistes et anti-américains furent repris par les religieux. Cela leur a permis de réaliser dans la pratique le schéma organisationnel des opposants marxistes (les Comités de base, milices populaires, les conseils islamiques, les commissaires politiques islamiques, etc.).

Déjà, durant la présence de Khomeiny à Paris, un "leader des étudiants iraniens de gauche en France", Mahmûd Bozorgméhr (de tendance maoïste) déclarait que son organisation soutenait l'ayatollah Khomeiny. Il soulignait également que la gauche iranienne - léniniste ou socialiste - collaborerait avec le gouvernement proposé par Khomeiny. Selon lui, un gouvernement islamique ne mettrait ni la gauche et ni l'opinion publique à l'écart 30.

Il est vrai que la majorité des forces de gauche, collabora avec Khomeiny, mais il y avait également des attitudes plus nuancées, comme celle d'Hassan Mâssâli qui nous raconte la manière dont il envisageait ses rapports avec Khomeiny :

« En ce qui me concerne (...), jusqu'à l'année 1356 (1977), dans mes relations avec Khomeiny, je le considérais comme un instrument pouvant lancer des flèches contre le Shâh. On ne lui attachait pas d'importance politique (...). De temps en temps, on imprimait et distribuait son communiqué afin de soulever contre le Shâh une partie des religieux et d'en profiter, ce qui était une erreur. Mais, jamais, Khomeiny n'a été pour nous une alternative comme il l'était pour Banisadr, Qôtbzâdè et Yazdi... » 31.

Arrivé en Iran clandestinement, plus d'une année avant la chute du Shâh, M. Mâssâli participa activement au renversement du régime impérial. Il dénonça en même temps que le régime de Khomeiny, les élites de gauche qui ont contribué à son avènement. Il a publié en 1985 un rapport sur ce sujet qui révèle que les organisations de guérilla urbaine comme les Mojâhedine (islamo-marxiste) et Fadâ'îyân (marxiste-léniniste) étaient en contact avec l'URSS déjà quelques années avant la chute du régime et que ces contacts auraient continué après la "révolution". Mâssâli reconnaît également que lui-même et ses amis avaient organisé l'entraînement militaire de plusieurs proches de Khomeiny. Sur le rôle politique de la gauche iranienne, Mâssâli écrit :

« Nous arrivons à la conclusion définitive que la gauche iranienne était essentiellement séduite par le radicalisme religieux aveugle, destructeur et nihiliste. La majorité de ces courants aime, toutes sortes de "radicalismes", parce qu'elle y trouve la violence, la brutalité et la destruction et que tous ces phénomènes sont considérés par ces courants comme "révolutionnaires". C'est pourquoi, si à la place de Khomeiny, il y avait Gengis Khân, il jouirait de l'appui total des courants de gauche »³².

Ces courants de gauche, dont parle Mâssâli, étaient très influencés par le maoïsme et le castrisme. Coupés des réalités du pays en raison d'absence de possibilités démocratiques, rejetés par les mouvements et partis démocratiques de l'Europe et des Etats-Unis - à cause du soutien apporté par ces derniers au régime du Shâh, la gauche iranienne fut obligée de s'allier à des mouvements extrémistes occidentaux et orientaux afin de pouvoir continuer de se battre contre le régime du Shâh.

L'exemple des organisations du "Front National" à l'extérieur du pays, considérées comme plus "modérées" que d'autres, est à cet égard intéressant. Quand pour la première fois, les trois dirigeants du Front à l'intérieur écrivirent une lettre ouverte au Shâh, ceux de l'Europe se réunirent afin d'en discuter. M. Hamîd Sadr, écrivain et membre du "Front National- Europe", avait participé à cette réunion. Il explique qu'une année et demie avant la révolution, les assises élargies du « Front National » se déroulèrent en Allemagne. Au cours des séances, explique Sadr, les militants discutèrent au sujet de la lettre ouverte envoyée par les dirigeants du « Front National » au Shâh. À la fin des débats, une résolution fut adoptée qui considérait la déclaration du front comme une suggestion indirecte du Président Carter et qu'il s'agissait du "réveil de la bourgeoisie en Iran".

Hamid Sadr avait été critiqué également parce qu'il avait signé une déclaration des écrivains iraniens demandant plus de liberté ³³.

Aussi, la plupart des militants nationalistes de gauche ont rejoint les religieux et ont été, dans cette alliance, les premières victimes de la dictature "non-bourgeoise". Car ces intellectuels de "gauche" qui, en public, critiquaient le régime impérial au nom de la démocratie, ne croyaient pas tellement à cette même démocratie, qualifiée de "bourgeoise".

L'alliance de fait, entre le jusqu'au-boutisme de la gauche marxisante (stalinisée) et le radicalisme islamiste, déboucha sur une nouvelle idéologie hybride et fascisante. Les trois composantes de cette idéologie furent l'extrême droite impériale, l'extrême gauche stalinisée et le radical-islamisme fanatisé. C'est cette idéologie qui va servir de base à Khomeiny conduisant les trois catégories antagoniques vers une fusion unanimiste.

III - Les élites dans les organisations politiques et syndicales 1977-1979

Les universités et écoles

Le rôle des Universités et écoles (professeurs, étudiants, cadres, chercheurs, etc.) dans le déroulement des événements fut très actif.

En analysant leurs revendications à travers leurs communiqués et leurs réunions, nous constatons la politisation de L'Université pendant la crise.

À la fin du mois de novembre 1977 (Le 56.9.6), plus de 130 membres du "Conseil Académique de L'Université de Téhéran" s'adressèrent au Premier Ministre, afin de dénoncer l'intervention des forces gouvernementales contre une assemblée générale, tenue par "l'Association des écrivains", à L'Université de Téhéran. Les signataires exigeaient "les libertés académiques" en demandant au gouvernement le "respect des articles de la constitution" 1.

Quelques jours plus tard (le 56.9.13), des professeurs de L'Université. de Téhéran envoyèrent une lettre de protestation au Premier Ministre, contre l'intervention de la police à l' « Université Technique d'Ariâmeh » . Signée par 106 professeurs, la lettre exigeait «les libertés académiques" et le «respect intégral des principes constitutionnels" 2.

À la suite des événements de Tabrîz (confrontation entre la police et les manifestants islamistes qui fit 200 morts), les «étudiants musulmans combattants de Tabrîz" publièrent le 27 février 1978 (7 esfand 1356), un communiqué (no.3), intitulé «rapport sur la révolte de Tabrîz". Ce rapport consistait en un bilan chiffré sur ces événements. Il indiquait que, les slogans dominants étaient : vive Khomeiny, à bas Pahlavi, hejâb (voile islamique) ou la mort. Le rapport donnait également le nombre des objectifs «détruits» ou incendiés: 62 banques incendiées, 97 banques détruites; 3 cinémas incendiés et 7 autres détruits; 163 bureaux gouvernementaux détruits et 12 autres incendiés; 37 voitures incendiées,etc.

Ce rapport-communiqué se terminait par un appel à la lutte armée, lancé à tous les musulmans 3.

Aussi, en relation avec les événements de Tabrîz, un communiqué fut publié en mars 1978 (le 25 esfand 1356) par 60 universitaires (parmi lesquels tous les membres du futur gouvernement Bâzargân en 1979), proclamant la solidarité avec les chefs religieux de Tabrîz et soulignant le caractère islamique de ces événements 4.

Il faut préciser ici que ces événements et notamment, l'appui apporté par des universitaires et des étudiants aux mots d'ordre religieux, marquèrent une étape importante vers la reprise en main, par les religieux, de la direction des révoltes.

Une autre indication montrant le tournant religieux qu'allaient prendre les événements, fut la publication d'un communiqué en mars 1978 (le 25 esfand 1356), par les «lycéens de Téhéran". Par ce tract, les lycéens apportaient leur soutien au «clergé progressiste" et déclaraient : « quand on déclare, que les groupes religieux attaquent les femmes et les filles

sans hejâb (voile), en leur jetant de l'acide, il s'agit d'une rumeur fabriquée par le gouvernement» 5.

Un autre exemple montrant la contribution involontaire des universitaires au renforcement de la tendance religieuse du mouvement de contestation fut une «lettre ouverte» signée par 90 licenciés de la Faculté de Droit, et envoyée au Procureur Général du pays vers la fin avril 1978 (le 57.2.11) à la suite de l'assassinat de deux étudiants de l'Université de Téhéran :

« La revendication de la nation iranienne, appuyée par le clergé respectable, les commerçants, les étudiants, les juges, les avocats, les paysans, les ouvriers (...) se résume en un seul mot : la liberté.

La nation iranienne dit qu'un homme n'a pas le droit de gouverner une nation (...), en utilisant le pouvoir et en recourant à la force. La nation iranienne revendique la liberté et déclare que le Shâh n'a pas le droit d'édicter les lois, car il est sans responsabilité (...). Mais nous voyons dans la pratique que toutes les affaires, petites ou grandes, sont gérées selon son point de vue et son désir (...)

Il y a dans notre pays, des milliers de docteurs, d'ingénieurs, de licenciés, qu'on ne peut pas tromper, en leur fermant la bouche. Les commerçants, paysans, Bâzârî et ouvriers de ce pays ont évolué, et on ne peut plus leur dire de se taire et mourir (...)

Afin de semer la discorde entre les religieux éminents et les intellectuels, l'appareil gouvernemental, a qualifié les uns d'instruments de la réaction rouge et noire et les autres de marxistes, de communistes et d'athées. Heureusement, ces ruses ne s'avèrent pas opérantes et la nation tout entière a fait face au groupe gouvernemental et a répondu positivement à l'appel (...) du grand Ayatollah (...) Rûhollâh Khomeiny ... » 6.

Cette lettre met en évidence la confusion de la vision des élites universitaires concernant les libertés démocratiques. Il y a, d'une part, une phrase pour la «défense» vis-à-vis de l'athéisme et de l'autre, une phrase pour le soutien à Khomeiny. En se défendant d'être des athées ou des marxistes, les universitaires reconnaissent (avec le régime) que ces catégories n'avaient pas leur place dans une démocratisation éventuelle. Par ailleurs, en soutenant Khomeiny, ils optaient pour sa vision concernant la liberté et la démocratie à savoir, pas de liberté pour les «mauvais musulmans».

En juin 1978 (Le 57/3/25), une résolution fut votée, par des professeurs et étudiants de la Faculté de Médecine de l'Université de Téhéran, dénonçant l'intervention des forces gouvernementales contre les étudiants de l'Université. La résolution dénonçait également «la destruction et le pillage des biens des étudiants " et concluait :

« Nous considérons les activités corporatistes des étudiants (...), comme l'un des droits fondamentaux. Toute entrave à l'exercice de ces activités est considérée comme une violation du droit des étudiants »7.

En août 1978 (Le 11 môrdâd 1357), des d'universitaires publièrent une déclaration annonçant la création de «l'Organisation Nationale des Universitaires iraniens"(O.N.U.I). Cette déclaration était signée par 180 universitaires, appartenant aux «conseils académiques » des Universités ou écoles suivantes: Uni. Libre, Institut Supérieur du commerce, Université Sinâ, Université Pahlavi, Université de Téhéran, polytechnique de Téhéran, Université de Jôndishâpour, Université de Baloutchestân, Université industrielle d'Aryâmêhr, Université de Ferdowsi, Université Mélli, Ecole de pétrole d'Abâdân, Faculté des sciences et de l'industrie.

Les signataires de la déclaration de l'«O.N.U.I" concluaient en indiquant :

« Le système universitaire iranien doit se baser dorénavant, sur la démocratie. Les principes de la démocratie devraient déterminer les normes et relations universitaires à tous les échelons (...) Les libertés de pensée, de parole, d'opinion et de réunion constituent les principales libertés universitaires » 8.

À la suite de la tuerie du vendredi noir (voir plus loin) du 7 septembre 1978 (17 Shâhrîvar 1357) et de l'instauration du couvre-feu, plus de 300 universitaires et intellectuels connus, de toutes tendances confondues publièrent le 22 Shâhrîvar un communiqué exigeant l'abrogation

immédiate de la loi martiale et «l'établissement d'un Etat de droit" ainsi qu'une sanction à l'égard des responsables des «crimes» 9.

Suite à la multiplication des grèves à partir de fin octobre 1978 (mois d'âbân 1357), un communiqué publié par «l'Association des instituteurs iraniens" annonça que plus de 400 mille instituteurs allaient commencer une grève illimitée à partir du 24 octobre (2 âbân) , afin de défendre la loi constitutionnelle, d'exiger la libération des prisonniers politiques et de protester contre la censure dans les écoles 10.

Un jour plus tard (Le 3 âbân 1357), une manifestation d'étudiants et de lycéens réunissait 40 mille personnes à L'Université de Téhéran, où les mots d'ordre religieux et les slogans de gauche furent dominants 11.

Au début novembre 78 (Le 8 âbân 1357), les professeurs et les étudiants de «L'Université des Sépahiâné Enqelâb" (L'Université des gardiens de la révolution) se réunissaient dans l'enceinte de cette Université en baptisant cette réunion, «la journée de la Palestine". Les manifestants envoyèrent un télégramme de solidarité à Yasser Arafat à Beyrouth 12.

Le même jour, les étudiants de l'Institut Supérieur des Infirmiers rattaché à l'«Université Mélli", entraient dans leur 4ème semaine de grève¹³.

Il se confirme de la sorte que la revendication principale des universitaires était démocratique. Toutefois, on peut également constater a posteriori que les concepts tels que l'«Etat de droit», «liberté de pensée» et «démocratie» n'avaient nullement le même sens pour tous.

Pendant ce temps, la population observait avec intérêt la dynamique du mouvement intellectuel et l'action de rares organisations politiques traditionnelles comme le «Front National».

Le «Front National » (F.N)

À part quelques rares exceptions, les partis et groupes politiques structurés n'intervinrent pas dans la période révolutionnaire. En effet, la plupart des organisations politiques sont nées durant la courte période démocratique qui précéda la chute du régime impérial.

Toutefois, des organisations comme le « Front National », le "Mouvement de Libération de l'Iran", grâce à la célébrité de leurs dirigeants (Sanjâbî, Bakhtiâr, Bâzargân) ont joué un rôle politique non négligeable, notamment dans le domaine des négociations et compromis qui ont marqué la fin de l'ancien régime. D'autres organisations comme les "Mojâhedine" ("marxiste islamiste") ou les "Fadâ'iyân du peuple" (marxiste-léniniste), ont contribué de façon décisive à l'organisation des manifestations violentes et aux attaques contre les policiers et militaires durant les derniers jours de l'ancien régime.

Étant donné, l'importance du rôle joué (ou qui n'a pas été joué) par le « Front National » dans ces événements, l'analyse de ses prises de position nous paraît importante. Nous verrons plus loin l'attitude du mouvement de M. Bâzargân et d'autres groupes au cours du chapitre V.

Né au cours du mouvement pour la nationalisation du pétrole dirigé par Mossadegh, le « Front National » subit, après le coup d'Etat de 1953, la répression des gouvernements successifs. À part quelques courtes périodes, il n'a jamais eu l'occasion de s'organiser ou de se recomposer, bien qu'étant un parti réformiste et constitutionnaliste.

Le premier congrès du « Front National » se tint en décembre 1961 à Téhéran. Au cours de ce congrès auquel participaient des personnes telles que Sanjâbi, Bakhtiar, Bazargân, Forûhar, Nazih, Sadiqi, Banisadr, Sâmî, etc., les statuts et la charte du Front furent adoptés. D'après les principes adoptés, le « Front National » se fixait comme buts : le rétablissement des libertés individuelles et collectives énoncées par la constitution iranienne et la déclaration des droits de l'Homme, l'établissement d'un gouvernement légal issu d'élections libres, et l'adoption d'une politique étrangère indépendante.

Outre les personnalités appartenant individuellement au Front, ce dernier était composé de trois partis politiques : Parti "Iran", de tendance sociale-démocrate, le parti "Mellatè Iran" (Nation Iranienne), de tendance nationale-sociale et le parti "Mardomè Iran" (peuple d'Iran), de tendance religieuse.

À la suite de plusieurs scissions et à cause de la répression dont il fut l'objet de la part des autorités, le « Front National » se réduisit peu à peu à un cercle restreint de personnalités et de militants politiques dépourvu de moyens organisationnels nécessaires.

Cependant, après de longues années de silence, il se réactiva avec l'approfondissement de la crise, en prenant notamment deux initiatives.

Le 12 juin 1977 (Le 22 khordad 1356), les trois dirigeants du « Front National », MM. Sanjâbî, Bakhtiâr^I et Fôrûhar^{II} adressèrent une lettre ouverte à "Sa Majesté Impériale", dans laquelle ils disaient :

« La multiplication des difficultés et la déstructuration politique, sociale et économique du pays créent pour chaque Iranien des perspectives si dangereuses que les signataires croient de leur devoir devant Dieu et le peuple de vous adresser cette lettre, en dépit des graves dangers que nous encourons. Nous ne connaissons dans le pays aucune autorité parlementaire, judiciaire ou gouvernementale qui soit maître des décisions et des choix, et qui aurait une autre mission que d'appliquer les "désirs" de Sa Majesté.

Toutes les affaires du pays (...), même la révolution relèvent des firmans et dépend de la toute puissance de Sa Majesté, qui a monopolisé tous les pouvoirs, tous les honneurs, tous les élans de gratitude et toutes les responsabilités (...)

Cette situation catastrophique de notre pays provient de la façon dont le pays est gouverné, c'est-à-dire de l'autorité personnelle et absolutiste qui s'incarne aujourd'hui dans la rigueur impériale, en contradiction formelle avec notre constitution et la Déclaration Universelle des droits de l'Homme.(...) ».

Après avoir énuméré les différents problèmes auxquels sont confrontés le pays et la population, les signataires écrivaient :

« Par conséquent, la seule voie possible, en ce qui concerne le développement de la conviction et de la personnalité individuelle, de la collaboration nationale (...), est l'abandon de la dictature, l'acceptation absolue des principes constitutionnels, la remise en vigueur des droits de la nation, le respect véritable de la loi constitutionnelle et la déclaration universelle des droits de l'homme, le renoncement au parti unique, la liberté de la presse et des réunions, la libération des prisonniers et des exilés politiques et l'établissement d'un gouvernement s'appuyant sur la majorité des représentants élus de la nation qui soit responsable de la direction du pays selon la loi constitutionnelle »¹⁴.

Cette lettre constituait la première manifestation importante d'un groupe politique "organisé", depuis de nombreuses années.

Compte tenu de l'importance symbolique du « Front National » aux yeux des Iraniens et des puissances étrangères (notamment américaine), la déclaration des dirigeants du Front marqua une étape nouvelle dans la définition d'une politique anti-despotique en Iran.

Par cette déclaration, le « Front National » exprimait ses positions de principe devenues celles de la plupart des contestataires : l'abandon de la dictature, le respect de la constitution, la libération des prisonniers politiques et les élections libres.

La deuxième initiative du « Front National » fut l'organisation d'un rassemblement près de Téhéran.

Le 21.11.77, un millier de personnes se réunirent à l'invitation des membres du « Front National » à Karaj (38 Km de Téhéran) afin de célébrer une fête musulmane : "il y avait là des juges, des écrivains, des avocats, d'anciens leaders des partis nationalistes, des ingénieurs..". Ce rassemblement fut attaqué par des agents gouvernementaux et il y eut plusieurs centaines de blessés ¹⁵.

^I Originaire de la tribu des Bakhtiâri, Chapour Bakhtiar fit ses études de sciences politiques à Paris, où il milita contre le nazisme avec la résistance française. A son retour en Iran, il adhéra au mouvement de Mossadegh et devint vice-ministre dans son cabinet.

^{II} Chef du parti "Mellatè Iran" (Nation iranienne), un parti nationaliste de droite et l'une des composantes du Front national, Fôrûhar se rallia, en tant que dirigeant du Front National à Khomeiny. Après avoir été ministre du travail du gouvernement Bazargân, il fut mis à l'écart et entra dans l'opposition "légitime" en Iran.

Par ces deux initiatives, le « Front National » annonçait son intention de reprendre ses activités politiques. Les détails de cette réactivation nous sont révélés par M. A. R Bôrûmand^I l'un des dirigeants du Front à l'époque :

« Vers la fin des années 55 (mars 1977 NDR), un certain nombre de membres du « Front National » (Bakhtiâr, Fôrûhar, Sanjâbî) entamèrent des discussions avec Messieurs Bâzargân et Sahâbi^{II}, afin de recommencer une nouvelle action.(...)

Le résultat de ces discussions fut la préparation d'un texte que ces messieurs devaient signer et envoyer au Shâh. Le texte signé par Bakhtiâr, Sanjâbî et Fôrûhar, devait également être signé par l'ingénieur Bâzargân et Dr. Sahâbi. Mais elles ont par la suite refusé de le signer, prétextant que le texte devait être signé par un plus grand nombre de personnes (...)

En été 1356, j'étais au sud de la France. M. Bakhtiâr arriva à Paris et m'a demandé de le rejoindre (...). M. Banisadr était également au courant de sa venue. Chaque fois que je me rendais à Paris, M. Banisadr était la première personne qui en était informée. M. Banisadr vint à l'hôtel chez moi et tous deux, nous nous sommes rendus chez M. Bakhtiâr à son hôtel. M. Bakhtiâr dit à M. Banisadr qu'il désirait le voir avec Salâmatiân^{III} ensemble au cours d'une séance (...)

Le lendemain, Banisadr et Salâmatiân s'étaient rendus chez Bakhtiâr. Bakhtiâr avait discuté avec eux, en leur demandant de se réconcilier, afin de faciliter les nouvelles activités du « Front National » (...)

M. Banisadr revint à mon hôtel et me dit qu'il avait un certain nombre de propositions à faire à M. Bakhtiâr, en ma présence, mais qu'il ne voulait pas en parler devant Salâmatiân. Nous sommes allés ensemble chez Bakhtiâr. Il lui remit son papier et suggéra que le « Front National » respecte les sensibilités religieuses de la population et tienne compte du clergé (...). Banisadr déclara ensuite à Bakhtiâr : "vous qui avez écrit la lettre au Shâh et par cette action avez remonté le moral des jeunes, vous devriez également prendre contact avec Khomeiny, puisque lui aussi suit cette même ligne". Bakhtiâr accepta et écrivit une lettre en trois lignes à Khomeiny, disant : "Après de longues années de répression et de terreur en Iran, il y a des indices qui permettent à la population de respirer. C'est pourquoi, nous avons écrit au mois d'Ordibéhécht (mois de mai, ndlr.) au Shâh et nous lui avons lancé un avertissement. Cette lettre a été le début de nouvelles activités du « Front National ». Nous vous prions et nous nous attendons à ce que vous nous souteniez dans cette voie". Banisadr a promis de remettre cette lettre à Khomeiny, mais il ne la lui a jamais remise (...) parce qu'il avait peur de voir les dirigeants du « Front National », particulièrement Bakhtiâr se rapprocher de Khomeiny »¹⁶.

En fait, le nouveau Conseil du « Front National », fut constitué le 21 juillet 1978 (le 30 tir 1357), chez Sanjâbî. Plusieurs personnalités nouvelles parmi lesquelles l'amiral Madanî^{IV} dont la candidature avait été proposée par Bakhtiâr furent admises au Conseil¹⁷.

Parmi les rapports secrets de la Savak (police politique du Shâh), publiés par le régime actuel, il y en a deux qui concernent deux réunions des responsables du « Front National ». Le premier, évoque une réunion du 14 février 1978 (56/11/25) chez Ali Ardalân (un ancien du « Front National »), en présence de Qâssème Lébastchi (riche homme d'affaires du Bâzâr), Forûhar, Bakhtiâr et quelques autres membres. Au cours de cette réunion, les participants débattirent d'un communiqué de l'ayatollah Khomeiny déclarant que la constitution était insuffisante pour renverser le régime. La réunion se termina par une décision unanime soulignant que le « Front National » restait fidèle à sa ligne constitutionnelle¹⁸.

Au cours de la deuxième réunion du Front qui eut lieu le 14 août 1978 (57/5/21) chez Mahmûd Mâniân (riche homme d'affaires du Bazar), avec la participation de Bakhtiâr,

^I Dr. Bôrûmand est originaire d'Isfahân et issu d'une famille traditionnelle, religieuse et influente. Il fit ses études en Iran et à Genève, où il obtint un doctorat en droit. Il fit partie, dès sa jeunesse du « Front National » et connut la prison à l'époque du Shâh. Membre du Conseil du Front National, il entretenait de bonnes relations avec le courant religieux, notamment Bâzargân. Il avait conservé également de bons rapports avec Khomeiny, puisqu'il lui versait régulièrement de sommes importantes comme impôt religieux. Ami personnel de Shâpûr Bakhtiâr, il déclarait le 28 avril 1964, à son interlocuteur américain que Bakhtiâr était le mieux placé pour conduire une coalition anti-gouvernementale entre le Front National et le courant religieux (Assnadè, vol. 21).

^{II} Ancien membre du Front National, il adhéra au mouvement de M. Bâzargân et devint ministre dans le premier gouvernement révolutionnaire. Il se retrouve aujourd'hui dans l'opposition "légal" en Iran.

^{III} Ancien membre du Conseil du Front National en Iran, Ahmad Salamatiân, originaire d'Isfahân, se trouva durant plusieurs années, exilé en Europe et milita pour le Front National. À la veille de la "révolution", il adhéra à Khomeiny et devint vice-ministre des affaires étrangères dans le cabinet Bâzargân. Il quitta le Front National et adhéra au groupe de Banisadr et dirigea la campagne électorale de Banisadr. Devenu député d'Isfahân au Parlement islamique, il a été écarté par le régime islamique et contraint de s'exiler en Europe.

^{IV} Ancien membre du Front National, l'amiral Ahmad Madani, originaire de la province de Kermân, "adhéra" à Khomeiny et devint ministre de la défense et gouverneur du Khouzistan au début de la "révolution". Il fut démis de ses fonctions par le régime islamique et contraint de s'exiler en Europe.

Sanjâbi, Forûhar, Hassibi (Membre fondateur du « Front National »), Madani, Lébastchi, il a été décidé que le Front ne voyait pas la nécessité d'obtenir la collaboration de Khomeiny, pour continuer sa lutte 19.

Dans le courant du mois d'août 1978, le « Front National » organisa une conférence de presse au cours de laquelle, le secrétaire général du front, M. Sanjâbî exposa les points de vue de son organisation sur la crise. Après avoir rappelé que le Shâh devait garantir l'application de la constitution, Sanjâbî ajouta :

« Personne n'ignore que durant ces 25 dernières années, le Shâh a clairement transformé l'ordre légal et constitutionnel de l'Iran en un ordre illégal, despotique et dictatorial (...)

Les deux principaux buts du « Front National » sont d'une part, d'assurer l'indépendance nationale et de l'autre, garantir la démocratie et les libertés individuelles et collectives... » 20.

À la fin août 1978 (Le 6 Shâhrivar 1357), le « Front National » publia un communiqué de presse critiquant le gouvernement Sharîf-Emâmî- et défendant la loi constitutionnelle. Dans ce communiqué, le F.N., exigeait principalement :

- La dissolution de la Sâvâk
- L'indépendance du pouvoir judiciaire
- La libération des prisonniers politiques et le retour des exilés
- La liberté de former des partis et des syndicats
- La liberté de presse, etc. 21.

Au cours de la même année, des contacts furent noués par les autorités américaines avec les dirigeants du « Front National », afin de connaître leur position.

Dans un mémorandum confidentiel envoyé à Washington, le 24 septembre 1978, l'ambassade américaine de Téhéran, relate la discussion qu'a eue John Stempel¹ avec Shapûr Bakhtiâr, l'un des dirigeants du « Front National ». Bakhtiâr lui déclara que le « Front National » avait besoin de six mois de liberté, afin de pouvoir s'organiser. Il ajouta que si cette liberté n'était pas obtenue "le leadership de l'opposition passerait aux mains des fanatiques" 22.

En vérité, quelques mois de liberté d'organisation et de réunion aurait pu permettre au « Front National » de se réorganiser et de créer peut être une alternative politique à celle des religieux. Malheureusement, les tergiversations du Shâh empêchèrent cette possibilité de se réaliser.

Dans un tract publié fin septembre (le 5 méhr 1357), le « Front National » protesta de l'isolement de l'ayatollah Khomeiny décidé par les autorités irakiennes 23.

Quant à la participation du « Front National » aux manifestations à caractère religieux, l'exemple de Tâssû'â (deuil Shi'ïte) en est révélateur. M. Bôrûmand déclare que le "Comité Exécutif" du « Front National » avait décidé d'imprimer dans son journal, l'appel lancé par l'ayatollah Tâleqâni à propos de ce rassemblement. Le communiqué, appelant la population à participer à ce rassemblement, ne devait pas être publié au nom du « Front National ». Les deux membres du Comité Exécutif, Sanjâbî et Fôrûhar, qui se trouvaient provisoirement en prison, avaient donné leur accord. Toutefois quand ces deux derniers furent libérés deux jours plus tard et que le Comité Exécutif se réunit chez Sanjâbî (quelques jours après le début du mois de Moharam) de nouveau les choses changèrent :

« Dès que la réunion débuta, M. Fôrûhar sortit de sa poche un communiqué demandant à la population de participer à la manifestation de Tâssû'â et proposa son adoption par le comité. Bakhtiâr lui dit que la décision avait été prise et qu'il était lui-même d'accord. Fôrûhar répondit que désormais la politique exigeait un changement (...). Sanjâbî déclara : "nous devons continuer ce que nous avons entrepris à Paris". Bakhtiâr répondit : "là aussi, vous avez commis une erreur" (...). Fôrûhar répliqua : "C'est pour le « Front National » que je fréquente les socialistes et les sociaux-démocrates". Et Bakhtiâr lui répondit "Moi aussi, si je fréquente les fascistes, c'est pour le "Front National« Front National ». Bakhtiâr se leva et quitta la salle, en disant qu'il ne pouvait pas participer à un tel comité exécutif. M. Shâyân et moi-même, nous nous sommes levés par la suite et sommes partis. Après quoi, ils ont publié ce communiqué au nom du « Front National » 24.

¹ "Political officer" à Téhéran de 1975 à 1979, il était l'ancien directeur du centre des opérations au département d'Etat.
Copyright : Sh.Vaziri, septembre 1990.

Les jeunes militants du « Front National » avaient également réactivé leur militantisme. M. Mahmûd Hejâzi, ingénieur-conseil et militant du « Front National » relate :

« Depuis une année avant février 1979, le problème était devenu sérieux. Il était clair que ceux qui se connaissaient devaient se réunir et s'organiser politiquement (...). Un jour, les tracts étaient dactylographiés par ma femme, et un autre jour, c'était chez quelqu'un d'autre (...)

Toutefois, cette réorganisation ne répondait absolument pas au rythme des événements (...). Nous pensions que le pouvoir tomberait entre les mains de gens comme nous et que le peuple nous accepterait naturellement. Mais, les trois derniers mois, nous nous sommes rendus compte, par exemple, que le « Front National » qui devait attirer ce mouvement vers lui, n'avait pas une telle capacité. C'est pourquoi, nous avons décidé de créer un groupe bien organisé et discipliné à l'intérieur du « Front National » et on l'a intitulé le groupe de liaison". Nous voulions faire bouger les choses à l'intérieur du « Front National » (...). Mais malheureusement il était trop tard et les dirigeants du « Front National » s'opposèrent à notre action... » 25.

À la suite des événements du vendredi noir (voir plus loin), le « Front National », publia, début Octobre (le 22 shahrivar), un communiqué de protestation, dénonçant le "despotisme et le colonialisme" 26.

Un autre dirigeant du « Front National », Dariûsh Fôrûhar, était le chef du parti "Mêllatè Iran" ("nation iranienne"), un parti nationaliste de droite. Au cours des mois précédant la chute du Shâh, il parlait à la Mosquée des Azarbâïjanais de Téhéran, faisant l'éloge de Khomeiny. M. Nasser Parvine, écrivain et ancien journaliste à la TV iranienne, nous rapporte les propos tenus par Forûhar, deux mois avant sa nomination au poste de Ministre du travail, dans le cabinet Bâzargân, au cours d'une discussion à Paris : "Nous savons ce que nous faisons...Dans l'assemblée constituante, nous, les nationalistes, pouvons exprimer les vraies revendications du peuple et empêcher tout despotisme ou internationalisme" 27.

En définitive, la seule organisation politique modérée, crédible à l'intérieur et à l'extérieur du pays, à savoir, le « Front National », qui pouvait représenter une alternative au pouvoir religieux, se montra incapable de faire face à la crise et finit par adhérer au pouvoir religieux.

Les écrivains et les poètes

L'"Association des écrivains iraniens" (AEI) et ses membres furent parmi les premiers contestataires à avoir publié des "lettres ouvertes" adressées aux autorités du pays. Il va sans dire que leurs revendications ne devaient être, que démocratiques et légalistes. Les tracts et communiqués de cette association sont relativement nombreux par rapport aux autres associations du même genre.

Entre juin et juillet 1977, deux lettres ouvertes furent envoyées par l'AEI aux autorités iraniennes. La première portait la signature d'une quarantaine d'écrivains et de poètes. Elle se référait à la constitution, et exigeait les libertés de réunion, de presse, et de diffusion en précisant : "Toutes ces libertés sont clairement inscrites dans notre loi constitutionnelle et dans la Déclaration des Droits de l'Homme". La deuxième lettre portait une centaine de signatures et se référait également à la constitution.

Du 10 au 19 octobre 1977, dix soirées furent organisées par l'Association à l'Institut Goethe de Téhéran où l'on parla de poésie, de théâtre, de littérature, tout en réclamant les "libertés fondamentales". Au cours des deux dernières soirées, "plus de dix mille personnes écoutèrent, assises sur la pelouse, sous la pluie, le télégramme envoyé par les écrivains français - Sartre, Simone de Beauvoir, Sollers, Aragon" 28.

À la fin novembre. 1977 (le 5 âzar 1356), l'AEI envoya une lettre au Premier Ministre afin de dénoncer la "répression qui s'abat sur ses membres". Dans cette lettre, l'association déclarait qu'elle continuait ses activités "conformément aux articles précis de la loi constitutionnelle iranienne et la déclaration universelle des droits de l'Homme" 29.

En janvier 1978 (Le 17 Dey 1356), l'AEI envoya une lettre ouverte au Premier Ministre, Jâmshîd Amûzégâr afin de protester contre les obstacles empêchant les réunions régulières de l'association. Cette lettre signée par 98 poètes, écrivains et critiques littéraires, rendait le

gouvernement responsable, en se référant à la constitution et à "l'atmosphère politique libre" (politique d'ouverture), annoncée par le régime 30.

En mars 1978 (Le 26 esfand 1357), l'association publia son 17ème "appel aux compatriotes" concernant la liberté de presse. Dans cet appel, l'association protestait contre le monopole de la presse par le gouvernement, et contre la censure. Elle dénonçait, en outre, le "non-respect de la loi constitutionnelle et l'inexistence d'une justice et d'un Parlement libre" 31.

En novembre 1978 (Le 11 âbân 1357), une cinquantaine de comédiens de théâtre, dont le célèbre Mohammad Alî Jafari publièrent une déclaration dénonçant les 25 ans de répression et la domination de la "culture colonialiste". Ils exigeaient la levée du couvre-feu, la libération des prisonniers, l'abolition de la censure et la reconnaissance de la liberté d'expression 32.

Les avocats et les juges

En raison de leur métier, les avocats et les juges étaient confrontés de manière quotidienne aux violations des règles de Droit et des libertés publiques. L'"Ordre des avocats iraniens" a, durant la période qui nous intéresse, pris des positions très nettes en faveur du rétablissement des Droits des citoyens en général et des inculpés politiques en particulier. Beaucoup de juges s'associaient également aux démarches de l'Ordre des avocats.

L'Ordre des avocats iraniens précisa pour la première fois ses positions à propos des événements, au cours des deux réunions, tenues en juillet et en octobre 1978 (les 4/20 et les 7/14 56) À la suite de l'organisation de la 2^{ème} réunion, l'O.A.I, publia ses principales revendications:

« Les pouvoirs et les actes de l'exécutif sont limités par la loi constitutionnelle. Le pouvoir exécutif est responsable devant les pouvoirs législatif et judiciaire (...)

Les droits et les libertés de la nation iranienne, spécialement les libertés d'expression, de presse et de réunion, doivent être véritablement respectés » 33.

En décembre 1977 (Le 10 âzar 1356), trois avocats célèbres, maîtres Manûтчéhr Mass'oudî, Hedâyat Matîn Daftarî et Nûralî Tâbandeh (le premier fut exécuté par le régime islamique et les autres sont dans l'opposition), adressèrent, un acte d'accusation, au Procureur de Téhéran. Ceci afin de protester de l'intervention des agents gouvernementaux déguisés en "ouvriers", lors d'une réunion politique qui eut lieu le 1er âzar dans le domaine privé de M. Golzâr à Karaj (voir « Front National »).

En se basant sur les articles constitutionnels, les trois avocats demandaient l'intervention de la justice afin de punir les responsables de la violation de domicile 34.

En avril 1978 (du 14 à 16 farvard'in 1357), s'ouvrit à Téhéran le procès de 16 étudiants pro-khomeinistes. À cette occasion, un collège de défense, composé de Maîtres Matîn-Daftarî, de Nazih^I, de Lâhijî^{II}, de Rézâ Rûhânî et de Nûralî Tâbandeh, fut constitué et se chargea de défendre les inculpés. La défense s'est basée essentiellement, sur la loi constitutionnelle et sur la déclaration universelle des droits de l'Homme³⁵.

En août 1978 (Le 12.5.57), s'ouvrit à Mâzandarân (Nord de l'Iran), le procès de 4 personnes accusées de délits politiques. Au cours des séances du procès, l'avocat de la défense, Maître Abdôlkarîm Lâhijî, s'efforça de prouver l'innocence des inculpés, en se référant régulièrement aux articles de la Constitution garantissant les libertés individuelles et collectives 36.

Quelques mois plus tard, quand le Ministre de la justice du gouvernement Sharif-Emâmî proposa de poursuivre tous les responsables politiques et militaires qui avaient porté atteinte

^I Originaire d'Azerbaïdjan, ancien membre dirigeant du Front National, et ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, Hassan Nazih se rallia à Khomeiny et devint le directeur de la société du pétrole iranien, dans le gouvernement Bazargân. Il fut pourchassé par le régime islamique et se trouve en exil.

^{II} Ancien avocat des inculpés politiques et défenseur des droits de l'Homme sous le Shâh, Lâhijî se rallia à Khomeiny au début de la "révolution". Il fut, par la suite pourchassé par le régime islamique et contraint de s'exiler en Europe.

aux droits individuels et collectifs, l'ordre des avocats proposa la création d'une instance qui jugerait les responsables en question. M. Sârêm-ed-din Sâdeq Vaziri (ancien juge et personnalité kurde de gauche, proche du parti démocratique du kurdistân iranien) proposa un projet à ce propos. Ce projet fut publié en novembre 1978 (âbân 1357) et comportait dix articles. Il proposait en résumé de créer un "comité d'investigation" composé de 5 personnes choisies par l'association des écrivains, l'ordre des avocats, l'association des instituteurs, le conseil des universités, et l'association des bâzâzî. Après avoir réuni les preuves nécessaires, ce comité transmettrait ses investigations à un tribunal national qui jugerait les fautifs³⁷. Ces propositions furent reprises en partie plus tard par le gouvernement Bakhtiar.

Les Comités de défense...

Il s'agit de différents comités de défense créés pendant la crise et dirigés par des personnalités publiques ou politiques connues : "Comité de défense des Droits de l'Homme en Iran", "Comité de défense des prisonniers politiques" etc.

Ces "Comités..." qui répondaient à des nécessités tactiques ou stratégiques étaient souvent des paravents derrière lesquels se cachaient des contestataires engagés politiquement dans des groupes politiques ou dans différentes corporations de métiers.

À l'occasion de l'article paru dans le journal "Ettelâ'ât" contre Khomeiny et les émeutes de la ville sainte de Qôm (voir plus loin), M. Karîm Sanjâbî prit la parole en janvier 1977 (le 17 Dey 1356), au nom du Comité iranien de Défense des libertés et des Droits de l'Homme (CIDLDH), afin de proclamer l'attachement de ce Comité à la Constitution et aux Droits de l'Homme³⁸.

Toujours en janvier 1977 (Le 26 dey), et toujours au nom du "CIDLDH", M. Sanjâbî répondit au Ministre des Affaires Etrangères, Khâl'atbari, qui avait déclaré que le comité était contre la libération des femmes. Il affirma notamment :

« Le but du Comité iranien... est l'application intégrale et complète de la Loi constitutionnelle et la Déclaration universelle des droits de l'Homme (...) afin, qu'avec l'instauration d'un régime basé sur la souveraineté nationale, disparaissent la violation permanente des droits de la nation iranienne » 39.

L'année 1977 se termina par une déclaration publiée le 7 décembre par le Comité iranien pour la C.I.D.L.D.H à l'adresse du secrétaire général de l'ONU, dans laquelle les signataires membres du Comité, après avoir rappelé les principaux cas de violations des Droits de l'Homme, déclaraient :

« Nous soussignés, répondant à l'appel de notre conscience et nous estimant responsables, en cette période importante de l'histoire de l'Iran, en appelons à la conscience humaine des membres de l'ONU, (...) afin qu'ils soutiennent le peuple iranien dans ses revendications, pour la liberté et la démocratie, ainsi que pour l'application intégrale de la constitution iranienne ».

Parmi les 28 signataires de cet appel, s'y trouvaient des personnalités politiques aussi connues que MM. Bâzargân, Sanjâbî, Nazih, Madanî, Hézârkhânî¹.(tous exilés ou opposants)
40.

Il faut souligner que plus de quinze des signataires firent partie du premier gouvernement de la République islamique et que plus de 22 d'entre eux se trouvèrent par la suite dans l'opposition à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Dans une lettre adressée en février 1978 (le25.11.56), au Premier Ministre, le "Rassemblement iranien pour la défense des libertés et des Droits de l'Homme", s'éleva contre

¹ Ancien militant de gauche dans l'opposition en exil contre le Shâh, le Dr. Hézârkhânî rentra en Iran sous le Shâh et rallia la révolution khomeiniste. Il fut, plus tard pourchassé et obligé de s'exiler. Il adhéra aux Mojâhedîn du peuple en Europe.

la fermeture de certaines boutiques du Bazar de Téhéran, et exigea le respect de la Constitution et de la déclaration Universelle des Droits de l'Homme⁴¹.

En mars 1978 (Le 10.12.56), le "Comité exécutif" du "C.I.D.L.D.H" envoya une lettre aux dignitaires religieux de la ville sainte de Qôm. La lettre signée par Bâzargân, Lâhijî, Alî Tâbandeh, Assadôllah Môbasherî, Alî Asqar H.S. Javâdi, Nâsser Minâtchi, Karîm Sanjâbî, Hassan Nazih et Ahmad Sadr Haj-seyed Javâdi (la plupart d'entre eux firent partie du gouvernement de Bâzargân et se trouvèrent dans l'opposition)), protestait contre la répression des manifestations de Qôm et de Tabrîz. En se référant à la Constitution, cette lettre exigeait l'application et le respect de la loi fondamentale et des Droits de l'Homme⁴².

En avril 1978 (Le 23 farvard'in 1357), le "Comité de défense des prisonniers politiques iraniens" publia une lettre signée par 250 juristes, écrivains, professeurs et avocats (tous dans l'opposition par la suite), au sujet de la grève des prisonniers politiques de la prison de Qasr. Se référant aux "normes légales nationales et internationales", les signataires exigeaient la libération des prisonniers politiques ⁴³.

En mai 1978 (Le 11 Ordibéhécht 1357), le "Comité exécutif de la ligue iranienne pour la défense des libertés et des Droits de l'Homme" (LIDLHDH) envoya une lettre à "Sa Majesté Mohammad Rézâ Shâh Pahlavi" afin de protester contre l'action de "l'Organisation clandestine de vengeance". En effet, cette organisation avait quelque temps auparavant revendiqué la tentative d'attentat à la bombe contre le domicile des trois fondateurs de la "L.I.D.L.D.H" et l'enlèvement de l'un de ses membres. Dans la lettre adressée au Shâh, le comité exécutif mettait l'accent sur la "défense de la loi constitutionnelle et des Droits de l'homme" ⁴⁴.

Vers la fin mai 1978 (Le 6 khôrdâd 1357), la "LIDLHDH" adressa une lettre au Premier Ministre Amûzégâr, au Procureur du pays, à la commission des droits de l'homme des Nations Unies et à l'Unesco, pour protester contre l'intervention des forces gouvernementales contre les étudiants de l'Université de Téhéran ⁴⁵.

En juin 1978 (Le 20 khôrdâd 1357), le Comité exécutif de la "LIDLHDH", organisa sa deuxième conférence de presse, au cours de laquelle, il dénonça la violation par le gouvernement du droit des gens, notamment celui des étudiants, des religieux, des commerçants et des prisonniers politiques. Il mit l'accent, entre-autre, sur l'absence de liberté d'expression et sur l'absence de liberté relative à la formation de partis politiques. Il conclut en prônant la défense de la constitution et des Droits de l'Homme ⁴⁶.

Le même organisme envoya, à la fin août 1978 (le 30 môrdâd 1357), une lettre à "l'Association internationale des Droits de l'Homme" à New-York, afin de protester contre les "massacres, la censure" et l'incendie du cinéma Rex d'Abâdân (voir la chronologie), en se référant toujours à la constitution et aux Droits de l'Homme ⁴⁷.

Les élites dans les grèves

Des intellectuels, des cadres et fonctionnaires de l'Etat, des bâzâzî, des hommes d'affaires ont organisé et financé la plupart des grèves. Ils ont été par la suite les premières victimes du régime qu'ils avaient ainsi contribué à mettre en place. D. Hômayûn, l'ancien journaliste et l'ancien Ministre de l'Information du Shah, écrit à ce sujet :

« Différents groupes de la population, ont rejoint la vague révolutionnaire. Dans les cortèges de plusieurs centaines de milliers de personnes, des femmes vêtues de manteaux de fourrure, côtoyaient d'anciens Ministres, des capitalistes et des contractants célèbres. Des fonctionnaires d'Etat et des ouvriers, organisaient les grèves. Des étudiants et écoliers constituaient en général les forces révolutionnaires actives. Des commerçants et bâzâzî remplissaient d'argent le trésor des mollahs et organisaient des marches » ⁴⁸.

Les grèves de protestation commencèrent à partir des mois de juin et de juillet 1978 et se généralisèrent à partir de septembre 1978. Ce furent tout d'abord, les différentes

administrations de l'Etat dont les fonctionnaires constituaient des élites technocratiques et bureaucratiques qui, se mirent en grève (voir plus loin).

À partir du mois de septembre, les journalistes de la presse écrite et de la radio-télévision, ainsi que les fonctionnaires des ministères les plus conservateurs (Ministère des Affaires Etrangères) rejoignirent les grévistes. Peu d'ouvriers ou travailleurs manuels participaient à ces grèves au début et quand ils y prirent part dès le mois de novembre 1978, ils y furent poussés par les cadres supérieurs ou les patrons.

Une enquête menée par un groupe de " militantes khomeynistes " le 20 février 1979 à l'usine de ciment Dariâ, près d'Isfahân (l'usine comptait près d'un millier d'ouvriers, de techniciens et d'ingénieurs) apporte quelques précisions à ce sujet. Dans l'introduction du rapport issu de cette enquête, rédigée par Lâdan Bôrûmand, sociologue et universitaire, on peut lire notamment :

« Les ouvriers sont conscients du rôle actif des ingénieurs dans la révolution. Leur activité, au cours des derniers mois avant le changement de régime, était semi-clandestine. Ces activités ne se déroulaient pas dans l'entreprise mais en ville ; ils participaient à ou organisaient des réunions, secouraient les grévistes, se préoccupaient du ravitaillement urbain, organisaient des coopératives, (...) C'est seulement dans les derniers moments que les ouvriers se sont rendu compte du rôle que les ingénieurs avaient joué ; d'où une certaine gêne, un sentiment de dette à leur égard... »

Au cours de l'enquête, l'un des ouvriers interrogé à ce sujet confirme cette affirmation :

« La grève, dit-il, a commencé ici par le sommet, c'est à dire que nos responsables voulaient que nous fassions la grève, mais nous n'étions pas à la hauteur et nous ne faisons pas grève. Par exemple, les ingénieurs voyaient qu'avec tout ce qu'ils faisaient, les ouvriers venaient quand même au travail (...) puis les ingénieurs ont dit aux ouvriers de ne pas venir par leurs propres moyens si les services de transport ne venaient pas les chercher. Par ailleurs, ils ont demandé aux chauffeurs de ne plus venir (...) c'est comme cela qu'à l'initiative de certains directeurs conscients et du responsable des transports, la grève a pu enfin être déclenchée » 49.

L. Bôrûmand met par ailleurs l'accent sur l'aspect psychologique de ce décalage :

« Ce qui était intéressant dans l'entretien avec les ouvriers, c'était le fait qu'on était témoin d'un drame psychologique entre les ingénieurs, les cadres supérieurs et les ouvriers de l'usine. Les discussions laissaient entendre que les ouvriers n'avaient aucunement envie de faire la grève pendant la période révolutionnaire... » 50.

Au sujet des grèves, M. Farâmarz Bahâr, propriétaire et directeur d'une usine de production d'appareils de refroidissement près de Téhéran, nous déclare que les grèves dans son usine commencèrent dès le mi-âbân (nov. 1978) et que ce furent des ouvriers (au nombre de 150) et non pas les cadres (au nombre de 35) qui en prirent l'initiative 51.

En outre, il apparaît, d'après les déclarations de M. N.Soltânî que les grèves étaient spontanées et que les religieux n'y jouaient pas un grand rôle, surtout en ce qui concerne les grèves à l'Université. Il met également l'accent sur le fait que chaque groupement était autonome et que par manque de coordination, chacun travaillait dans son coin : "par exemple, l'une de nos activités était la reproduction des communiqués que nous recevions de Paris..." 52.

M. Abbâs Rastégâr, ingénieur en génie civil, était vice-directeur technique du gouverneur de la Province de Fârs (Shîrâz) et s'occupait des projets de développement des 9 villes de la Province :

« Parce que nous n'avions pas de connaissances et de visions politiques, nous étions suivistes. La société était frappée d'hystérie et nous allions participer aux manifestations sans savoir ce qu'on faisait et où nous allions. Nous scandions des slogans et avançons avec le cortège (...)

Au début, nous pensions que les manifestations étaient organisées par le « Front National » (...). Mes amis et moi-même, avons participé à toutes les manifestations jusqu'à l'époque Bakhtiâr...". Et à la question de savoir s'il y avait des pressions, il répond :

"Oui, une fois, un matin, nous étions en train de travailler au bureau d'ingénieur et soudain, 20 à 25 jeunes gens nous ont attaqués et ont cassé les vitres, en nous disant que si nous ne participions pas aux manifestations, ils incendieraient les lieux... » 53.

Pour terminer, il faut souligner que le seul secteur important où les ouvriers jouèrent un rôle fondamental dans la grève, fut celui de l'industrie pétrolière et ce à cause de la tradition de luttes politiques et syndicales propres à ce secteur. Cependant, même dans ce secteur, le groupe d'ingénieurs et de cadres, en relation avec la formation de Mehdi Bazargân, joua un rôle important dans l'orientation des grèves et le contrôle de la production et de la distribution des produits pétroliers. Par ailleurs, c'est M. Bazargân qui fut chargé en automne 1978, par Khomeiny, d'aller diriger les activités du secteur pétrolier en grève.

IV - Les élites liées à l'Etat

Au sujet du rôle joué par la classe dirigeante dans les événements révolutionnaires, l'ancien Ministre de l'information du Shâh, Dâriûsh Hômâyûn écrit, dans son ouvrage "Dirûz va Fardâ" ("Hier et demain") :

« Tant que le danger ne s'est pas fait sérieusement sentir, personne ne pouvait croire que la classe dirigeante iranienne fût à ce point prête à capituler et à fuir. Cette classe s'est trahie facilement et au lieu de résister unitairement et avec conviction, elle se résigna (...)

Durant une période de six mois, allant de l'été à l'hiver 1357, l'élite iranienne a donné une image de démoralisation, de panique et d'incompétence. Elle a, de cette façon, sacrifié tout ce qu'elle avait à portée de main, afin de se sauver (...)

Ainsi, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Iran, les amis et les ennemis ne trouvèrent d'autre solution que celle de l'abandon du régime »¹.

Aussi, quelques exemples nous aident à mieux saisir le rôle des élites travaillant dans le cadre des institutions étatiques et défendant le point de vue du régime ou celui de l'opposition.

Le Shâh

« Notre révolution, commencée il y a quinze ans, constitue le plus grand changement de l'histoire de l'Iran (...) Certains avantages accordés en Iran aux ouvriers, n'ont pas d'équivalent même dans les nations industrialisées les plus avancées et dans les pays socialistes... Dans le domaine des assurances sociales généralisées, les pays industrialisés, malgré leur longue et difficile lutte, demeurent en retard sur l'Iran » (le Shâh, in, Vers la grande civilisation)

Il n'est certainement pas possible d'étudier le rôle des organes liés à l'Etat sans commencer par l'institution de la couronne, incarnée par le Shâh. En effet, c'est lui qui prendra la quasi-totalité des décisions durant la période de crise. La personnalité et le pouvoir absolu du Shâh font de lui l'élément clé de la situation révolutionnaire de l'Iran. Afin de mettre en évidence ce rôle historique, nous analyserons quelques prises de position et déclarations du souverain.

En février 1978, la Télévision suisse romande diffusa une émission "Temps Présents" consacrée à la "famille impériale d'Iran" et intitulée "portrait du Shâh". Cette émission, préparée par Claude Smajâ, arrivait au moment où la crise iranienne venait de commencer.

L'émission commença par une prestation du Premier Ministre Djamshid Amûzegâr, à l'occasion de l'anniversaire du Shâh en octobre 1977 :

« Votre Majesté, nous bénissons ce jour où Dieu tout puissant a fait don au peuple iranien, en votre personne, d'un enfant hors du commun pour qu'à ce moment difficile de son histoire, il le conduise grâce à un génie et une intelligence sans pareils, d'une époque d'ignorance et de malheur à une ère de lumière »².

Davantage qu'une formule de politesse, la phrase prononcée par le Premier Ministre de l'époque traduit le culte de la personnalité que le souverain s'était forgé depuis plusieurs années. Un culte par lequel le Shâh s'efforçait de légitimer l'exercice de son pouvoir personnel.

Au cours de ce programme, le Shâh répondit à plusieurs questions importantes posées par le journaliste. Certaines réponses pourraient, à posteriori, susciter des réflexions sur le rôle joué par le Shâh dans la crise.

Au début de l'entretien, le Shâh tint à définir son rôle de monarque traditionnel, en excluant toute référence à la monarchie constitutionnelle :

« À travers l'histoire, le Roi pour l'Iranien, c'était le maître d'école, le professeur, celui qui montrait la voie, le père. Je crois que pour le moment, *le rôle du roi est le même que ce qu'il a été pendant 2500 ans dans ce pays* » (souligné par nous).

Ainsi, s'agissant de sa propre personne, le Shâh mettait entre parenthèse non seulement la révolution constitutionnelle, mais également sa propre "révolution blanche" dont le but avoué consistait à remettre en question les structures politiques héritées du passé.

Aussi, la suite de l'interview, nous permet de mieux saisir les raisons de la rupture entre la direction du pays et les élites.

Quant il lui fut demandé s'il se définissait comme un monarque absolu, le Shâh répondit :

« Évidemment, on peut employer tous les superlatifs. Mais je crois que je peux dire que je peux traduire et mettre en exécution ce qui est dans l'intérêt de mon peuple avec tous les contacts que j'ai avec mon peuple à travers mes différentes organisations. Je sais ce qu'ils veulent, je sais donc ce dont ils ont besoin, je sais ce dont le pays a besoin... »

Il est évident qu'on pourrait se poser la question de savoir dans quelle mesure le Shâh était bien informé sur ce que "son peuple" désirait et sur ce qui était dans l'intérêt de son peuple.

Le malheur des dictatures est que l'information ne circule même plus librement, pour les gouvernants.

Mais en réalité, le Shâh ne sentait pas le besoin d'être protégé par son peuple, dans la mesure où il se considérait "protégé par la providence". De ce fait, le Shâh adopta un comportement mystique et se situa sur le même terrain que les religieux :

« Oui, je l'ai avoué, toute ma vie, cela n'a été qu'une succession, surtout pendant une période de ma vie, de rêves et d'apparitions mystiques. Je crois que j'ai vraiment une mission à accomplir et les succès qui ont été enregistrés jusqu'à présent, certains sont inexplicables, mais je les explique justement par cette autre force. Et je suis sûr que tant que j'aurai à accomplir cette mission, je serai là et la mission sera accomplie, *et lorsque le temps sera fini, eh bien, ça sera fini* » (souligné par nous).

Sa croyance exagérée à la fatalité et au destin rendit le Shâh très fragile.

Il est fort probable que, surpris quelques mois plus tard par les événements révolutionnaires, le Shâh aurait pensé que "le temps était fini" pour lui et considérant que sa "mission" était terminée, aurait pris la décision de se résigner.

Un autre élément problématique, évoqué par le Shâh au cours de cet entretien, était sa conviction que son pays allait bientôt devenir l'une des cinq puissances industrielles du monde:

« Question : il y a deux ou trois ans, au moment du boom pétrolier, vous affichiez très fort l'espoir que l'Iran serait l'un des cinq grands de ce monde à la fin du siècle. Maintenant vous avez certaines difficultés financières, est-ce que vous pensez que cela remet en question votre projet?

Réponse : les difficultés financières non, sauf l'inflation que nous subissons de la part des pays de l'Ouest. C'est le manque d'hommes (...)

Je crois bien que nous allons quand même atteindre notre but, d'être *parmi les cinq grands non-atomiques* » (souligné par nous. Il est à remarquer que dans les cinq grands non-atomiques, il y a l'Allemagne, le Japon, l'Italie etc.).

Cependant, la réponse la plus significative du Shâh concernait le respect de la constitution et l'abandon du despotisme :

« Question : quand vous serez parvenu au terme de votre mission et que votre fils le prince héritier aura accédé au trône, est-ce qu'à ce moment là vous envisagez par exemple que la monarchie devienne par la force des choses une sorte de monarchie constitutionnelle à l'anglaise?

Réponse : bah, Oui, si c'est le cas. Mais je ne vois pas pourquoi tout le monde attend que ce jour vienne. *Quel avantage cela aurait pour mon pays!*(...) » (souligné par nous).

À la fin de cet entretien, le Shâh affirma une vérité qui s'avéra, plus tard, très amère pour lui-même :

« Il ne faut pas perdre la tête. Comme on dit, l'histoire se répète! Ce n'est qu'à cause de la bêtise des gens qu'elle se répète. Sinon, elle ne se répèterait pas, parce qu'on apprendrait par l'histoire les fautes qui ont été commises, et on ne les commettrait plus... » 3.

Toutefois, le Shâh commit les mêmes fautes que n'importe quel despote "éclairé", en pensant qu'il était possible de développer un pays, d'améliorer le sort des gens, en se situant en dehors des institutions légales du pays et en faisant l'économie des libertés démocratiques.

Ces positions de principes furent également développées par le Shâh à l'intérieur du pays et en réponse à des questions similaires durant la même période.

Quelques mois plus tard, le 6 novembre 1978, devant l'ampleur prise par des grèves et des manifestations populaires, le Shâh fut obligé de faire machine arrière et de déclarer dans une déclaration radio-télévisée (voir plus loin) qu'il avait entendu le message de la révolution. Il a promis de lutter contre les violations de loi et contre la corruption et de garantir toutes les libertés 4.

Cette déclaration du souverain constituait, d'une part, un aveu de l'illégalité des différents gouvernements successifs nommés par lui, et d'autre part, la reconnaissance de la justesse des revendications populaires comme "révolution".

Néanmoins, le Shâh n'en était pas à ses premières incohérences. À la suite de cette déclaration, on s'attendait logiquement à ce que le roi fasse appel à un Premier Ministre démocrate et mette en application sa propre déclaration. Or, il nomma le même jour un gouvernement militaire dirigé par le général Azhârî, chef de l'Etat-major de l'armée. Ces contradictions accentuèrent le fossé séparant le régime de la population. Par ailleurs, la légitimation de la "révolution" par le Shâh, affaiblit considérablement la position de ses propres partisans et notamment du "gouvernement militaire", et ceci nous a été confirmé par plusieurs personnalités du pouvoir de l'époque (voir plus loin).

Au sujet de la personnalité du Shâh et de ses rapports avec son entourage, Gary Sick apporte des précisions intéressantes. Il raconte un incident rapporté par Uri Lubrani, le délégué israélien en Iran, à la suite d'une rencontre avec le Shâh à l'Ile de Qîsh. Après un entretien avec le Shâh, Lubrani rencontre un officiel iranien de haut rang, proche conseiller du souverain, qui lui demande "avez-vous vu Sa Majesté impériale ?", et il rajoute "avez-vous vraiment vu cet épitomé de dégradation iranienne?". Lubrani dit qu'il ne pouvait en croire ses oreilles : "Cela signifiait qu'il y avait quelque chose de pourri au cœur même du système sur lequel le Shâh avait basé sa confiance". Gary Sick conclut :

« Rétrospectivement, ce sentiment grandissant de cynisme et de désillusion parmi les gens qui avaient le plus profité du régime du Shâh, était un signal clair. Cela marquait la propagation de la pourriture politique à travers tout le système, en créant le doute sur la légitimité de la monarchie » 5.

Toutefois, dans son dernier ouvrage "Réponse à l'Histoire", écrit peu de temps avant sa mort, le Shâh accusait les puissances étrangères d'avoir comploté contre lui. Après avoir dénoncé les émissions de la BBC en persan 6, le Shâh s'attaque à la politique occidentale qui constituait selon lui : "la continuation machinale d'une politique "impérialiste" au jour le jour, héritée de celle que pratiqua la Grande Bretagne aux XIX siècle"7.

Z.Brezizinski, ancien conseiller de Carter, met l'accent sur la dualité de la personnalité du Shâh et de sa famille :

« En même temps, je sentais qu'il avait des tendances mégalomanes, car son entourage était excessivement respectueux envers lui, (...)

En général, les Pahlavi me rappelaient les nouveaux riches occidentaux, savourant les splendeurs de la richesse et le style de vie occidentale, mais, en même temps, il semblait que le Shâh avait plaisir d'être un despote oriental, habitué à une obéissance instantanée et totale de ses courtisans. Il était comme suspendu entre deux mondes (...). Il y avait en lui simultanément une force intellectuelle et une faiblesse personnelle » 8.

L'analyse de Brezinski nous renvoie à l'ouvrage de Karl Wittfogel, "le despotisme oriental" ainsi qu'à la problématique des personnalités déchirées du Tiers Monde.

D'un autre côté, le département d'Etat américain s'intéressa en 1978 à la personnalité du souverain, quand les événements se radicalisèrent. Henry Precht écrit le 10 octobre 1978 à l'ambassadeur Sullivan :

«L'auteur de la présente met à jour le profil psychologique du Shâh fait par la CIA » 9.

Suit une série de questions posées par le Dr. Jerrold M. Post dont la plus intéressante est la suivante :

« Concernant l'épisode de dépressions du Shâh. Etaient-elles si sérieuses qu'elles pourraient influencer son leadership ? Ces dépressions étaient-elles disproportionnées par rapport aux conditions, ou, étaient-elles plutôt le découragement moral et la frustration en face de problèmes politiques sérieux ? Qu'est-il arrivé dans ces moments, à sa capacité de prendre des décisions ? Est-il jamais paralysé par l'indécision en déléguant aux autres les décisions qu'il aurait prises lui-même dans d'autres circonstances » 10.

Nous ne connaissons pas les réponses données à ces questions par l'ambassadeur Sullivan, toutefois, il est intéressant de connaître le jugement porté par ce dernier, sur la personnalité du Shâh dans son ouvrage "Obbligato" :

« Il était un homme très différent de celui que le mythe public attachait à son nom. Au lieu d'être un tyran sévère, vaniteux et déraisonnable comme le peignait ses critiques libérales, il était plutôt un homme timide, peu sûr de lui et indécis (...)

En un mot, c'était un homme complexe (...). Je suppose qu'il est difficile de réconcilier l'image de cette personne qui, en privé, était gentil peu sûr de lui, et inintelligent avec l'image publique d'un monarque guindé dont la police secrète tuait, torturait et brutalisait ses sujets »11.

Le Comte de Marenches, l'ancien patron des services de renseignements français déclare à Christine Ockrent que le pouvoir du Shah était pathologique. Il le qualifie d'autocrate 12.

De Marenches met également l'accent sur un autre défaut du caractère du Shâh en rappelant qu'à son père, on n'osait pas mentir, mais à lui, on n'osait pas dire la vérité 13.

Il rapporte également une explication, sur le rôle joué par le Shâh dans l'attitude du gouvernement français à l'égard de Khomeiny : le gouvernement français, ayant décidé d'expulser Khomeiny, demanda l'avis de l'ambassadeur du Shâh à Paris. Celui-ci s'opposa à cette expulsion au nom du Shâh. De Marenches se rend, alors à Téhéran afin de connaître l'avis du Shâh et lui remettre un message de V.G.E :

« Après les salutations d'usage, je lui fis part de ma stupéfaction et du choc que j'avais reçue en apprenant que mon idée d'écarter Khomeiny de Paris avait été récusée à la demande de sa Majesté elle-même. Sire, n'auriez-vous pas par hasard été victime d'un membre de votre entourage...?. Il me répondit :

« Mais pas du tout ! cela est tout à fait conforme à mes instructions » 14.

Au cours de cet entretien, le Shâh confirma également à de Marenches qu'il ne ferait "jamais tirer sur son peuple". À son retour à Paris, de Marenches déclarera à V.G.E : "C'est Louis XVI" et VGE lui répondra:"Alors, c'est la fin" 15.

Des Iraniens, responsables de l'ancien régime, expriment également des opinions variées concernant les différents aspects de la personnalité et de la politique du Shâh.

L'ancien Ministre Hôrnâyûn remarque notamment que le Shâh accordait une importance exagérée aux avis des étrangers 16.

Ce fait est reconnu par le Shâh lui-même qui écrit dans sa "Réponse à l'Histoire" :

« Malgré beaucoup de désillusions, j'ai toujours et encore placé ma confiance en l'Occident. Si je critique à présent la politique occidentale, c'est qu'il m'est vraiment difficile d'en faire l'apologie » 17.

Lors des « procès » organisés par les religieux après la prise du pouvoir par Khomeiny, des généraux et responsables de l'ancien régime revinrent à plusieurs reprises sur la personnalité de leur souverain.

Le général Rabî'î-i, le commandant en chef des forces aériennes du Shâh déclara, au cours de son "procès", qu'il avait assisté à une réunion au cours de laquelle le général américain Huyser aurait déclaré que le Shâh devait quitter l'Iran :

« Malheureusement, quand j'ai compris que j'étais manipulé par un tel régime de paille, il était trop tard »18.

Et il continua :

« Du moment où le Shâh est un rien, moi, qui suis le commandant des forces aériennes, je suis moins que rien (...) Pour moi, c'était un choc. Est-ce que notre Shâh devait partir parce qu'un général américain l'exigeait »19.

D'autres témoignages concernant le rôle et la personnalité du Shâh nous permettent de mieux évaluer son rôle dans les événements.

Dr. Razmârâ, ancien membre de la direction de "l'Ordre des médecins", ancien professeur et ancien Ministre du gouvernement Bakhtiâr, évoque son contentieux familial avec les Pahlavi, mais ajoute:

« Honnêtement, si on le juge équitablement, le feu Shâh était un patriote à la limite du chauvinisme et c'est ce qui a créé un problème ».

D'après Razmârâ, son culte de la personnalité, le fait de donner des leçons aux Européens et de se prendre pour la cinquième puissance du monde, étaient plus dangereux pour le Shâh que son cancer 20.

Toujours au sujet de la personnalité du souverain, Mehrdâd Khônsârî, ancien diplomate, considère que le Shâh était un homme de qualité, car, dit-il il avait connaissance des affaires du monde; il connaissait la politique étrangère, il connaissait l'économie; et il travaillait durement. Cependant, M. Khonsari reconnaît que le Shah s'est trompé, car il devait rester un roi constitutionnel 21.

Pour sa part, M. Mahmûd Khôshnâm, qui était attaché culturel à Bonn, avant de devenir le directeur adjoint de Tâlâr Rûdaki (Centre des spectacles à Téhéran), pensait que le Shâh était un dictateur et qu'il agirait en tant que tel. Mais il a été déçu par le comportement du souverain 22.

L'écrivain Fereydûn Hôveidâ, ancien représentant de l'Iran à New-York et le frère de l'ancien Premier Ministre, écrit à propos du Shâh et de la traduction de son dernier livre :

« En trente-sept ans de règne, il n'a pas compris le péril de la flatterie. Son traducteur en anglais, Fouad Rûhânî, est du même avis que Soheyla Shâhkar et moi-même : ce livre est du délire, sinon de la paranoïa. Notre inquiétude ne concerne pas tant les réactions qu'il ne manquera pas de provoquer, mais plutôt le contenu. Le Shâh y décrit une situation idyllique d'un pays qui n'existe nulle part. (...)

Au Sénégal, avant de venir à Téhéran, j'en parlai à Sadruddin Agha Khan et à Andrew Young en ces termes : "C'est incroyable. Il décolle complètement de la réalité»23.

Ainsi, tous ces témoignages concordent pour mettre l'accent sur la responsabilité personnelle du souverain dans le déclenchement de la crise révolutionnaire.

Je reviendrai au cours des chapitres suivants sur le rôle et le comportement du Shâh dans la crise. Il faudrait néanmoins souligner ici que le Shâh n'avait pas vraiment envie de réprimer son peuple et que jusqu'à sa chute, sa répression touchait essentiellement les élites. Ce qui explique le fait que les élites n'ont pas pu contrôler la crise, laissant les religieux remplir le vide.

Les administrations publiques

Dès le mois de septembre 1978, la longue grève des ministères et des administrations d'Etat fut l'expression du mécontentement populaire et un facteur d'adhésion des fonctionnaires au mouvement de révolte. Elle paralysa des ministères aussi importants que ceux du Plan et des Affaires étrangères.

Les grèves de protestation commencèrent à partir des mois de juin et de juillet 1978 et se généralisèrent à partir de septembre 1978. Ce furent tout d'abord, les différentes administrations de l'Etat dont les fonctionnaires constituent des élites technocratiques et bureaucratiques qui se mirent en grève.

À partir du mois de septembre, les journalistes de la presse écrite et de la radio-télévision, ainsi que les fonctionnaires des ministères les plus conservatifs (Ministère des Affaires Etrangères) rejoignirent les grévistes. Peu d'ouvriers ou travailleurs manuels participaient à ces grèves au début et quand ils y prirent part dès le mois de novembre 1978, ils y furent poussés par les cadres supérieurs ou les patrons.

Hassan Mâssâli considère le laxisme du régime comme un facteur encourageant les grèves des fonctionnaires. Il considère ces grèves comme un "pique-nique politique" 24.

Dans "l'Iran insurgé", Paul Balta décrit le cas de la compagnie « Iran Air » qui constitue un exemple en la matière :

« Le cas d'Iran air que nous avons suivi de près est une excellente illustration de ce qui s'est passé dans différents secteurs. C'est vrai que nous étions bien payés, mais quel goût peut-on trouver au gâteau qu'on vous donne si, dans le même temps, on fusille votre frère et on affame votre sœur ? "nous ont dit les pilotes. Et d'ajouter : « Nous étions écœurés par les abus dont nous étions les témoins» (...). Les employés enchaînent : " Nous étions comme des mercenaires et le système en vigueur dans la compagnie était tel que nous nous méfiions les uns des autres » 25.

Devant la recrudescence des grèves, les responsables gouvernementaux s'efforcèrent de récupérer les revendications populaires en s'adaptant à la situation. Le 25 octobre 1978 (Le 3 âbân 1357), Rézâ Kâshéfi, Directeur Général des relations publiques du Ministère des arts et de la culture, déclara au sujet des grèves et des protestations dans le secteur public :

« Les grèves et les protestations dans les administrations, les usines et les ateliers, sont le gémissement de tous ceux qui souffrent depuis des années (...) comprenez la justesse de ces cris. Ces vagues ne sont pas nées pour ruiner le pays et détruire son indépendance (...) Avec toute cette force nationale, créez un gouvernement s'appuyant sur la Nation, (...) et travaillez pour la construction de la patrie, pour le confort de la nation et pour le bien être des générations à venir. » 26.

De ce genre de déclarations, les grévistes retenaient en général les phrases légitimant leur action. Ce qui les encourageaient davantage dans leur détermination de poursuivre la grève.

Les journaux du 26 octobre 1978 (4 âbân 1357), annoncèrent le déclenchement de la grève par les employés et fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur. En réponse aux accusations gouvernementales, les grévistes précisaient que leurs protestations ne constituaient pas un « complot communiste » 27.

Le jour suivant, les cinéastes du " Ministère des arts et de la culture " se mettaient en grève afin de revendiquer " la liberté d'opinion et d'expression conformément aux règles constitutionnelles " 28.

Au même moment, les employés de « l'Organisation de l'eau de Téhéran » et les fonctionnaires du " Ministère de l'économie et des finances " annonçaient le début de leurs grèves 29.

Cependant, l'un des secteurs étatiques le plus touché par les grèves fut sans doute l'« Organisation du Plan », le cerveau du système économique du régime.

Au cours d'un reportage réalisé pour la radio Suisse romande, J.M.Etter expliquait la situation :

« Téhéran, le 3 février 79. Nous sommes à l'Organisation du Budget et du Plan. Ici, c'est le cerveau de l'Iran (...) Ici, on n'a pas pris en marche le train de la révolution, on l'a mise en marche depuis longtemps. Et c'est ici que déjà, ceux qui étaient chargés de faire l'Iran d'hier et qui n'ont pas pu le faire, préparent l'Iran de demain. Aujourd'hui, comme tous les trois jours, se tient l'assemblée générale des grévistes; l'une des responsables de la grève, qui est aussi très haut placée dans la hiérarchie, (...) me raconte : " je suis entrée à l'Organisation du Budget et du Plan grâce à mon père qui occupait une position importante (...) nous sommes quelque 4000 employés dans cette Organisation. Vous voulez comprendre pourquoi nous voulons à tout prix la fin du régime impérial. Pour cela, il faut vous dire comment cela fonctionnait. Ici, nous sommes chargés de répartir par secteur - agriculture, industrie, pétrole - toutes les dépenses d'investissement du pays (...) Nous décidons en principe de l'orientation du développement du pays, ou en tout cas nous la concevons. Mais ça, ce sont des principes. Dans les faits, il faut vous dire qu'il y avait, attaché directement à l'empereur, un conseil d'ingénieurs et le conseil économique ministériel. Celui-ci était présidé personnellement par le Shâh. Ces gens-là définissaient la politique du pays, ils voulaient à la fois faire de l'Iran une petite Amérique, satisfaire leur ambition personnelle et acheter tout plein du matériel étranger qui rapportait gros aux Etats-Unis, mais qui ne servait à rien ici (...) Le Shâh nous ordonnait la marche à suivre par décret et nos rapports disparaissaient dans les tiroirs ministériels pour ne jamais ressortir (...)

« Quand l'agitation a commencé à l'organisation du Plan, le terrain était presque mûr (...) à ce moment-là, la rue commençait déjà à gronder et à écouter en cachette les appels de l'ayatollah Khomeiny. Nos revendications ont donc porté au début, sur des questions de salaires (...) Nous demandions d'avoir une certaine influence sur les décisions qui se prenaient à l'échelle du pays (...) Mais pour ceux qui avaient une conscience politique, les vrais problèmes n'étaient pas là. Ils savaient qu'il fallait renverser le Shâh, mais ils n'osaient pas le dire. Et puis, il y a eu le vendredi noir (...) dès lors, tout le monde a demandé le départ du Shâh.

Dans ce combat, peu nous importait au fond, de savoir si nous étions plutôt proches de l'ayatollah Khomeiny, du Front National, ou plutôt proches des Fadâ'iyân du peuple (...) les choses se sont passées spontanément (...) On a demandé de désigner des délégués pour discuter avec les directeurs, c'est ainsi que sont nés un Comité, et une organisation. D'habitude, le quart environ des employés se déplaçaient aux assemblées générales et ce ne sont pas toujours les mêmes. Parfois, bien sûr, comme aujourd'hui presque tout le monde est là (...) la plupart des administrations nationales sont en grève et cela se passe de la même manière partout. Nous sommes exactement 1357 organisations de ce type. Chacune envoie des délégués à l'assemblée des délégués des administrations nationales. Ils discutent de la poursuite de la grève, rapportent des décisions prises par chaque secteur ... » 30.

Ce récit de l'attitude adoptée par les fonctionnaires du Plan est très révélateur des effets néfastes de la non participation des élites du pays aux mécanismes de la prise de décision du pouvoir en place.

Concernant les grèves dans le secteur artistique, Mahmûd Khoshnâm affirme qu'au "Tâlâr Rûdaki", les Mujahédin et le parti Tûdè étaient actifs dans les grèves à partir de mars 1978 31.

M. Davûd Abdôlâhi, d'origine tribale, était l'ancien sous directeur de la "Banque agricole" de la Province de Fârs, à Shîrâz. Il explique que les mots d'ordre de grèves concernant son établissement étaient dictés depuis Téhéran et que les gens des tribus sédentarisées, parmi eux le responsable de l'école ethnique et proche du palais, participaient aux manifestations 32.

En définitive, les grèves des administrations publiques ont porté le même coup fatal au régime que les manifestations de rue.

Recevant leurs salaires et avantages, les contestataires étaient facilement séduits par la grève et les manifestations.

L'on peut constater qu'en versant le salaire des grévistes, l'Etat facilitait leur tâche. Cependant, en l'absence (l'interdiction) de tout syndicat ou organisation professionnelle librement constituée, les grévistes ne pouvaient revendiquer légitimement que leur salaire fût versé par l'Etat-patron.

Les organes d'information

La radio, la télévision et les journaux contrôlés par le gouvernement n'ont pas cessé de propager les déclarations et informations concernant les mouvements d'opposition au régime en place. La grève des journaux et de la TV a permis aux contestataires d'informer directement la population par le canal des tracts et des journaux muraux. Par ailleurs, les programmes en langue persane de la BBC ont remplacé, durant la grève, les moyens d'information nationaux.

En ce qui concerne les grèves à la radio-télévision, le témoignage de M. Jamshîd Peymân, ancien directeur général de la radio-télévision de la province de Lôrestân, est à cet égard enrichissant. Selon ce témoignage, dans cette province, un Comité de 5 personnes composé de fonctionnaires d'Etat, dirigeait les grèves dans les administrations étatiques. Quant au déclenchement de la grève à la radio-télévision de Lôrestân, M. Peymân nous déclare notamment :

« Le 4 âbân (autour du 25/26 octobre 1978, n. r), le jour de l'anniversaire du Shâh, j'ai dit aux fonctionnaires, que j'allais dans la rue me joindre aux manifestants. Les fonctionnaires ne voulaient pas venir y participer. Ils avaient peur. À la fin, je leur ai dit que j'étais leur directeur général et qu'à ce titre je descendais dans la rue et par conséquent ceux qui désiraient m'accompagner pouvaient le faire et c'est ainsi que nous sommes partis... » 33.

Peymân ajoute : « L'organisation de la radio-télévision participait en général aux manifestations et grèves. À mon avis, la radio-TV a pu jouer un rôle efficace dans l'opinion publique... » 34 .

Selon d'autres témoignages, la télévision iranienne aurait joué, un rôle provocateur dans les événements révolutionnaires. L'ancien Ministre de l'Information, Dâriûsh Hômâyûn évoque la projection d'un montage de films concernant les événements du 13 âbân montrant des fusillades à l'Université de Téhéran. Selon Hômâyûn, la Sâvâk aurait eu l'intention ce jour-là, de renverser le gouvernement Sharif Emâmî et d'ouvrir la voie à un gouvernement militaire 35.

Alirézâ Meybôdî, ancien journaliste et commentateur à la TV iranienne, ancien directeur de publication, explique que le reportage montrant les soldats qui tiraient sur la foule devant l'Université joua un rôle important dans la propagation de la contestation. Selon Meybôdî, la plupart des journalistes de la TV pensent qu'il s'agissait d'un montage préparé par les partisans religieux afin de discréditer le régime 36.

Il faut remarquer que l'infiltration de la TV par les partisans des religieux démontrerait un autre échec de la politique restrictive du régime qui consistait à contrôler l'accès à la TV iranienne.

V - Les élites et les séquences décisives

« Les conversations récentes avec des divers gens du sud de l'Iran ont révélé une unanimité importante concernant l'antipathie qui existe pour le régime dirigé par le Shâh (...)

La majorité des Iraniens a le sentiment d'être exclue de toutes les décisions politiques de ces 15 dernières années (...)

Beaucoup d'Iraniens, si l'on considère que le sud de l'Iran est représentatif du pays, sont insatisfaits de la direction du pays, mais ne peuvent pas se mettre d'accord sur ce qu'ils veulent à la place du régime existant. Ainsi, il semble que pour cette raison, le Shâh va 'être l'ultime arbitre de l'avenir politique de l'Iran » (air gram envoyé le 9/23/78, par le consul américain de la ville de Shirâz au département d'Etat à Washington).1.

Les séquences décisives sont celles qui "déterminent" le déroulement du drame révolutionnaire d'une certaine manière et qui permettent les enchaînements entre les périodes et la progression du mouvement vers son apogée.

À partir des séquences événementielles qui déterminèrent le changement de système, nous analyserons, témoignage à l'appui, le rôle des acteurs qui ont contribué à la chute du régime impérial.

Nous étudierons l'abdication des élites face aux religieux et la perte de leur autonomie par rapport aux masses et à la direction religieuse.

Stimulées par le mouvement de masse, les élites vont devenir les prisonnières de leur participation a-critique au mouvement populiste. L'autonomie des élites disparaît au fur et à mesure que ces dernières contribuent au renforcement de la tendance à l'unification du mouvement, soumise aux mots d'ordre lancés par la direction religieuse.

L'apprentissage de la confrontation par un article (8 janvier 1978)

Kapuscinski situe le début de la révolte à partir de la violation d'une limite :

« Tout débuta par ce qui semblait une petite erreur du pouvoir impérial. Avec ce faux-pas, le monarque signa sa propre condamnation à mort". Il se pose la question de savoir "comment le Shâh a-t-il violé cette limite pour se condamner lui-même? ».

Ainsi, Pour Kapuscinski, le dépassement de cette limite fut la parution de l'article du quotidien du soir "Ettelâ'ât" 2.

Les auteurs de la "Débâcle..." évoquent également l'affaire de l'article du journal "Ettelâ'ât" qu'ils qualifient à juste titre de "faute grave" 3.

En effet, Le 7 janvier 1978, le quotidien "Ettelâ'ât" publia une attaque contre Khomeiny intitulée "L'Iran et la réaction rouge et noire", accusant Khomeiny d'homosexualité, d'ignorance, "révélant" ses "origines indiennes et ses rapports avec les Anglais". Cet article se situait dans la logique politique du Shâh qui voyait dans toute opposition une conspiration des rouges (communistes) et des noirs (clergé) et une alliance entre les deux "réactions" afin d'empêcher sa révolution "blanche" d'aboutir. Ce fut cet article, qui, en grande partie, mit le feu aux poudres et dressa les mollahs et les ayatollahs - mêmes les plus modérés - contre le régime. Le Shâh fut accusé personnellement d'avoir imposé cet article au journal en exigeant du Ministre de l'Information de l'époque Daryoush Hômayûn sa parution 4.

Daryoush Hômayûn écrit pour sa part que l'article en question avait été imposé au journal Ettelâ'ât par le Shâh et par l'intermédiaire de Hoveida, à l'époque Ministre de la cour 5.

La croyance du Shâh au complot rouge et noir contre lui, ne lui permettait pas de tenir compte du danger potentiel de ses opposants. Le Président Carter rapporte que lors de la visite du Shâh à Washington en novembre 1977, il lui avait suggéré de consulter les groupes dissidents ou de leur accorder "plus de libertés", mais la réponse du Shâh avait été négative. Le Shâh aurait déclaré à Carter qu'à l'origine des troubles, il y avait une infime minorité que la majorité du peuple iranien ne soutenait pas" 6.

Cet article fit connaître Khomeiny à la jeunesse et à ceux qui ne le connaissaient pas encore. Il le réhabilita et en fit une victime-symbole.

Le lendemain de la parution de cet article (le 19 dey), des fidèles se soulevèrent à Qôm, en incendiant les camions transportant les journaux. Au cours de la confrontation, les policiers et les militaires tirèrent sur la foule et il y eut des morts et des blessés. À partir de cet événement, débute la série de commémorations-manifestations des défunts selon la tradition Shi'ite : le septième jour, le quarantième jour etc.

À l'occasion du quarantième jour des morts de Qôm, la population de la ville de Tabriz manifesta sa colère et il y eut de nouvelles victimes à Tabriz.

Dès lors, les manifestants s'habituaient de plus en plus à la confrontation avec les policiers et militaires et cet apprentissage de la confrontation (violence), en diminuant leur peur, les incita à recommencer en d'autres occasions. Désormais, un nouveau sentiment était né : le régime - sa force - n'était pas invincible.

Un gouvernement qui ferme les casinos, et rien ne va plus (27 août 1978)

Après la démission du Premier Ministre Jamshid Amûzégâr, le Shâh nomma le 27 août 1978, l'ingénieur Sharîf-Emâmî, au poste de Premier Ministre.

Cette nomination, intervenue au moment où la crise s'intensifiait, suscita beaucoup de questions après coup.

Déjà Premier Ministre à plusieurs reprises, Sharîf-Emâmî ne jouissait pas d'une bonne réputation.

Darioush Hômayûn considère cette nomination comme une faute grave de la part du Shâh. En effet, le nom de Sharif-Emami était lié à des affaires de corruption et dans les milieux financiers et industriels, on l'avait surnommé M. 5% et M. 20% 7.

Toujours selon Hômayûn, le Shâh aurait pris sa décision à cause des liens d'amitié qui unissaient Sharîf-Emâmî à l'Angleterre. Car, il considérait la révolte religieuse comme une oeuvre anglaise et pensait que le nouveau Premier Ministre pouvait dialoguer avec les mollahs 8.

Sharif-Emami s'efforça de parvenir à un accord avec les religieux. Mais, sa tâche était rendu difficile par le gouvernement précédent qui avait supprimé l'aide financière que tous les gouvernements accordaient régulièrement aux mollahs, en puisant dans le budget secret de l'Etat.

Afin de parvenir à un accord avec les religieux, Sharif-Emami a pris une série de mesures comme la fermeture des casinos, la poursuite de quelques responsables corrompus, et la limitation des pouvoirs de la famille impériale - il voulut dialoguer également avec le « Front National ».

Selon M Amir Hossein Amir Parviz qui a été Ministre de l'agriculture des gouvernements Sharif-Emami et Azhâri, il y avait des discussions entre le « Front National » et quelques ministres. Par ailleurs, explique Amir Parviz, Sharîf-Emâmî prenait certains contacts avec les dirigeants du « Front National » par l'intermédiaire de l'ingénieur Zanguéneh¹ 9.

¹ Ancien responsable du Plan à l'époque Mossadegh, Ahmad Zanguéneh se lança dans les affaires et devint pendant les dernières décennies du régime impérial, un riche homme d'affaire et collaborateur de la cour impériale. Il avait gardé quelques contacts avec ses anciens amis du Front National.

Ainsi, le gouvernement Sharif-Emami avait pour fonction d'essayer de s'entendre avec les religieux. Mais la situation avait changé et les chefs religieux ne voulaient plus s'entendre avec les interlocuteurs classiques.

La période Sharif-Emami était une perte de temps et une provocation de plus de la part du Shâh.

Le "vendredi noir" et la loi martiale (7 septembre 1978)

Gary Sick reconnaît qu'à partir des événements du vendredi 8 septembre l'opposition populaire à la personne du Shâh s'élargit 10.

Ce jour-là correspondait au septième jour du deuil des victimes de la fusillade de Qôm, survenu une semaine auparavant à l'école théologique de cette ville. À cette occasion, une manifestation fut organisée à la place de "Jâlè" au sud de la capitale. Afin d'empêcher le déroulement de cette manifestation, le gouvernement imposa dans la nuit du 7 ou 8 la loi martiale et l'interdiction de tout rassemblement.

Le régime comptait sur l'imposition de la loi martiale afin de disperser la population. M. Amir Parviz déclare que la loi martiale fut instaurée parce qu'une information était parvenue au gouvernement selon laquelle Allâmeh Nûri (un mollah radical) et son équipe voulaient occuper la place de Bahârestân afin d'empêcher le gouvernement de se rendre au Parlement et d'obtenir le vote de confiance. Toutefois, toujours selon Amir Parviz, la population n'aurait pas été au courant de l'instauration de la loi martiale 11.

La confrontation entre l'armée et la population du sud de la ville fit beaucoup de morts, d'où la qualification de "vendredi noir" attribuée à cette journée.

Les prises de positions concernant cet événement ne manquèrent pas. Quelques jours après le vendredi noir, le porte parole du « Front National », Shâpûr Bakhtiâr déclarait à Antenne 2:

« Malgré ce massacre, le peuple dans son ensemble n'a pas reculé. Les grèves, les manifestations, malgré le gouvernement militaire et la loi martiale, se succèdent. Et par conséquent, je crois que ce geste complètement inconsidéré dirais-je même absurde a eu pour résultat d'attiser la haine du peuple contre le régime et la façon dont il agit vis-à-vis des intérêts supérieurs du pays » 12.

Dans un télégramme, envoyé le 14 septembre 87 à Washington, Sullivan mit l'accent sur l'incapacité de l'armée de résoudre les problèmes avec le minimum de dégât. Il remarque l'absence d'une unité au sein de l'armée, équipée pour faire face à la population sans utiliser les armes. Ce qui, d'après Sullivan expliquerait les événements de la place "Jâlè", et l'utilisation des mitraillettes par des soldats qui recevaient des pierres de la part des manifestants 13.

On n'a jamais su le nombre exact des victimes, des dizaines selon certains et des centaines selon d'autres. Toujours est-il que ce massacre remit un peu plus encore en question la légitimité du régime impérial et porta un coup sévère au gouvernement Sharîf-Emâmî.

Le vendredi noir constitue une date décisive dans la rupture du dialogue entre le régime et les opposants. Ce fut à ce moment que les masses islamisées entrèrent en scène et que la direction religieuse commença à dominer le mouvement.

Le lendemain du "vendredi noir", le gouvernement procéda à une série d'arrestations de personnalités politiques dont Méhdi Bazargân. Ce dernier sera libéré une semaine plus tard.

Au cours de sa détention, M. Bazargân évoque la situation politique et ses liens avec les activistes. Un rapport de la Savak envoyé au Shâh résume les déclarations et positions de Bâzargân :

- Bazargân est en contact avec l'ancien Premier Ministre Ali Amini et le général Qarani dont il apprécie beaucoup les positions.

- Il est en relation avec Ebrâhim Yazdi aux Etats-Unis qui est de son côté en rapport avec Banisadr, Salâmatiân et Qotbzâdè à Paris.

- Bazargân est également en contact avec Mûssâ Sadr et son conseiller Tchamrân au sud Liban.

- Khomeiny met régulièrement à la disposition de Yazdi une partie de son argent (impôt religieux) pour aider le mouvement islamique en Iran.

- La direction du mouvement est contrôlée par les jeunes militants influencés par Khomeiny, mais Bazargân ne partage pas le point de vue de Khomeiny sur un gouvernement islamique.

Et enfin, Bazargân considère que Bakhtiâr et Forûhar ne sont pas de bons dirigeants politiques 14.

Les déclarations de M. Bazargan confirment d'une part l'existence de contacts réguliers entre une série de personnages occupants des positions stratégiques, et d'autre part, l'importance prise par les jeunes khomeinistes dans la direction religieuse.

L'arrivée de Khomeiny à Paris permit la multiplication des contacts en vue de la prise du pouvoir.

L'ayatollah de Neauphle-le-Château (Le 6 octobre 1978)

« Cette nation, c'est -à -dire toute nation, a le droit de déterminer son destin. C'est la conséquence des droits de l'homme. Dans la déclaration des droits de l'homme, toute personne, toute nation, doit déterminer son destin Notre nation aussi, actuellement est debout et demande à déterminer elle-même son destin » Khomeiny, 19 Méhr 57, Neauphle-le-Château).

Expulsé d'Irak et empêché de se rendre au Koweït, l'ayatollah Khomeiny débarqua à Paris le 6 octobre et s'installa dans un pavillon à Neauphle-le-Château.

M.Abdol-Rahmân. Bôrûmand évoque sa rencontre avec Khomeiny à Neauphle-le-Château:

« Il était fin Shâhrivar ou début méhr 57 (sept.oct.1978) quand M. Banisadr m'a téléphoné de Paris et m'a dit qu'il avait une bonne nouvelle, car M. Khomeiny qui venait d'être expulsé d'Irak arriverait bientôt à Paris (...) C'était avant que Khomeiny décide d'aller au Koweït et qu'il n'y parvienne pas (...).

5 ou 6 jours plus tard, je me suis rendu à Paris. En compagnie d'Esnâ-Asharî qui se trouvait à Paris, nous sommes rendus à Neauphle-le-Château (...) Khomeiny est venu s'asseoir sous le fameux pommier et commença à parler (...) Quand il est parti, je me suis présenté à son fils et lui dis que nous avons été très choqués d'entendre son père dire que la source du mouvement remonte au 15 khordad (révolte religieuse de juin 1963). Est-ce qu'il a oublié la nationalisation du pétrole et le mouvement de Mossadegh? Il m'a dit qu'il fallait le lui dire moi-même (...) ».

M Bôrûmand explique que Banisadr lui téléphona dans l'après-midi, pour lui dire qu'ils avaient rendez-vous avec Khomeiny à 8 heures du soir:

« Nous sommes entrés. Khomeiny était assis sur le matelas et son turban était par terre (...). Nous l'avons salué et il m'a dit "je ne vous avais pas vu, mais, je vous connais" (...). Je lui ai dit : "je voulais vous demander car aujourd'hui, vous avez dit que le point de départ de la vague actuelle se situait au 15 khordad 42 (révolte religieuse de 5 juin 1963, ndlr), tandis que le principal point de départ est la révolution constitutionnelle et la suite se situe dans la nationalisation du pétrole". Il a un peu discuté à ce propos et à la fin il m'a dit "monsieur, tout le monde ne comprend pas le mouvement de la nationalisation du pétrole, mais (...) tout le monde comprend "il doit partir". Ensuite Khomeiny suggéra à M. Bôrûmand de renommer le « Front National », le « Front National » islamique et de ne plus se référer à la constitution. Bôrûmand continue "Il a mis plusieurs fois sa main sur mon genou et dit que si nous ne profitons pas de cette occasion, ce ne sera plus jamais possible. Après avoir mentionné que le « Front National » ne s'appelle pas « Front National » islamique que si la référence à la constitution existe et que si certains ne sont pas dans le droit chemin, il a affirmé que tout cela n'a pas d'importance pour autant que la ligne suivie soit : il doit partir »15.

Peu de temps après, M. Bôrûmand retourna à Téhéran et raconta aux membres du conseil exécutif du « Front National » réunis chez Bakhtiâr, sa rencontre avec Khomeiny en ajoutant "Ce Monsieur n'est pas dans la ligne nationaliste" 16.

Sa présence à Paris donna l'occasion à Khomeiny et à son entourage de faire entendre sa voix à la presse d'un pays démocratique.

Gênées par cette présence, les autorités françaises s'efforcèrent de suggérer au Shâh des "solutions" à cette affaire.

Aussi, M Michel Poniatowski se rendit à Téhéran le 21 décembre 1978 afin de se renseigner sur l'attitude du Shâh à ce sujet. Le Shâh aurait suggéré aux Français de protéger Khomeiny et de le garder à Paris 17.

À Neauphle-le-Château, Khomeiny s'entoura de cadres et de militants connus dans l'opposition extérieure tels que Banisadr, Qotbzâdè et Yazdi.

Ancien militant du « Front National » et du mouvement étudiant aux Etats-Unis, proche de Bazargan, le Dr. Ebrahîm Yazdi (médecin né en 1931) était citoyen américain et militant islamiste. Il entra en contact avec Khomeiny après 1963 à Najaf. Par la suite, il s'installa quelques temps à Beyrouth et tout en enseignant à l'Université américaine de la capitale libanaise, il milita en faveur des shi'ites. Il rentra aux USA en 1966 et devint le représentant de khomeiny aux Etats-Unis 18.

Quand il devint le Ministre des affaires étrangères de la république islamique en 1979, le Département d'Etat américain, dans un "press guidance" confidentiel envoyé le 23 juin à Téhéran (ambassade), suggérait les réponses qu'il fallait fournir aux journalistes au sujet d'éventuelles questions portant sur la nationalité américaine du ministre : Il ne faut pas confirmer la citoyenneté américaine de Yazdi, car le dossier est "confidentiel" 19.

Dr. Yazdi se trouve aujourd'hui dans l'opposition "légale" et milite dans le groupe de M. Bazargân.

Sadegh Qotbzâdè comme Yazdi fit ses études aux Etats-Unis et milita comme lui au sein du « Front National » et du mouvement étudiant à l'extérieur. Il se rallia à Khomeiny dans les années 1970.

Un document confidentiel du département d'Etat (Vance) envoyé le 21 janvier 1979 à Téhéran :

« Qotbzâdè had good relations with Boumedienne and Arafat. He allegedly despises the Iraqis and admires Assad. He was close to Mussa Sadr and involved in Shia affairs in Lebanon. His relations with Qadaffi have been an on-and-off affair.

Qotbzâdè appears to be generally respected by khomeini group (Beheshti and Bazargan) in Tehran... » 20.

Qotbzâdè devint le responsable de la TV islamique et Ministre des affaires étrangères après la révolution. Il contribua à la radicalisation de la situation avant de s'opposer à Khomeiny et d'être exécuté en 1982.

Quant à Banisadr, lui aussi milita au « Front National » et dans le mouvement étudiant en Europe. Etant fils d'un mollah, il se comporta comme le théoricien de l'islam révolutionnaire et développa les mots d'ordres anarcho-islamistes que Khomeiny et son groupe lancèrent au pouvoir.

Il fut contacté à Neauphle-le-Château par un agent américain déguisé en "Homme d'affaires". Le contact fut poursuivi à Téhéran, quand il fut nommé membre du Conseil sde la révolution et responsable de plusieurs ministères, après la prise du pouvoir par Khomeiny 21.

Banisadr occupa, après la révolution, plusieurs postes ministériels, avant de devenir en février 1980 le premier Président de la République islamique. Il théorisa, entre autres, l'économie islamique et la nécessité pour les femmes de porter le voile, à cause des "radiations émises par leurs cheveux". Banisadr s'enfuit l'Iran le 10 juin 1981 à destination de Paris.

Mlle Lâdan Bôrûmand proche du groupe Banisadr à Paris explique qu'elle s'était rendue à Téhéran et après son retour à Paris, elle a constaté que l'ambiance chez Banisadr avait beaucoup changé dans un sens islamique 22. Elle décrit l'ambiance à Neauphle-le-Château :

« Je ne me sentais pas proche de cette ambiance. Bien sûr, quand je m'y rendais, je portais le foulard sur la tête. Aujourd'hui, je ressens le port du foulard comme une atteinte à ma liberté, mais à l'époque, on n'avait pas cette impression (...)

Un jour - quinze jours avant le départ de Khomeiny pour l'Iran - j'ai trouvé par hasard, dans l'imprimerie de Banisadr, le livre de Khomeiny (...) Quand j'ai lu ce livre, j'ai senti le danger, car il exprimait une vision

politique toute particulière et c'était évident que le fondement de l'Etat est déterminé du haut par Dieu et que le corps politique ne résultait pas du suffrage du peuple (...). J'ai essayé de discuter avec BS et de lui dire que la situation était dangereuse et que le programme de Khomeiny n'était absolument pas démocratique (...) Banisadr m'a répondu que Khomeiny avait changé. (...) Tout en espérant que Khomeiny ait changé, je trouvais suspect le fait qu'un individu qui avait plus de 60 ans et qui vivait en Irak ait pu évoluer. C'est pourquoi, j'ai proposé d'interviewer Khomeiny.

Nous étions une équipe, qui traduisions des journaux étrangers pour Khomeiny (...). J'ai proposé à Banisadr d'organiser une rencontre avec Khomeiny. en prétextant le fait que ces jeunes avaient beaucoup travaillé et qu'ils désiraient aller dire au revoir à Khomeiny avant son départ (...)

Une semaine avant cette rencontre, on lui a envoyé la liste des questions qu'on désirait lui poser - concernant le genre de régime et la source du pouvoir - (...)

Nous sommes allés chez lui et son gendre M. Eshrâqi est venu nous dire que Monsieur ne répondrait pas à ces questions. Quand on lui a demandé pourquoi, il a répondu qu'il n'avait pas le temps (...) et qu'il répondrait à ces questions en Iran (...) » 23.

Ainsi, Neauphle-le-Château devint le lieu privilégié de fréquentation et de fixation d'un grand nombre d'opposants de tous bords au régime impérial.

Paris constituait désormais l'endroit à partir duquel les discours de Khomeiny arrivaient par téléphone à Téhéran et étaient reproduits sur cassettes et diffusés parmi la population contestataire.

De partout, de jeunes et vieux militants anti-Shâh arrivaient tous les jours à Neauphle-le-Château pour écouter le "nouveau Gandhi" leur parler de l'avenir de leur pays. Très habiles, l'ayatollah et son entourage laissaient entrevoir un avenir démocratique et pluraliste pour l'Iran. Signe de tolérance, lors des prières dirigées par l'"Imam", les hommes et les femmes étaient réunies sous la même tente et on leur annonçait que celles et ceux qui ne désiraient pas prier, pouvaient rester debout. Des étrangers, journalistes et espions, étaient accueillis à bras ouverts par les conseillers de l'ayatollah.

Le "Front" se vide à Paris (Le 2 novembre 1978)

Le 2 novembre, Karim Sanjâbî se rendit à Paris - Bâzargân s'y trouvait également - afin de s'entretenir avec l'ayatollah. Ce voyage et la conséquence qu'il eut sur la suite des événements marqua l'abdication du « Front National » devant les thèses khomeinistes.

À la suite de sa rencontre avec Khomeiny, le représentant du « Front National » M. Karim Sanjâbî, lut une déclaration en trois points remis à l'ayatollah et approuvée par ce dernier :

« 1. Par la violation constante des lois constitutionnelles, par la violence et l'oppression, le développement de la corruption et la soumission aux puissances étrangères, le monarque actuel de l'Iran a perdu toute base légale et légitime ; 2. Le mouvement national et islamique d'Iran ne peut donner son accord à aucune forme de gouvernement et à aucune combinaison gouvernementale qui maintiendrait le régime illégal ; 3. Le régime de gouvernement doit être fondé sur la base des principes de l'Islam, de la démocratie et de l'indépendance et par le recours au suffrage universel » 24.

Cette déclaration, proposée par Sanjâbî, n'a même pas été contre-signée par Khomeiny. Elle reconnut l'ayatollah comme l'unique leader et le mouvement religieux comme la direction politique de la révolte. Mais, comment Sanjâbî a pu signer une telle déclaration sans en avoir eu l'autorisation du « Front National » ?

Au cours d'une réunion du conseil exécutif du Front National, chez Bakhtiâr, le conseil décida d'envoyer Sanjâbî à Paris et au Canada. Car, l'Internationale Socialiste avait invité le « Front National » à envoyer quelqu'un à son congrès à Vancouver au Canada. Sanjâbî reçoit la directive d'aller à ce congrès et en passant par Paris, de rencontrer Khomeiny pour savoir ce qu'il a à dire. Mais Sanjâbî s'arrêta à Paris et se soumit à Khomeiny, tout en renonçant à aller au Canada 25.

M. A. Bôrûmand explique les détails de cet épisode :

« Fôrûhar proposa que M. Sanjâbî écoute Khomeiny sans discussion, ni engagement, et vienne ici nous dire ce qu'il a dit. Le comité exécutif accepta à l'unanimité la proposition de Fôrûhar (...)

Le deuxième jour de la visite de Sanjâbî à Paris, je me trouvais chez Bakhtiâr et M. Jamshîd Amûzégâr qui n'était plus premier Ministre a téléphoné à Bakhtiâr et lui a dit qu'il avait discuté avec le Shâh, et que ce dernier était d'accord de nommer Sanjâbî au poste de Premier Ministre et qu'il voulait savoir où était Sanjâbî, puisqu'il ne le trouvait pas. Bakhtiâr lui dit que Sanjâbî était à Paris (...) Bakhtiâr a téléphoné à Sanjâbî, en lui demandant de rentrer et il lui a dit qu'il rentrerait dans deux jours (...)

Un matin, nous avons appris que Fôrûhar avait imprimé un communiqué de Sanjâbî contenant les trois points de sa déclaration qu'il lui avait communiqué par téléphone (...)

Le Conseil s'est réuni aussitôt et Fôrûhar et la majorité des membres se prononcèrent en faveur de ce communiqué » 26.

La déclaration de Sanjâbî porta un coup fatal aux "modérés" du régime qui espéraient une entente avec le « Front National ».

D'après Amir Parviz, à la suite de la démarche du Dr. Sanjâbî, les ministres modérés du gouvernement - lui-même, le Ministre du transport, le Ministre de l'énergie - qui espéraient voir le « Front National » contrôler le mouvement, sentirent qu'il n'y avait plus d'issue 27.

Le geste de Karim Sanjabi et le ralliement de la majorité de la direction du « Front National » aux thèses de Khomeiny ne sauva pas pour autant le « Front National » après l'instauration du régime islamique. En effet, le « Front National » fut l'un des premier mouvement attaqué et interdit par Khomeiny.

Par cet acte, la direction laïque s'est disqualifiée aux yeux de ceux qui espéraient encore un changement réformiste.

Quand le Shâh capte le message révolutionnaire (Le 6 novembre 1978)

Dans la soirée du 6 novembre 1978, la radio et la TV iraniennes transmirent en direct une intervention importante du Shâh dont les principaux passages furent les suivants :

« Dans l'atmosphère d'ouverture politique qui a dominé progressivement depuis deux ans , vous, nation iranienne, vous vous êtes soulevée contre la tyrannie et la corruption. La révolution de la nation iranienne, ne peut pas, ne pas être approuvée par moi, en tant que Shâh d'Iran et un Iranien.

Malheureusement, en intrigant et en abusant de votre colère et de vos sentiments, d'autres personnes, ont crée l'anarchie et l'émeute à côté de cette révolution. La vague des grèves qui était souvent justifiée au début, s'est transformée dernièrement de telle sorte que les roues de l'économie du pays et la vie quotidienne du peuple sont paralysées, le pétrole dont dépend la vie du pays a cessé d'être produit (...)

L'insécurité, les émeutes et les soulèvements dans la plupart des endroits de notre patrie, ont mis en danger, l'indépendance du pays. Les événements regrettables qui ont mis le feu à la Capitale, hier, ne sont plus supportables pour le peuple et le pays. À la suite de la démission du gouvernement et afin d'empêcher l'effondrement du pays et la disparition de l'Unité nationale (...), j'ai déployé tous mes efforts pour former un gouvernement de coalition. J'ai été amené à former un gouvernement provisoire seulement quand je me suis rendu compte de l'impossibilité de cette coalition. Je suis conscient que sous prétexte d'empêcher l'anarchie et l'émeute, il est possible que les fautes du passé, la répression et l'oppression se répèteront. Je suis conscient que certains pourront penser que l'entente entre la corruption financière et la corruption politique va reprendre au nom des intérêts nationaux et du progrès du pays. Mais en tant que souverain, j'ai prêté serment de protéger l'indépendance du pays, l'unité nationale et la religion Shi'ite duodécimain. Je prête encore serment et je m'engage à ne pas permettre que les erreurs du passé, l'illégalité, l'injustice et la corruption se renouvellent (...) Je m'engage à former aussitôt après le rétablissement de l'ordre, un gouvernement national pour les libertés fondamentales et les élections libres, afin d'appliquer complètement la loi constitutionnelle qui est le prix du sang versé pendant la révolution constitutionnelle.

Aussi, j'ai entendu le message de la révolution de la nation iranienne (...) Je préserve ce pour quoi vous avez fait des sacrifices. Je garantis que le gouvernement de l'Iran, dans l'avenir, sera basé sur la loi constitutionnelle, la justice sociale et la souveraineté nationale, et sera éloigné du despotisme, de l'injustice et de la corruption (...)

Mes chers compatriotes, je vous demande à tous de penser à l'Iran. Pensons tous à l'Iran. Dans ces moments historiques, pensons tous ensemble à l'Iran. Sachez que dans la voie de la révolution de la nation iranienne contre le colonialisme, l'injustice et la corruption, je suis à vos côtés (...) » 28.

Ce discours octroya une légitimité supplémentaire à la révolte populaire en accentuant la rupture de dialogue engagée à la suite des incidents du "vendredi noir". Aux légitimations religieuse et intellectuelle de la contestation, venait s'ajouter une légitimation impériale de la révolte.

À la suite de ce discours, le Shâh nomma (15 aban 57) son chef d'Etat-major le général Azhâri au poste de Premier Ministre. Ce dernier procéda, comme un premier geste, à une série d'arrestations pour abus et corruptions, dont les plus importantes furent celles de l'ancien premier Ministre Hoveida et de l'ancien chef de la savak, le général Nassiri.

Le discours du Shâh et la nomination d'Azhâri suscitèrent beaucoup de réactions, pendant et après ces événements.

Khomeiny réagit à ce discours, au cours d'un entretien accordé à C.B.S, le lundi 7 novembre 1978 :

« Le changement des gouvernements n'a aucun impact sur le mouvement général du peuple iranien. Les gouvernements, qu'ils soient militaires ou civils, n'arrivent plus à résoudre les problèmes (...). La nation n'accepte plus les paroles du Shâh. Ses dernières promesses et l'engagement qu'il a pris, il les avaient prises au début de son règne. Il s'engage et il ne tient pas ses engagements ... » 29.

Dâriûsh Hômayûn écrit que la nomination d'Azhâri montrait que le Shâh avait peur de l'armée et remarque que c'est le Shâh, lui-même, qui utilisa pour la première fois le mot révolution 30.

Et pour Ebrahim Yazdi, la déclaration du Shâh et l'arrivée au pouvoir du gouvernement militaire d'Azhâri, au lieu de calmer la crise, versèrent de l'huile sur le feu 31.

Gary Sick pense que le Shâh s'est giflé lui-même par ce discours, car ce n'était pas le discours d'un souverain qui venait de désigner un gouvernement militaire. Il souligne que ce discours était une invitation à continuer le mouvement 32.

Quant à Fereidoun Hoveida, il considère que le Shâh aurait dû, dans sa confession publique reconnaître ses erreurs et dissoudre le parlement-croupion et montrer fermement la volonté d'organiser des élections libres. Il pense également que le Shâh devait à ce moment-là abdiquer et donner le pouvoir à une coalition 33.

L'ancien Ministre de l'enseignement du Shâh et l'ancien recteur de l'Université de Téhéran, M. Houchang Nahavandi remarque que non seulement le Shâh a reconnu implicitement d'avoir violé la constitution, mais qu'en prononçant le mot "révolution", il l'officialisa 34.

Une autre réaction significative est celle de l'ingénieur Hêjâzi qui raconte que ce jour-là, lui-même et ses amis avaient participé à une manifestation à l'Université. Après la manifestation, ils écoutèrent le discours du Shâh et conclurent que la chute du régime était inévitable 35.

Enfin, M. Peyman partage le même avis et considère que le discours du Shâh a mis un point final à la dynastie Pahlavi 36.

Perçu comme une preuve de faiblesse par la population, le discours du Shâh eut comme conséquence la radicalisation de l'ensemble du mouvement de contestation.

L'entourage de Khomeiny, négocié (décembre 1978)

Selon G. Sick, dès le mois de septembre 1978, des contacts se multiplièrent entre l'entourage de Khomeiny et les émissaires américains. L'un des documents de L'AAT, porte sur une rencontre à Paris (Restaurant Dominique), entre Henry Precht (...), l'émissaire américain Robert Hirshman et le Dr. Yazdi, le conseiller de Khomeiny. Il s'agit d'un rapport signé par Henry Precht et envoyé le 13 décembre 1978, par le "Department of State" à

plusieurs responsables américains (Christopher de D, Saunders de NEA, Ames, de CIA, Captain Sick de NSC, Newsom de P, et Ambassador Sullivan), rendant compte de la rencontre du 12 décembre à Paris. Nous en avons déjà reproduit un court extrait précédemment. En voici quelques autres extraits clarifiant quelques positions de part et d'autre :

« Secret-sensitive (...) »

Le paragraphe suivant relate brièvement notre conversation :

La déclaration du 12 décembre du Président : Yazdi regrettait la déclaration du Président, car celle-ci montrait de nouveau le soutien total des américains au Shâh et dénigrait l'opposition et particulièrement Khomeiny.

Khomeiny et la violence : (...) J'ai demandé si Khomeiny n'avait pas fait appel à une telle violence. J'ai demandé si Khomeiny ne se sentait pas responsable de la violence, la destruction des banques, des cinémas, des hôtels etc. ? Yazdi dit que Khomeiny n'avait pas appelé à de telles actions et que quelques-unes de ces actions étaient l'œuvre de la Savak (...)

La république islamique : J'ai demandé, si les gens de Khomeiny prenaient le pouvoir, qu'arriverait-il aux gens comme Yegânè (ancien directeur de la Banque Nationale ndlr) dont la seule responsabilité était de servir le gouvernement du Shâh ? Yazdi répondit que de telles personnes, si elles n'avaient pas de reproches à se faire par ailleurs et qu'elles étaient prêtes de travailler avec le nouveau gouvernement, n'auraient aucun problème (...)

Commentaire

Tout cela paraît naïf. C'est vrai que ceci exprime un sentiment profond. J'avais l'impression que l'organisation de Khomeiny était amateur en relation publique et en contacts avec les étrangers. Mais, il était clair qu'ils savaient opérer en Iran d'une façon que les gens du Shâh ne connaissaient plus » 37.

La négociation entre l'entourage de Khomeiny et les Américains va avoir une influence non négligeable sur la suite des événements.

En effet, les autorités américaines seront désormais moins inquiètes de l'arrivée au pouvoir éventuel d'un régime islamique en Iran. Elles prirent pour acquises, les affirmations des proches de Khomeiny, sur la tolérance islamique.

Tâssûâ et Ashûrâ (10-11 décembre 1978)

À l'occasion du deuil shi'ite de Tâssûâ (9ème jour de Moharam), l'une des plus grandes manifestations d'opposition fut organisée le 10 décembre. Au cours de cette manifestation, la direction religieuse imposa ses mots d'ordre aux autres forces politiques. En interdisant les portraits de Mossadegh dans le cortège, les religieux ont définitivement écarté le « Front National » de la direction politique du mouvement.

L'ayatollah Tâléqâni¹ avait lancé un appel à la participation à la manifestation de Tâssûâ. Les bâzârî (les commerçants du bazar) avaient demandé au « Front National » d'appeler également la population à participer à cette manifestation.

Le Comité Exécutif du « Front National » se réunit quelques jours avant Tâssûâ afin de débattre à ce sujet. À ce moment-là, Sanjâbî et Fôrûhar se trouvaient en prison et avaient délégué deux personnes à leur place. Au cours de la discussion Bakhtiâr se prononce contre un tel appel, en disant qu'il suffisait de publier l'appel de Tâléqâni dans l'organe du « Front National ». Ainsi, la décision fut prise de ne pas appeler à cette manifestation et le CE chargea les épouses de Sanjâbî et Fôrûhar de demander l'avis de leurs maris en prison. C'est ainsi qu'ils ont donné également leur accord. Toutefois, deux jours plus tard, Sanjâbî et Fôrûhar furent libérés et demandèrent une nouvelle réunion du comité exécutif :

¹ L'ayatollah Tâléqâni fut membre dirigeant du « Front National » avant de le quitter avec Bazargân et de créer le "Mouvement de libération de l'Iran". Il fut arrêté et emprisonné par le régime du Shâh dans les années 1960. Il fut libéré quelques mois avant la "révolution" et appuya Khomeiny dans l'instauration de la "république islamique". Il mourut, dans les circonstances peu claires en 1980, après que l'un de ses fils ait été enlevé par les fanatiques du régime islamique, avec l'approbation de Khomeiny.

« Dès l'ouverture de la séance, Fôrûhar sortit de sa poche un communiqué demandant à la population de participer à la manifestation de Tâssûâ. Il proposa l'adoption de ce communiqué. Bakhtiâr répliqua qu'une décision avait été prise à laquelle vous aviez donné votre accord. Fôrûhar dit "maintenant, la politique l'exige autrement (...), car l'on nous a dit que monsieur Tâléqâni est fâché. Bakhtiâr déclara: "je me fiche de Tâléqâni, qu'il se fâché". Sanjâbî déclara : "nous devons poursuivre l'action que nous avons menée à Paris". Bakhtiâr dit "là aussi vous vous êtes trompé" (...). Fôrûhar dit : "C'est à cause du « Front National » que je fréquente les socialistes et les sociaux-démocrates". Bakhtiâr répondit: "Moi aussi, si je fréquente les fascistes, c'est pour le « Front National »". Bakhtiâr se leva et en quittant la réunion déclara: "je ne participe pas à un tel Comité Exécutif". Par la suite, ils ont publié ce communiqué au nom du « Front National » 38.

Au cours de la grande manifestation d'Ashûrâ (1,5 millions de personnes) à la place Shâhyâd, les manifestants adoptèrent une résolution de 17 points qui exigeait l'abolition de la monarchie, l'établissement d'un Etat islamique, et la reconnaissance de l'ayatollah Khomeiny comme Imam (guide) de la nation 39.

À notre connaissance ce fut la première et l'unique fois où une résolution imposée par la direction religieuse demandait non pas le départ du Shâh, mais *l'abolition de la monarchie*. Car, l'abolition de la monarchie n'a jamais été clairement une revendication populaire dans les manifestations diverses.

À partir de cette date, les élites perdent leur autonomie dans les faits et les mots d'ordre religieux commencent à dominer les manifestations.

L'absence de mots d'ordre pluralistes, l'existence du seul portrait de Khomeiny dans les cortèges, l'interdiction de portraits de Mossadegh et de toute référence nationale et démocratique, constituaient un avertissement sérieux à l'opposition laïque et libérale, ainsi qu'aux mouvements de gauche.

Désormais, le mot d'ordre de "vahdatè kalamè" (unicité de la parole), lancé par Khomeiny, allait trouver une légitimation-approbation, sous la forme d'unicité du mot d'ordre de : "un seul parti, celui d'Allah, un seul dirigeant Rûhollah" (la naissance d'Hézbollah).

Pendant ce temps, des contacts suivis étaient noués entre les représentants de Bâzargân d'une part, les chefs militaires et les américains d'autre part.

Le but des contacts et négociations était d'une part d'obtenir le consentement de l'administration Carter et de l'autre, neutraliser l'armée, seule structure organisée du pays, à part le clergé.

Dans un rapport envoyé à Washington le 15 décembre 1978, W. Christopher y décrit sa rencontre avec Mortéza Bâzargân, le neveu de Méhdi Bâzargân. M. Mortéza Bâzargân exprimant le point de vue du « Front National » déclare notamment que le projet dont il était porteur était appuyé par Sanjâbî et Khomeiny. Il soulignait que dans le prochain gouvernement islamique, ni Khomeiny ni aucun autre mollah ne seront ministres. Les personnalités religieuses peuvent occuper les postes de préfet de Mashad ou de Qôm et peuvent également entrer au Majless. Le projet du « Front National », expliqué à Christopher par Mortéza Bâzargân consistait en la création d'un conseil impérial qui nommerait Méhdi Bâzargân au poste de premier Ministre et ce dernier organiserait des élections. Dans le même rapport, Christopher écrit que le « Front National » demandait au gouvernement américain de cesser de soutenir le Shâh 40.

En novembre 1978, Cyrus Vance envoya un message confidentiel à l'Ambassade de Téhéran afin de présenter le contact du groupe Khomeiny à l'ambassade. Il recommande Mohammad Tavassôli (membre du groupe Bazargân) comme l'intermédiaire préféré de Khomeiny avec l'ambassade 41.

Tavassoli était membre de l'organisation de Bazargan et proche de ce dernier.

Au sujet des contacts entre les militaires et les opposants, les auteurs de la "Débâcle..." écrivent, que les accords passés entre les généraux dont le général Fardust, et les révolutionnaires datent du début janvier 1979. Ils considèrent que l'ami du Shâh, le général Fardust avait trahi le Shâh 42.

La "trahison" des généraux Qarébâqi et Fardûst sera déterminante dans l'évolution de la position de l'armée dans la crise. Ils vont tout faire pour que l'armée abandonne le gouvernement Bakhtiâr qui va être constitué, au profit du mouvement religieux.

Le gouvernement Bakhtiâr

« Il était clair pour moi que Bakhtiâr était comme le thé. Plus l'eau est chaude et plus le thé est fort. C'était encourageant de savoir que les militaires, d'une manière, étaient sous sa direction » (Le général R.Huyser)

Avec la nomination de Bakhtiâr au poste de Premier Ministre, le Shâh venait de reconnaître implicitement le mouvement de Mossadegh qu'il avait contribué à renverser 25 ans plus auparavant. Mais, cette reconnaissance tardive, signifiait, que tant qu'il ne fut pas forcé par les événements, le Shah refusa de faire appel à un membre du « Front National ».

Avant la nomination de Bakhtiâr au poste de Premier Ministre, le Shâh avait entrepris une série de contacts afin de nommer Sadiqi et Sanjâbî, au poste de Premier Ministre.

Le Professeur Sadiqi^I, ancien Ministre et collaborateur de Mossadegh et ancien membre du « Front National » posa des conditions à l'acceptation du poste de Premier Ministre. Le Shâh écrit à ce propos :

« Cédant aux pressions de son parti, il exigea finalement que je nomme un conseil de Régence, tout en restant dans le pays. Condition inacceptable puisqu'elle équivalait à me reconnaître incompetent à remplir des devoirs du souverain » 43.

Mohssène Pézeshkpûr, le leader du parti "pan-iraniste" de tendance national-Fasciste, et député au Majless prétend que le Shâh lui avait demandé, après l'échec de la nomination de Sadiqi, de former un gouvernement. Il aurait rencontré le Shâh à plusieurs reprises à ce sujet. Il aurait proposé au Shâh de dissoudre les Assemblées, de dissoudre la SAVAK et d'établir les libertés fondamentales en vue d'élections libres⁴⁴.

Après l'échec des tractations avec Sadiqi, le Shâh s'efforça de parvenir à un accord avec Sanjâbî.

C'est ainsi que Sanjâbî fut convoqué par le Shâh et le Shâh lui proposa d'accepter le poste de Premier Ministre.

Après cet événement, Sanjâbî demanda à M. A. Bôrûmand d'aller à Paris et de transmettre à Khomeiny un message de sa part et de la part du « Front National ». Sanjâbî demanda à Bôrûmand de dire à Khomeiny qu'il a été amené chez le Shâh et le Shâh lui demanda de devenir Premier Ministre. Bôrûmand devait ensuite dire à Khomeiny que Sanjâbî exigeait le ministère des affaires étrangères et demandait au Shâh de conserver la défense et de quitter l'Iran pour un ou deux mois, mais le Shâh avait refusé les conditions de Sanjâbî et ce dernier refusa le poste.

Bôrûmand lui suggéra de dire à Khomeiny que Sanjâbî avait exigé le départ définitif du Shâh et Sanjâbî accepta. Bôrûmand se rendit à Neauphle-le-Château chez Khomeiny :

« Montazéri^{II} se trouvait chez lui. Il sortit et me salua (...). Je suis entré et Banisadr est également entré chez lui (...). Il m'a dit "je vous reçois pour ce que vous êtes. Je ne veux pas entendre parler des choses du genre « Front National »" (...). Je lui ai dit que j'avais un message de la part de Sanjâbî (...). Il dit "dites à Monsieur Sanjâbî que ces questions ne le regardent pas. Moi-même, je parlerai au peuple le moment venu". Après, il demanda pourquoi Sadiqi n'avait pas accepté. Je lui dis, parce qu'il n'avait pas trouvé de collaborateurs dignes de confiance". Avant de quitter Khomeiny, Bôrûmand lui demanda s'il recevrait éventuellement Bakhtiâr. Et Khomeiny lui répondit : "Non, je ne reçois pas Bakhtiâr (...), car il n'a pas de religion » 45.

Cependant, celui qui selon Khomeiny n'avait pas de religion venait d'être nommé au poste de Premier Ministre.

^I Ministre de l'intérieur de Mossadegh, le professeur Gholamhossein Sadighi fut l'un des fondateurs du « Front National » et du parti "Iran", avant de s'en éloigner dans les années 1960. Considéré comme un opposant modéré et respectable, il fut sollicité à plusieurs reprises dans les situations de crise.

^{II} L'ayatollah Montazéri était l'ami et le disciple de Khomeiny. Il appuya Khomeiny lors de l'insurrection de juin 1963 et fut, pour cette raison, emprisonné et exilé (à l'intérieur) par le régime du Shâh. Après l'instauration du régime islamique, il fut nommé successeur de Khomeiny avant d'être mis à l'écart et isolé par l'aile extrémiste du régime, avec l'accord de Khomeiny.

C'est le premier janvier 1979 que Bakhtiâr fut chargé par le Shâh, conformément à la constitution, de former un gouvernement constitutionnel. Il avait auparavant posé plusieurs conditions à l'acceptation de cette tâche, dont le départ du Shâh et la dissolution de la SAVAK. En présentant son gouvernement devant l'Assemblée Nationale, il devint le 3 janvier 1979 le dernier Premier Ministre de la monarchie constitutionnelle.

Mais qui était politiquement Bakhtiâr qui jusque-là dirigeait le parti "Iran", l'une des composantes du « Front National » ?

Dans un mémorandum confidentiel, envoyé le 4 novembre 1964 au Département d'Etat, par Mrs. Martin. F. Hers, "consular for political affairs" et Archie M. Bolster, le second secrétaire de l'ambassade américaine de Téhéran, les auteurs rapportaient le résultat d'un entretien qu'ils avaient eu avec Shâpûr Bakhtiâr, "Iran party leader and National Front member". Au cours de l'entretien, Bakhtiâr déclara que les intérêts à long terme des Etats Unis en Iran seraient mieux préservés par un gouvernement démocratique

Quelques mois plus tard, le 16 juin 1965, une nouvelle rencontre eut lieu entre Bakhtiâr et le deuxième secrétaire de l'ambassade au sujet du rôle des Etats Unis en Iran :

« Introduisant ce sujet d'une manière sarcastique, Bakhtiâr remarqua qu'il n'avait aucun besoin d'un changement de la politique américaine en Iran. Car, le soutien américain au Shâh jouait en faveur de ceux qui prévoyaient une explosion dans le cas où le Shâh continue son régime dictatorial » 46.

Les opposants à Bakhtiâr évoquèrent à l'époque et par la suite quelques "arguments" afin de le discréditer dont le plus important était l'affirmation selon laquelle il était le protégé des Anglais.

Cet "argument" fut évoqué à plusieurs reprises par les partisans du Shâh, par d'anciens amis de Bakhtiâr et par les Khomeynistes.

Or, à notre connaissance, aucun document et aucun fait ne confirme cette accusation.

Par contre, plusieurs documents secrets de l'ambassade américaine de Téhéran décrivent Bakhtiâr comme étant un opposant farouche à la politique britannique en Iran 47.

De son côté, la CIA américaine avait préparé une notice bibliographique concernant Bakhtiâr, dont voici quelques extraits :

« En novembre 1977, en réponse à une libéralisation limitée de l'expression politique par le gouvernement, le vieux « Front National » se réorganisa en une nouvelle union, Le Front des Forces Nationales en Iran, avec Bakhtiâr comme l'une des figures clé (...)

Dans le Passé, Bakhtiâr s'opposait à une révolution et préférait un parti qui pouvait atteindre ses buts par les moyens légaux. Il s'opposait au contrôle absolu du Shâh sur le gouvernement, mais ne voulait pas la chute du Shâh, craignant l'apparition de la violence politique. Sur le plan international, il voulait que l'Iran suive la voie des pays non-alignés, en acceptant l'aide économique de l'Est et de l'Ouest et en évitant les alliances militaires » 48.

En devenant Premier Ministre Bakhtiâr s'efforça d'appliquer la ligne du « Front National ».

Le soir du 1er janvier 1979, Bakhtiâr lança un message radio-diffusé à la nation, dans lequel il déclara vouloir "conduire le pays à un régime social-démocrate" et dénonça "la répression et la corruption" qui sévissaient en Iran depuis la chute de Mossadegh en 1953. Le nouveau Premier Ministre fut condamné tout d'abord par ses "anciens amis" du « Front National » dont il allait être exclu.

Le 2 janvier 1979, un "porte-parole" du « Front National » déclarait aux micros de France Inter : "La solution Bakhtiâr est la solution du pouvoir, et je ne crois pas que le pouvoir ait d'autres issues que de céder la place..."

Le 3 janvier, les militants du « Front National » en Europe publièrent un communiqué concernant l'investiture de Bakhtiâr. Après avoir dénoncé Bakhtiâr comme "sauveur des intérêts des impérialistes, de la famille impériale...", le « Front National »-Europe approuva l'expulsion de Bakhtiâr du « Front National » et conclut : "Nous ne devons pas laisser cette révolution être prisonnière des urnes des élections parlementaires, des Parlements et enfin des palais du Premier ministre et de la monarchie" 49.

Pendant ce temps, dans les rues de Téhéran, les partisans de Khomeiny s'en prenaient à Bakhtiâr, le traitant de "collaborateur" et prêchant la lutte armée contre son gouvernement 50.

Shâpûr Bakhtiâr présenta le 12 janvier 1979, son programme gouvernemental devant l'assemblée en déclarant : "mon gouvernement est le résultat logique de la révolution qui se déroule depuis deux ans afin de mettre fin aux violations permanentes du Droit et aux calamités indescriptibles qui dominent le pays (...)". Il précisa ensuite son programme dont les principaux points étaient :

- Garantir la liberté d'expression, de réunion et de presse,
- La dissolution de la SAVAK
- Le jugement des responsables de la corruption et de la répression;
- La libération des prisonniers politiques et leur réhabilitation depuis 1953;
- Préparation des élections libres;
- Défense de la charte des Nations Unies et la Déclaration des Droits de l'Homme;
- La défense des droits des palestiniens etc...⁵¹.

L'ancien Ministre M. Amir Parviz déclare au sujet de l'attitude des députés du parlement du Shâh, que ces derniers n'étaient pas attachés, au fond, au gouvernement Bakhtiâr, qu'ils pensaient uniquement, que ce dernier parviendrait à calmer la crise ⁵².

Le cabinet formé par Bakhtiâr fut très fragile et difficile à composer. Mais une fois composé, il fut présenté au Shâh, qui avait décidé de quitter le pays.

Pendant ce temps, Bâzargân et ses amis s'efforcèrent de persuader les Américains d'abandonner le gouvernement Bakhtiâr et de composer avec les religieux. Un rapport expédié au secrétaire d'Etat à Washington le 8 janvier 1979, décrit la rencontre entre Stempel, J.D. et Mohammad Tavassoli, le représentant du Mouvement de Libération de l'Iran de Méhdi Bâzargân. Tavassoli y déclara que le MLI considère que Bakhtiâr et Sanjâbî se sont entendus avec le Shâh contre les intérêts du peuple iranien⁵³.

Cependant, l'administration Carter étant divisée sur le soutien à Khomeiny ou à Bakhtiâr, les prises de positions étaient également contradictoires.

Z. Brezizinski écrit qu'il était pour un soutien ferme au gouvernement Bakhtiâr, mais que Huyser devait également préparer les militaires iraniens à un coup, si Bakhtiâr échouait. ⁵⁴.

En devenant Premier Ministre, Bakhtiâr promit d'abolir la censure sur la presse. Jean Gueyras écrit dans le Monde du 9 Janvier :

« Le nouveau Premier Ministre, M. Bakhtiâr a tenu sa promesse d'abolir la censure sur la presse (...) La lecture des premiers numéros de Keyhân et Ettelâ'ât est fort instructive (...) La censure a été abolie, et pour la première fois depuis un quart de siècle, la presse a retrouvé sa liberté. Les journalistes ont d'ailleurs profité de cette liberté d'expression, qui ne facilitera guère la tâche du nouveau Premier Ministre : Le portrait de Khomeiny, avec, en légende, ses déclarations virulentes contre le régime, est à la une de tous les journaux (...) »

La réaction d'un représentant soviétique sur Bakhtiâr, dans une rencontre qui eut lieu le 13 janvier 1979, entre le représentant de l'ambassade américaine à Moscou et le spécialiste des affaires iraniennes auprès du ministère soviétique des AE, Kozyrev, au sujet des événements iraniens :

« Emboff montra sa surprise pour les attaques véhémentes par les médias soviétiques contre Bakhtiâr et son effort de former un nouveau gouvernement. Kozyrev remarqua que jusqu'ici les critiques étaient indirectes, mais il admit facilement que Moscou était critique à l'égard de Bakhtiâr et que Moscou avait le sentiment que Bakhtiâr n'avait pas le soutien des masses en Iran (...) Dans tous les cas, Bakhtiâr est fatalement lié au Shâh. Le Front National (aussi un groupe de la bourgeoisie nationale) est contre Bakhtiâr, et, peut être plus important de tout, Khomeiny est contre lui » ⁵⁵.

Le 5 février, le gouvernement Bakhtiâr annula un contrat d'achat d'armements d'une valeur de 7 milliards de dollars, conclu entre le Shâh et les USA et annonça le retrait de l'Iran du CENTO ⁵⁶.

De son côté, Paul Balta, l'envoyé du "Monde" en Iran, en 1978-1979, écrit dans son ouvrage "l'Iran insurgé", qu'il avait rencontré Bakhtiâr quelques jours avant sa chute :

« Nous recevant le mercredi 7 février, il affirme : "Je dis non à la dictature des mollahs...Nous n'allons pas remplacer une dictature usée par une dictature pleine de sève. Nous n'avons pas dissous la Savak pour en avoir deux, celle des mollahs et celle des communistes...Khomeiny est un négateur, un destructeur et un ignare (...) Si

nous allons aux urnes maintenant, neuf iraniens sur dix voteront pour lui, mais dans six mois et dans le calme, ce ne sera plus le cas (...) Les yeux des gens vont s'ouvrir...Si demain les mollahs avaient une chance sur cent de diriger correctement le pays, j'aurais cédé ma place... » 57.

Les propos de M. Hamid Sadr sont révélateurs de l'attitude d'une partie importante des jeunes membres du « Front National » :

« Tout d'abord, nous avons vu en Sanjâbî, le sauveur de la démocratie. C'est à- dire, pour que le régime du Shâh renonce à ses positions et proclame des élections libres (...). Quand Sanjâbî signa, individuellement, une déclaration avec Khomeiny, ce fut le début de notre déception (...)

Quand Bakhtiâr, en tant que notre dernière chance pour diriger le mouvement, accepta le gouvernement, nous avons été furieux contre lui, car il n'a pas répondu à notre attente (...). C'est pourquoi, nous avons publié un communiqué qualifiant son acte de trahison des idéaux du peuple et comme un compromis avec l'ennemi » 58.

Parmi les critiques de Bakhtiâr, il y en a qui évoquent son opportunisme et considèrent que s'il a accepté le poste de Premier Ministre, c'est pour se refaire un nom politique et de sortir de l'ombre. Ce qui lui aurait permis de jouer un rôle dans l'opposition à Khomeiny 59.

Mission Huyser (4 janvier 1979)

Le Président J. Carter écrit au sujet de la Mission du Général Huyser que l'ambassadeur américain à Téhéran, M. Sullivan s'efforçait de presser la Maison Blanche de s'entendre avec Khomeiny et d'abandonner le gouvernement Bakhtiâr.

Opposé à ce point de vue, le Président Carter décide d'envoyer en Iran, le général Robert Huyser, commandant en second des forces américaines en Europe, afin de tester les militaires iraniens et de contrôler leur intention après le départ du Shâh 60.

Parmi les instructions données au général Huyser, il y avait notamment, celle "d'encourager les militaires iraniens de soutenir le gouvernement civil de Bakhtiâr" et celle de préparer un plan pour une éventuelle intervention directe des militaires pour appuyer le gouvernement civil 61.

Dans son ouvrage "Mission to Tehran" Huyser confirme également les buts de sa mission en écrivant que l'entourage de Carter était convaincu qu'aucun gouvernement civil en Iran ne pouvait tenir sans le soutien des militaires 62.

Les auteurs de la "Débâcle..." confirment également que "Huyser devait donc se rendre à Téhéran pour demander aux généraux de transférer sur Bakhtiâr le serment de fidélité qu'ils avaient prêté au chah..." 63.

C'est ainsi que le général Huyser arriva à Téhéran le 4 janvier 1979 et commença ses entretiens avec les responsables militaires.

Une fois sa mission terminée, Huyser quitta Téhéran le 3 février 1979 afin de rendre compte au Président Carter, du résultat de sa mission. Il explique à Carter qu'il y avait des divergences sérieuses entre lui et Sullivan, car Sullivan pensait que la prise du pouvoir par Khomeiny favoriserait l'instauration de la démocratie en Iran 64.

Mais Huyser avait rencontré beaucoup de difficultés à faire comprendre aux militaires qu'ils devaient travailler ensemble. Car, comme le remarque Gary Sick, l'histoire moderne de l'armée iranienne montre que tout chef militaire dépendait directement du Shah comme une sorte d'assurance. Mais cela signifiait aussi que n'importe quelle forme de plan d'ensemble d'action était impossible" 65.

Le général Huyser indique notamment comment il s'est efforcé de persuader les militaires iraniens de soutenir le gouvernement légal en restant dans le pays et en étant solidaires les uns des autres 66. Et il résume le but de ses efforts en Iran, en écrivant :

« Étant donné la tradition profonde d'allégeance des militaires au Chah, j'essayais, tant que je pouvais, de faire en sorte que les militaires soutiennent le nouveau chef du gouvernement M. Bakhtiâr » 67.

Le fait qu'un général américain intervienne pour faire accepter aux militaires d'un pays de soutenir un gouvernement légal, est en soi révélateur d'un esprit peu civique des militaires iraniens 68.

Toutefois, Bakhtiâr n'a jamais rencontré Huyser et ce dernier le reconnaît également. Il n'était donc pas au courant de son projet.

Cependant, il ne faut pas oublier que la dépendance politique et technologique de l'armée iranienne envers les Etats-Unis était telle que la présence de Huyser paraissait normale aux yeux de beaucoup d'iraniens.

L'exil du Shâh et le Conseil Constitutionnel (Le 16 janvier 1979)

La problématique liée au départ du Shâh, après la constitution du gouvernement Bakhtiâr, suscita, à ce moment-là et par la suite, beaucoup de controverses.

Comment le Shâh, prit-il la décision de quitter le pays? fut-il influencé par les Américains? Prit-il cette décision tout seul? ou fut-il poussé par Bakhtiâr?

La réponse à ces questions peut clarifier le déroulement des événements par la suite et peut aider à comprendre la dynamique des séquences ultérieures.

Dans son journal du 4 janvier, le Président J. Carter écrit :

« Le lendemain matin, le Shâh déclara à Sullivan que les chefs militaires étaient avec lui. Il projetait de quitter l'Iran, afin de renforcer le pouvoir de Bakhtiâr; les généraux qui avaient envisagé le coup d'Etat y avaient renoncé sur sa demande pour soutenir le Premier Ministre (...)

À la Guadeloupe, aucun de mes interlocuteurs ne se montra très empressé à défendre le Shâh. Ils pensaient tous les trois que celui-ci devait céder la place à un gouvernement civil et quitter l'Iran »69.

Quant au Shâh, lui-même, ses déclarations à ce sujet, sont contradictoires. Dans son livre, "Réponse à l'Histoire", il écrit :

« Il avait été convenu que l'impératrice et moi prendrions quelques semaines de vacances dès que M. Bakhtiâr aurait obtenu l'investiture des deux Chambres (...) Je voulais me persuader que mon départ calmerait les esprits, apaiserait les haines... » 70.

Par ailleurs, il déclarait à Edouard Sablier :

« Les Américains sont persuadés que tout irait bien dès que j'aurais quitté le pays. Ils ont envoyé un général, Huyser, pour s'assurer que l'armée ne bougerait pas. Je l'ai reçu avec l'ambassadeur américain, Sullivan. Ils n'avaient qu'une idée en tête : quel jour et à quelle heure je quitterai le pays ! »71.

Cependant, il convient de penser que le Shâh - outre la demande de Bakhtiâr et les exigences américaines - avait lui-même décidé, pour des raisons peut être en rapport avec son état physique et mental, de quitter le pays et de ne prendre aucune initiative par rapport aux événements en cours. Une chose est certaine, le Shâh ne voulait pas continuer de faire tirer sur la population et espérait éviter une plus grande effusion de sang en quittant le pays.

Notre entretien avec M. Mostafâ Alamûti, ancien député au Parlement, porte-parole de la fraction "union nationale", ancien vice-Premier Ministre, et ancien membre de la direction du parti unique du Shâh, confirme également cette version des faits :

« Avant la constitution du gouvernement Bakhtiâr, une réunion se tint chez le Shâh avec les bureaux des deux assemblées. Quelque 20 à 24 personnes, parmi elles Dr. Saïd et M.Sajâdî (les présidents des deux assemblées) y prirent part. Au cours de cette réunion, le chah déclara qu'il ne voulait pas régner avec effusion du sang. Quand les députés lui demandèrent de ne pas quitter l'Iran, il dit qu'il était malade et qu'il devait absolument partir et insista pour quitter l'Iran le plus tôt possible » 72.

Un autre sujet à controverse est celui de savoir si effectivement, le Shâh, avant de quitter l'Iran, avait donné l'ordre aux militaires de soutenir le gouvernement légal de Bakhtiâr ? Et si tel est le cas, pourquoi finalement, les chefs militaires ont-ils abandonné Bakhtiâr le 11 février 1979 ?

Au cours de la première réunion du "Conseil des Commandants de l'Armée" (C.C.A), tenue le 57.10.25 (15 janvier 1979), la proposition fut faite qu'après le départ du souverain, l'armée prenne le contrôle du pays, en arrêtant 20 milles personnes, tout en soutenant le gouvernement légal. Cette proposition fut rejetée par le Commandant en chef des FA, le général Qarébâqi qui déclara que l'armée n'interviendrait pas dans les affaires politiques, mais qu'elle devait "soutenir le gouvernement légal" 73.

Il ajouta en outre, au cours de la même réunion qu'avant son départ, le Shah avait recommandé aux militaires de soutenir le gouvernement de M. Bakhtiâr74.

Le général Qarébâqi fait allusion à une démarche effectuée par Bakhtiâr auprès du Shâh, de réunir, avant son départ, quelques chefs militaires au Palais, et de leur ordonner de suivre les directives du chef du gouvernement, durant son absence.

C'est ainsi que le Shâh réunit au palais de Niavaran, en présence de Bakhtiâr, les généraux Tûfâniân, Qarébâqi, Habibollahi, Rabi'î et Badrêî et leur demanda d'obéir à M. Bakhtiâr 75.

Afin de permettre le départ du Shâh, un Conseil de Régence prévu par la Constitution fut formé. Composé du Premier Ministre, du Président du Sénat Dr. Sajâdî, du Président du Majless Javâd Sa'id, du Ministre de la Cour A. Ardalân, de l'ancien Procureur Alî-Abâdi, de l'ancien Ministre des finances Vârasté, du PDG de la SNIP (société iranienne du pétrole) A. Entézâm, et du général Qârébâqi, le chef d'Etat-major de l'armée, ce conseil était présidé par Seyed Jalâlê Téhrani, personnalité proche des milieux religieux.

C'est dans ces conditions que le Shâh et l'impératrice quittèrent Téhéran à destination du Caire, le 16 janvier 1979.

Le départ du Shâh pour l'Egypte devait permettre d'apaiser les esprits et de neutraliser le mouvement khomeiniste. Aussitôt après le départ du Shâh, le Premier Ministre s'adressa aux Iraniens :

« En l'espace de dix jours et compte tenu d'énormes difficultés, j'ai pu proposer à la nation iranienne un programme qui peut être celui des partis politiques les plus progressistes (...)

Le moment est venu de montrer au monde entier que notre pays peut devenir un pays libre, indépendant et démocratique. Nous ne devons pas porter atteinte aux droits des personnes qui n'ont pas la même opinion et le même choix que nous... » 76.

Répondant indirectement au Premier Ministre, Karim Sanjâbî, le chef du Front National déclara au "Monde":

« Le départ du Shâh ne doit pas faire oublier que l'appareil de l'Etat domine toujours le pays avec le gouvernement illégal qui a été désigné par lui pour gérer les affaires du pays » 77.

Quelques jours plus tard, Bakhtiâr clarifia une fois de plus sa position. Interrogé par Edouard Lor d'Antenne 2, devant un portrait géant de Mossadegh, il déclara :

« Je me suis engagé à sauver, si je puis le dire, le pays du désordre et du chaos en lui donnant une direction sociale-démocrate et je poursuis ma route ».

Et à la question de savoir s'il était prêt à laisser sa place à Khomeiny, il répondit :

« Je ne laisserai pas ma place à un ayatollah, de même que l'ayatollah n'est pas prêt à me laisser sa place (...)
"Il y a une Constitution; ou vous acceptez cette Constitution, ou vous ne l'acceptez pas. Moi, je l'accepte. Je dis seulement qu'elle a été violée pendant des années et des années par le Roi. Maintenant, il faut établir dans le sens démocratique, ce que nous avons perdu pendant des années » 78.

Afin de pouvoir réaliser son programme de réforme, après le départ du Shâh, Bakhtiâr comptait sur les militaires, la seule institution encore plus ou moins intacte. Mais, selon le

général Huyser, les chefs militaires voulaient également quitter le pays après le Roi et le général s'était donné beaucoup de peine pour les en dissuader 79.

S'agissant du départ du Shâh, le Dr. Razmârâ, ancien Ministre du gouvernement Bakhtiâr affirme :

« Nous tous, insistions pour que le chah quitte le pays. Nous pensions - bien sûr on se trompait - que si le chah partait, le pays se calmerait. C'était parce que nous ignorions le complot préparé par les mollahs et la mosquée (...) Si le chah n'était pas parti, l'armée n'aurait pas été ainsi désintégré... »80.

M. A. Rastégâr déclare que dans la ville de Shiraz, il y avait un sentiment de réjouissance après le départ du roi 81.

Une fois le Shâh parti, les tractations et négociations entre le pouvoir et l'opposition se multiplièrent.

Tractations de dernières chances

Le 12 janvier 1979 (22 Dey 1357), Khomeiny publia à Neauphle-le-Château, le programme de son gouvernement. Il venait également de former à l'intérieur du pays, un "Conseil de la Révolution " chargé d'appliquer son programme provisoire dont les points principaux furent :

1- Création du Conseil de la révolution Islamique qui doit étudier la formation d'un gouvernement provisoire.

2- Le gouvernement provisoire préparera les élections à l'assemblée constituante et organisera ensuite les législatives selon la nouvelle constitution 82.

L'intermédiaire entre Bazargân et le "Conseil de la Révolution" d'une part et les responsables américains d'autre part (Stempel, Sullivan), fut Abbas Amir Entézâm 83.

D'après Gary Sick, le 14 janvier 1979, M. Warren Zimmermann, conseiller politique de l'ambassade US à Paris rencontra officiellement M. E. Yazdi, l'envoyé de Khomeiny 84.

Par ailleurs, M. Banisadr, conseiller également de Khomeiny, entra en contact durant la même période avec des représentants américains (C.I.A) à Paris 85.

Le Dr. Razmârâ nous déclara qu'avant l'arrivée de Khomeiny, il était en contact, avec l'accord de M. Bakhtiâr, avec une série de personnes :

« J'ai rencontré Dr. Béhéshti avec les dirigeants du Front National, M. Sanjâbî, Madani et de Hassibi. Une fois. À cette occasion, j'ai commencé à m'inquiéter quand Béhéshti m'a dit : Nous avons résolu la question de l'armée" ... »86.

Après un séjour à Téhéran, l'ancien Ministre américain de la Justice Ramsey Clark, déclara qu'il conseillerait à l'administration américaine de prendre contact avec l'ayatollah Khomeiny, et d'admettre que le gouvernement Bakhtiâr n'était pas viable 87.

M. Clark se rendit le 22 janvier à Neauphle, pour rejoindre son compatriote, le professeur James Craft, qui avait passé une dizaine de jours avec l'ayatollah.

Tout en restant ferme sur ses positions, Bakhtiâr ne voulait pas fermer la porte aux négociations. Il s'efforça de parvenir à un minimum de consensus avec Khomeiny.

Tout d'abord, il envoya à Paris le Président du "Conseil de Régence", Seyed Jalâlê Téhérani afin de rencontrer Khomeiny et d'établir un dialogue entre lui et le gouvernement. Mais, Khomeiny refusa de le recevoir et exigea sa démission. Téhérani démissionna de son poste le 1er Bahman, en déclarant que le C. de R était illégitime d'après un ordre religieux (Fatwâ) de l'ayatollah. Il se rendit ensuite chez Khomeiny et adhéra à son mouvement 88.

Au cours des négociations avec les représentants de Khomeiny à Téhéran, Bakhtiâr avait décidé de se rendre à Paris pour rencontrer Khomeiny en tant qu'Iranien. Les religieux (ayatollahs Béhéshti et Mottaharî) et Bazargân avaient donné leur accord et avaient contribué à la rédaction d'une lettre, que Bakhtiâr allait rendre publique le 23 janvier 1979 :

« À Son Eminence le Grand Ayatollah Seyed Rûhollah Khomeiny (...)

Permettez-moi, de porter brièvement à votre connaissance, quelques points qui intéressent le précieux dirigeant que vous êtes. J'espère pouvoir, avec l'aide de Dieu le Grand, exprimer clairement ce qui est de mon devoir en tant qu'iranien musulman combattant (...)

1- Votre Excellence sait que le programme de ce gouvernement du début à la fin (...) ce sont les mêmes points qui depuis de longues années, ont été envisagés par votre sainte personne et par les autres combattants en ce qui concerne les droits et les libertés. Dès mon accession au poste de Premier Ministre, sans attendre et avec l'aide de Dieu, j'ai commencé dans la joie et l'honnêteté à le mettre en application. Sans aucun doute, si l'on m'accorde un délai raisonnable, pour la préservation des droits légitimes de la nation musulmane et combattante de l'Iran et pour le respect de l'âme pure des martyrs de la liberté et engagé par 25 années d'expérience de lutte politique (...), j'appliquerai la totalité de ce programme (...).

2- Bien que la visite du grand leader religieux que vous êtes, soit un bonheur que je désire comme la plupart des enfants de l'Iran (...), permettez-moi de vous dire, qu'à mon avis, dans les conditions actuelles, et à cause des différentes intrigues, et l'état de soulèvement dans lequel se trouvent les groupes partisans et adversaires, le retour de votre personne provoquera des troubles et des perturbations qui, empêcheront le gouvernement de continuer son programme qui est celui de l'ensemble des défenseurs de la liberté (...).

3- Si, après votre retour, vous proclamez la création d'une organisation politique contraire à la loi constitutionnelle actuelle du pays, vous mettrez sans doute le gouvernement dans une situation très difficile et dangereuse. Or, je ne voudrais pas assumer les conséquences d'une telle chose.

4- J'espère qu'en tenant compte de ma situation (...) vous permettrez que tout changement de régime du pays soit effectué dans la paix et la tranquillité et selon les traditions démocratiques en vigueur dans le monde entier (...) signé : Chapour Bakhtiâr »89.

Le 27 janvier (Le 7 Bahman 1357), Bazargân déclara à l'entourage de Khomeiny, que Bakhtiâr allait se rendre à Paris dans les 48 heures afin de rencontrer Khomeiny en tant qu'Iranien. Ce voyage avait l'accord des religieux de Téhéran et de Bazargân. Le soir même Khomeiny donna son accord de principe à ce voyage 90.

Mais qui a empêché la rencontre entre Bakhtiâr et Khomeiny ? Plusieurs personnes ont depuis revendiqué la paternité d'une telle action. L'une d'entre elles est M. Banisadr qui prétend, dans son ouvrage "l'Espérance Trahie" que c'est lui qui avait empêché cette rencontre⁹¹.

Toutefois, Ebrahîm Yazdi déclare que ce sont les ayatollahs Rabâni-Shirâzi et Khalkhâli qui ont empêché la rencontre Bakhtiâr-Khomeiny 92.

Tandis que Sullivan s'efforçait d'obliger le Gouvernement US d'entrer en contact avec Khomeiny, le Président Carter autorisait le 14 janvier une rencontre entre Warren Zimmerman, le conseiller politique à l'ambassade américaine de Paris et Ebrahim Yazdi, le conseiller de Khomeiny 93.

Dans un message envoyé le 18 janvier 1979 à Washington, l'ambassadeur américain à Téhéran relata le contenu d'un entretien entre Stempel et le représentant du MLI, M. Tavassoli.

Au cours de cet entretien, M. Tavassoli (Tavakôli), lui remit un message de M. Méhdi Bazargân en deux points, disant que le MLI était reconnaissant au gouvernement américain d'avoir empêché les militaires de préparer un coup d'état, et que le mouvement islamique devait prendre de vitesse le parti Tudè afin qu'il ne puisse pas se placer dans le système politique iranien 94.

L'accumulation de données erronées par l'ambassade américaine de Téhéran, renforça Sullivan dans son initiative de rapprochement entre Méhdi Bazargân et les responsables militaires du pays.

Dans une note envoyée le 23 janvier 1979 à Washington, l'ambassadeur américain écrit que selon M. Minâtchi (futur Ministre de Bazargân), Méhdi Bazargân souhaitait négocier directement avec le général Qarébâqi et Moqadam, le directeur de la SAVAK. Le message ajoutait que la rencontre entre le MLI et les militaires devait avoir lieu dans les 24 heures⁹⁵.

Pour sa part, Thomas Schaefer, attaché militaire américain à Téhéran, envoya à Washington, le résultat de l'entretien qu'il eut le 25 janvier 1979, avec l'amiral Madani. Selon ce message, Madani déclarait que les États-Unis devaient soutenir le gouvernement Bazargân, car le nouveau gouvernement ne serait pas islamique, mais socialiste sans la monarchie⁹⁶.

D'autres informations influençant l'ambassade émanaient des proches du Palais. Dans un rapport envoyé le 28 janvier 1979 à Washington, l'ambassade relate les points de vue d'Ebrahim Khâjé-Nûri. Ce dernier avait suggéré aux Américains de lâcher le Shah et de soutenir Khomeiny afin d'empêcher l'arrivée au pouvoir des communistes 97.

De son côté, M. Bazargân conseilla à Bakhtiâr de démissionner en invoquant les raisons suivantes :

« J'étais partisan d'une politique par étape, moins coûteuse en vies humaines, Khomeiny, pour sa part, considérait que tout atermoiement risquait de faire tomber l'esprit révolutionnaire des masses. Aujourd'hui, je dois admettre qu'il avait raison, car sa méthode de lutte a été couronnée de succès » 98.

Et enfin, Maître Hassan Nazih, bâtonnier de l'Ordre des avocats de Téhéran et membre du Front National déclara, dans un entretien accordé à Paul Balta, au sujet du futur régime islamique et de sa Constitution, que la république islamique serait fondée sur les Droits de l'Homme 99.

Le retour de l'Âge"^I (Le 1er février 1979)

Le conseiller de Khomeiny à Neauphle, Dr. Yazdi écrit que le 23 janvier 1979, un émissaire du gouvernement français, M. Chayet (directeur des conventions au Quai d'Orsey) se rendit chez Khomeiny à Neauphle, afin de lui remettre un message du gouvernement français indiquant que M. Bakhtiâr avait convoqué l'ambassadeur français à Téhéran afin de lui demander de faire dire à l'ayatollah Khomeiny qu'il ne souhaitait pas son arrivée en Iran et que son gouvernement se défendrait avec vigueur 100.

Toutefois, Khomeiny arriva à Téhéran le 1er février à bord d'un charter d'Air France. Au cours du voyage, à la question d'un journaliste qui lui demanda ce qu'il ressentait de retourner en Iran après 16 années d'exil, il répondit "rien".

Après son arrivée à Téhéran, Khomeiny se rendit au cimetière de Béhéshtè-Zahrâ, à proximité de Téhéran, afin de rendre hommage aux martyrs de la "révolution". Dans un discours devenu célèbre depuis, il déclara que le règne du Shâh comme celui de son père, ainsi que tous les gouvernements successifs étaient illégaux : "C'est moi qui choisis le gouvernement. Je frappe à la gueule de ce gouvernement..." 101.

Au même moment, Sullivan demanda à Washington de nouvelles instructions. La réponse de Washington fut claire. Il fut informé que les Etats-Unis continuaient à soutenir le gouvernement constitutionnel de M. Bakhtiâr 102.

Au lendemain de l'arrivée de Khomeiny à Téhéran, le Premier Ministre Bakhtiâr participa à l'émission "Téléphone sonne" de France-Inter. Il déclara au cours de cette émission :

« Je continuerai à laisser les portes ouvertes. Mais, il y a des principes sur lesquels je suis intransigeant. Que je sois Premier Ministre, que je sois le balayeur de rue, je suis pour la démocratie. Je ne suis pas pour la populace, je suis pour le peuple... » 103.

Le soir du 4 février, une rencontre eut lieu entre un Américain, décrit par Sullivan comme : "American businessman and self-styled international intriguer" et le général Hossein Fardûst^{II},

^I "Le démon est parti, l'ange est revenu" slogan à l'occasion de l'arrivée de Khomeiny à Téhéran.

^{II} Hossein Fardûst accompagna le Shâh en Suisse où les deux suivirent des études secondaires à Rosey. Depuis, les deux "amis" restèrent très liés jusqu'aux événements de 1978-79. Fardûst occupa des fonctions importantes, notamment celle du chef de "l'inspection impériale" supervisant une série d'organisations, surtout celles des renseignements. Il adhéra, dans des circonstances peu claires, à la république islamique. Il est mort, il y a quelques années mystérieusement en prison en Iran, après avoir faits des "aveux" télévisés sur les politiques étrangères britannique et américaine en Iran (voir également plus loin).

ami intime et confident du Shâh. Dans un rapport portant sur cette rencontre et envoyé par Sullivan, le 7 février au Département d'Etat, nous lisons :

« D'après Nathanson^I, Fardust cherche un arrangement entre Khomeiny, le gouvernement américain et les éléments pro-occidentaux comme lui-même. Bakhtiâr dispose de peu de soutien en dehors de l'armée, et il est temps de se concentrer pour modérer Khomeiny. Il est essentiel d'être sûr que le nouveau gouvernement pro Khomeiny réussira, car, si ce gouvernement échoue, les communistes sont sûrs de prendre le pouvoir (...)

Nous devons surtout nous assurer que l'armée reste en dehors de l'arène politique. L'armée ne doit soutenir ni Khomeiny, ni Bakhtiâr » 104.

Ainsi, le rôle joué par Fardûst s'avère fondamental dans la position qu'adoptera l'armée quelques jours plus tard.

La présence de Khomeiny à Téhéran renforça la détermination des dirigeants du Front National, d'anciens amis de Bakhtiâr, de tout faire afin de se débarrasser de ce dernier.

C'est ainsi qu'avant la nomination de M. Bazargan, au poste de Premier Ministre, M. Sanjâbi entra en contact avec le Président de l'Assemblée Nationale, le Dr. Saïd, et un certain nombre de députés, en leur demandant de censurer le gouvernement Bakhtiâr et de soutenir le candidat de Khomeiny au poste de Premier Ministre. M. Saïd accepta cette proposition et une réunion se tint à cette fin chez Sanjâbi, où l'envoyé spécial de Khomeiny, l'ayatollah Moussavi Ardabili^{II}, rencontra Dr. Saïd afin de mettre au point la procédure de destitution de Bakhtiâr. Toutefois, pour des raisons diverses et notamment le refus de certains militaires, ce plan échoua 105.

Deux gouvernements pour un seul pays (5 février 1979)

Khomeiny savait pertinemment que la seule personne qui pouvait véritablement gêner Bakhtiâr dans ses efforts était Bazargân.

Ami de longue date de Bakhtiâr et comme lui collaborateur de Mossadegh, Mehdi Bâzargân avait fait ses études d'ingénieur à Paris.

Avant et pendant ces événements, il dirigeait le "mouvement de libération d'Iran" (Néhzatè Azâdi), de tendance islamiste modérée 106.

En effet, parmi les islamistes, seul Bazargân, ami de longue date de Bakhtiâr et collaborateur de Mossadegh pouvait amener vers Khomeiny un nombre très important de membres de l'élite iranienne, qui jusque là soutenait Bakhtiâr.

Avant d'être nommé par Khomeiny au poste de Premier Ministre, Méhdi Bazargân avait envisagé de faire pression sur le Majless, afin que celui-ci retire son vote de confiance à Bakhtiâr et compose avec l'équipe Bazargân.

Un rapport envoyé le 6 février par l'ambassade américaine à Washington, déclare à ce sujet que le départ de Bakhtiâr faciliterait le travail du gouvernement islamique dans sa recherche d'arrangement avec le Conseil de Régence et de la nomination de Bazargan au poste de Premier Ministre par la voie constitutionnelle 107.

Mais, Khomeiny préféra aller plus vite et nomma, le 5 février, Méhdi Bazargan, au poste de Premier Ministre du Gouvernement révolutionnaire provisoire dont la tâche était de préparer un référendum pour la proclamation d'une "république islamique".

La nomination de Mehdi Bazargân au poste de Premier Ministre fut "légitimée" par Khomeiny en tant que dignitaire religieux et chef révolutionnaire. Cette nomination ne correspondait à aucune loi en vigueur dans le pays.

Cependant, Bakhtiâr ne désarma pas et multiplia les déclarations hostiles à Khomeiny et à Bazargân. Dans une interview au "Monde" du 9.2.79, il déclare :

^I Georges Nathanson est un juif américain qui a vécu en Iran pendant 22 ans. Il représentait plusieurs compagnies américaines en Iran. Parlant bien le persan, Nathanson connaissait tous les personnages importants de l'Etat impérial. Selon diverses sources, il aurait financé l'organisation de plusieurs manifestations anti-gouvernementales durant la crise.

^{II} L'ayatollah Ardabili fut membre du "Conseil de la révolution" et procureur islamique. Il est l'un des personnages importants de la république islamique.
Copyright : Sh.Vaziri, septembre 1990.

« Les yeux des gens vont s'ouvrir. Ils finiront par se rendre compte que Khomeiny est un homme jaloux et ignare qui ne veut ni parler ni entendre parler de Mossadegh, qui a pourtant nationalisé le pétrole » 108.

Toutefois l'élite du pays refusait d'envisager qu'un régime islamique pouvait signifier autre chose que la liberté et la démocratie. Le cinéaste Daryush Mehrjui, reconnaissait que "tout le mouvement est basé sur un profond désir de justice", mais il ajoutait que l'ayatollah Khomeiny était celui qui avait su comprendre ce désir de justice 109.

Un journaliste de "Keyhan", Raji, déclarait que la liberté de presse était totale, mais que cette liberté n'était pas due à la générosité de M. Bakhtiâr. Il prédisait que si la république islamique remettait en question cette liberté de presse, elle serait confrontée à la même révolution 110.

Le responsable des "Môjâhedines", Massud Rajavi, se prononçait pour une "république islamique démocratique et anti-impérialiste", même au prix d'une lutte armée contre "l'impérialisme".

De son côté, les responsables des "Fédayin du peuple" déclaraient qu'ils se préparaient à la lutte armée et à la guerre civile pour détruire l'armée 111.

Et enfin, une femme, professeur d'architecture à l'Université de Téhéran affirmait que si le gouvernement islamique lui demandait de porter le voile, elle accepterait, pourvue qu'elle puisse avoir une société démocratique :

« Mais, je suis sûre que nous aurons assez de liberté dans un avenir islamique. Il n'y aura pas de différence entre l'homme et la femme dans une république islamique » 112.

Le soutien accordé par M. Bazargân et les intellectuels à Khomeiny et au mouvement religieux s'averera décisif dans le revirement des forces armées.

L'abandon...

Au cours de la troisième réunion du CCA, le 31 janvier (le 57/11/9), le directeur de la SAVAK, le général Moqadam déclare :

« Á mon avis, ici, le plan est de supprimer la force nationale; l'une des bases de cette force nationale est l'armée impériale (...)

Donc, si le gouvernement veut résister, il doit résister à la nation. C'est-à-dire, si l'armée résiste, elle doit résister face au peuple et actuellement, vous voyez qu'il n'y a d'autre appréciation que l'anéantissement du peuple et de l'armée ... »113 .

Au cours de la même séance, le général Najimi-Nâini, le conseiller du commandant en chef des armées répliqua en déclarant que si Bakhtiâr démissionnait, personne n'accepterait ce poste, et l'on se demande ce que deviendrait l'armée, en l'absence du Conseil de Régence et de Bakhtiâr. Il ajouta au sujet de Khomeiny:

« Il est en train de transformer les 2500 ans d'histoire de l'Iran. Il n'acceptera pas de discuter avec Chapour Bakhtiâr, ni de l'écouter", et il conclut :

« Nous devons clarifier notre stratégie (...) *sinon, nous serons anéantis peu à peu et ensuite (...) nous fondrons comme la neige, Nous fondrons comme la neige...*".

Et le général Tûfâniân conclut : "durant toute une vie, nous n'avons pas vu de luttes politiques. Aujourd'hui, c'est pareil, je ne connais pas les affaires politiques... » 114.

Pendant ce temps, et à l'occasion du retour de Khomeiny, le Président de l'Assemblée nationale, Javâd Saïd, déclarait le 7 février (17 bahman), devant les députés qu'il souhaitait la bienvenue à l'ayatollah Khomeiny et qu'il pensait que le pays sortirait de l'impasse par les voies pacifiques 115.

Le 8 février 1979 (18 bahman 1357), les fonctionnaires dépendant du Premier Ministre apportaient leur soutien à M. Bazargân 116.

Cependant, le Premier Ministre ne perdit pas son courage et s'efforça de faire tout ce qui était dans son pouvoir afin de sauver la situation.

À partir du 9 Février, les groupes d'actions entraînés, composés de Mûjaheds, de Fédayins, et de khomeinistes, s'attaquèrent aux commissariats et aux dépôts d'armes légères, afin de préparer le "grand soir".

L'entrée en action des élèves aviateurs en faveur des khomeinistes porta un autre coup au moral des militaires fidèles au gouvernement.

Finalement, le dernier acte, décisif, des commandos pro-khomeinistes et des militants pseudo-marxistes, se déroula, entre le 9 et 10 février, quand ces derniers, marchèrent vers les hauteurs des quartiers de "Farah âbâd" où se trouvaient les dépôts de l'armée et les usines d'armement "jâlè", afin de s'emparer d'armes légères, de munitions, de grenades etc.

Afin d'empêcher l'auto-armement des commandos hostiles, ainsi que les populations en révolte, le Premier Ministre Bakhtiâr donna un ordre écrit, le 10 février au commandant de l'aviation et des forces terrestres de sommer la population de quitter les lieux dans l'heure qui suit et de bombarder ensuite tous les dépôts d'armes.

Cet ordre ne fut jamais exécuté, car les généraux avaient déjà pactisé avec l'adversaire 117.

Désormais, les opposants disposaient de toutes sortes d'armes et de munitions et pouvaient facilement occuper et contrôler les lieux publics.

Le dimanche 11 février (22 bahman 1357), la presse annonçait l'adhésion du Ministre de la cour et de ses fonctionnaires à Khomeiny, la démission du président du Majless du Conseil de la régence, l'auto-dissolution du Majless et du Sénat 118.

En ce qui concerne l'influence des pays européens et américains sur le renforcement du courant Bazargân-Khomeiny, une lettre de Bazargân envoyée quelques mois après sa victoire au journal "Ettelâ'ât" donnera quelques précisions au sujet des tractations de coulisse :

« C'est alors que les ambassadeurs des pays européens et des Etats-Unis, qui ne songeaient auparavant qu'à soutenir l'ex-chah et l'ordre monarchique, se trouvèrent confrontés au développement de la lutte (...) Ils étaient si résignés qu'ils finirent par accepter l'arrangement suivant : si le passage à la République islamique respectait l'esprit de la constitution iranienne , et si le changement de régime se faisait au moyen d'un référendum et de votations régulières, la reconnaissance du nouveau régime et le "lâchage" du chah ne leur poserait aucun problème. C'est pourquoi, au début de Bahman 1357 (fin janvier 1979), se tint une réunion de trois personnes (un membre du clergé et du Conseil de la Révolution, l'ambassadeur des Etats-Unis et moi-même), au cours de laquelle fut discutée l'organisation du référendum (...)

Pendant que j'étais en contact avec l'ambassadeur américain, j'obtins de l'ambassadeur soviétique, le 14 bahman 1357, la promesse de reconnaissance par le gouvernement soviétique de l'éventuel gouvernement de la république islamique... » 119.

Les contacts suivis entre les chefs de l'opposition et les chefs militaires, ainsi que le caractère apolitique et servile des commandants de l'armée provoquèrent la débandade des forces armées au profit des religieux.

"Fondre comme la neige" (Le 11 février 1979)

En octobre 1977, à l'occasion de l'anniversaire du Shâh, le général Azhârî, le chef de l'armée, portait le jugement suivant sur le rapport entre le Shâh et l'armée :

« Shâhanshâh, l'Empire d'Iran et le peuple de ce pays millénaire, vivent actuellement dans l'ère la plus splendide de leur histoire. Cette époque glorieuse est le fruit de la personnalité et le génie inné du Shâhanshâh. L'armée impériale est aussi fière sous les ordres de son chef suprême d'avoir à sa disposition le matériel de guerre le plus moderne et des soldats pleins d'amour à l'égard de la patrie et du Shâh. Cette armée moderne et puissante est capable de défendre le patrimoine et les valeurs sacrées de la patrie (...) et d'accomplir sa mission qui est de défendre les valeurs de la révolution du Shâh et du peuple ... » (in: Temps Présent)

Le 11 février 1979, aux environs de 14 heures, la radio de Téhéran diffusa une déclaration du conseil des commandants de l'armée :

« L'armée iranienne a le devoir de protéger l'indépendance et l'intégrité territoriale de notre cher pays. Elle a jusqu'à présent, au milieu des troubles qui ont ensanglanté notre Partie, accompli de son mieux le devoir de défendre les différents gouvernements légaux du pays. Étant donné la récente évolution de la situation intérieure, le "Conseil Supérieur de l'Armée" s'est réuni aujourd'hui 22 bahman 1357 à 10 h 30 et a décidé, à l'unanimité de déclarer sa neutralité dans les querelles politiques qui opposent les factions, ceci afin d'éviter aussi bien d'accroître le chaos et l'anarchie intérieure que d'ensanglanter le pays. L'Ordre a été donné aux Unités militaires de réintégrer leurs casernes... » 120.

Ce communiqué était signé par 27 généraux commandants et responsables des différentes Unités militaires¹.

Dans un ouvrage écrit après la "révolution", le général Qarébâqi, le chef de l'Etat-major de l'armée, s'efforce de justifier l'attitude des généraux qui proclamèrent le 11 février 1979 la "neutralité" de l'armée en accusant dans cette affaire le premier Ministre Bakhtiâr. Parmi les critiques adressées à Bakhtiâr de la part de Qarébâqi, il y a notamment la libération des prisonniers politiques et la dissolution de la police politique. Il qualifie Bakhtiâr d'opportuniste, d'ambitieux et lui reproche également d'avoir exigé le départ du Shah et d'avoir laissé Khomeiny revenir en Iran 121.

Il écrit, par ailleurs, qu'il était évident pour lui et les autres commandants de l'armée que Bakhtiâr avait l'intention de changer la constitution, afin de se proclamer président de la république 122.

Un autre point sur lequel Qarébâqi se base pour justifier l'attitude des militaires le 11 février, c'est d'après lui la démission de Bakhtiâr. Il prétend que lors d'une réunion ayant lieu chez M. Jafrûdi le dimanche 11 février à 16 heures^{II}, et à laquelle devait participer également M. Bakhtiâr, M. Jafrûdi aurait déclaré : "M. Bakhtiâr a envoyé sa démission et s'il n'est pas présent ici, c'est à cause de sa sécurité" 123.

Cependant, M. Jafrûdi dément catégoriquement ces dires et prétend que M. Bakhtiâr n'a jamais démissionné 124.

Le général Qarébâqi lui-même savait bien que Bakhtiâr n'avait pas l'intention de démissionner. Au cours de la 3ème séance du CCA, le 30 janvier 1979 (57/11/9), et en réponse au général Rahimi qui déclarait que si Bakhtiâr démissionnait, il fallait nommer un premier Ministre militaire, le général Qarébâqi dit que Bakhtiâr ne démissionnerait pas puisque c'est "un homme décidé" 125.

^I Les signataires de cet acte furent les généraux suivants : Qarébâqi, Abdol-Ali Najimi-Nâini (conseiller de Qarébâqi), Shaféqat, Fardûst, Hûchang Hâtam, Nasser Moghadam, Ahmad-Ali Mohaghéghi, Abdol-Ali Badreyi, Amir-Hossein Rabi'i, Kamâl Habibollahi, Jafar Sâneyi, Abdol- Majid Massûmi-Nâini, Assadollah Mohssène- Zâdè, Hossein Jahânâni, Mohamad Kâzèmi, Khalil Bakhshi- Azar, Ali- Mohammad Khajénûri, Parviz Amini-Afshâr, Amir-Farhang Khalatbari, Mohamad Farzâm, Jalâl Péjmân, Manûchehr Khosrodâd, Nassère Firûzmând, Mûssâ Rahimi- Lârijâni, Mohamad Rahimi-Abkênâri, Rézâ Tabâtabâi-Vakili.

^{II} Outre le général Qarébâqi et M. Jafrûdi, les personnes présentes à cette réunion étaient: Dr. Siâssi, ancien recteur de l'Université de Téhéran, Haq-Shénâs et Khalili du Front National, Bazargân, Amir Entezâm et Sahâbi du M.L.L, ainsi que le général Moqadam, le chef de la Savak.

En réalité, la raison de l'absence de M. Bakhtiâr à cette réunion fut qu'ayant appris dans la matinée la déclaration des militaires, il n'avait plus de motif de participer à une telle réunion de conciliation avec Mehdi Bazargân et les autres.

La décision prise par les chefs militaires fut l'objet de controverses et d'interprétations diverses de la part des protagonistes de la crise et des différents auteurs.

La première question est celle de savoir ce qui arriverait si l'armée n'avait pas proclamé sa "neutralité" dans les événements et avait soutenu le gouvernement Bakhtiâr.

L'on pourrait supposer que le gouvernement constitutionnel aurait eu le temps de "démontrer" à la population et aux élites qu'il était bel et bien décidé à aller dans le sens des revendications des insurgés en organisant des élections libres dans des conditions démocratiques. Le gouvernement Bakhtiâr aurait pu également chercher un compromis avec l'opposition et éviter une confrontation.

Certes, l'hypothèse d'une confrontation entre l'armée et les miliciens islamiques était envisageable, mais dans ce cas, le prix à payer aurait, peut être, été moins élevé que celui, imposé par la victoire de Khomeiny.

Par ailleurs, les chefs de l'armée auraient pu poser certaines conditions à Khomeiny en échange de leur "neutralité" et ne pas s'y soumettre comme ils l'ont fait.

En nous penchant sur les différentes réactions suscitées par la décision des militaires, nous saisissons l'importance attachée à cet événement clé.

Les auteurs de la "Débâcle..." constatent qu'afin d'éviter un coup d'Etat militaire contre sa personne, le Shâh avait pris des mesures qui rendaient l'armée inefficace en cas de crise, car tous les chefs militaires étaient devenus totalement dépendants de lui 126.

De son côté Barry Rubin souligne que les arrangements de l'opposition avec Fardust, Qarebaqi et Moqadam aboutirent à l'abandon par les militaires de Bakhtiâr 127.

Dariouche Homayoun, met directement en cause l'ancien chef de la Savak, le général Moghadam, accusé d'avoir voulu dès le début parvenir à un compromis avec les opposants et principalement avec les dirigeants religieux. Sa bande dans l'armée, écrit Homayoun, était dirigée par le général Hossein Fardûst et comprenait le général Qârêbâqi et plusieurs autres généraux qui contrôlaient presque tous les services de renseignements 128.

Mais, sur ce point, les écrits du Dr. Yazdi, proche conseiller de Khomeiny sont plus révélateurs. En révélant l'existence de contacts et de discussions entre les membres du Conseil de la Révolution et les chefs militaires, il conclut à l'abdication et non à la neutralité de l'armée 129.

Apparemment, les rapports entre le CCA et le Conseil de la révolution étaient très "amicaux". Aussi, la description du déroulement de la journée du 11 février par Yazdi est instructive :

« Le 22 bahman (11 février, NDR), les commandants et les chefs de l'armée se réunirent afin de discuter des affaires courantes du pays. Pendant les débats de la séance du conseil de la révolution (...) au sujet des membres du gouvernement provisoire, nous attendions la décision du CCA. Á 2 heures de l'après midi, l'émissaire entre le conseil de la révolution et le CCA arriva et nous informa de la décision de la réunion. La majorité des membres du CCA avait voté la capitulation devant la révolution du peuple ainsi que la soumission au gouvernement provisoire de M. Bazargân. Une déclaration du conseil de l'armée à ce sujet a été également diffusée par la radio. L'on dit que Qarebâqi avait joué un rôle important dans cette décision des commandants. Le même jour, vers les 2 heures de l'après-midi, Bakhtiâr fuit son bureau de Premier Ministre et se cacha » 130.

Ainsi, il est facile de comprendre pourquoi Bakhtiâr ne s'était pas rendu à la réunion de 16 heures avec Qarebâqi et Bazargân.

Le témoignage du général Rabi'i, le commandant en chef de l'armée de l'air, lors de son "procès", est aussi révélateur. Après avoir déclaré qu'il avait désobéi à Bakhtiâr, le 19 bahman, en distribuant des armes parmi les Homâfar (élèves de l'école de l'armée de l'air) qui s'étaient révoltés, il déclara, en réponse à la question de savoir pourquoi l'armée avait déclaré sa neutralité et ne s'était pas *solidarisée* avec les révolutionnaires :

« Je dois dire que s'il n'y avait pas le problème des tractations de paix, l'armée se serait solidarisée à peu près un mois auparavant (...)

Je dois déclarer que la neutralité par rapport à Bakhtiâr signifiait que Bakhtiâr ne signifierait qu'une chaise (vide) (...) en réalité il s'agissait plus que d'une solidarité »131.

En réalité personne ne s'attendait à ce que les militaires cèdent avec une telle facilité.

M. F. Soltani réaffirme son étonnement face à la décision des militaires: " Pour nous, il était impensable que l'armée cède de cette façon (...)

Il était inimaginable que le groupe dirigeant l'appareil militaire proclame sa neutralité aussi vite..."¹³².

M. Rézâ Dâнешvar explique que l'image qu'il avait gardé de l'armée laissait penser qu'elle était solide et homogène, qu'elle entrerait en action le moment venu¹³³.

Pour l'ancien Ministre Amir Parviz, la chute du régime devint une réalité quand l'armée déclara sa neutralité :

« Bien sûr, l'on envisageait que le chah puisse quitter l'Iran, ou la reine ou le prince héritier puissent occuper certaines fonctions, mais la chute absolue du régime n'était vraiment pas envisageable. Quand j'ai entendu à la radio à une heure de l'après-midi, le communiqué de Qarébâqui, dès ce moment, il était évident pour moi que le régime allait tomber »¹³⁴.

Le général Béhbûdi rend le système impérial, responsable de l'attitude des militaires. Il souligne que le système de commandement était personnalisé, et que les chefs de l'armée étaient des satellites du Shah¹³⁵.

De toute manière, l'abandon de l'armée signifia la prise du pouvoir par les bandes armées de Khomeiny.

Désormais, la rue était investie par ceux qui allaient devenir des membres des "Komités" ou des "Gardiens de la révolution" islamiques.

Deux témoignages sur la journée du 11 février nous permettent d'en saisir l'ambiance.

Mlle Lâdan Bôrûmand était partie, avec un groupe de militants, à la caserne militaire d'Eshrat-Abâd, avant d'aller au Majless (Parlement) :

« Tout le monde était anxieux. Les visages n'étaient pas vraiment gais (...)

Quand je suis entrée à l'intérieur du Majless, j'ai vu qu'ils étaient en train de briser les vitres et de décrocher les tableaux (...), c'était comme s'ils démolissaient le palais du Shâh (...). J'ai vu comment ces bâtiments et institutions qui, devraient représenter la démocratie, étaient discrédités »¹³⁶.

M. Mahmûd Héjâzi qui avait pris activement part aux événements de cette journée raconte:

« Nous avons joué un rôle essentiel aux premiers jours de l'arrivée de Bazargân et aux derniers jours de l'ancien régime. L'un de nos amis qui travaillait à l'administration d'électricité et qui était responsable des réseaux de distribution, nous a réunis et nous a organisés. Nous avons ainsi pu détecter les antennes de la Savak et écouter leurs conversations. Nous transmettions ces informations à l'école où se trouvait Khomeiny (...). Un autre incident concernait la prison d'Evine. Le projet de construction de cette prison était l'œuvre de nos collègues et nous savions qu'il n'y avait pas de portes secrètes. Quand, on a déclaré que les portes de la prison étaient bloquées et qu'il y avait des prisonniers qui avaient faim, nous avons constitué un groupe d'ingénieurs. À l'école où Khomeiny se trouvait, l'on nous a confié quelques anciens prisonniers d'Evine, les yeux bandés, et ensemble, nous sommes partis à Evine dans deux Land-Rover. Quand nous sommes arrivés à Evine, il y avait 8 ou 9 heures que le gouvernement Bakhtiâr était renversé, et dans la prison il n'y avait que trois prisonniers (...). Nous avons procédé à inspection, mais nous n'avons rien trouvé de particulier... »¹³⁷.

Ainsi, la "révolution" venait de triompher. Mais ce n'était ni les masses, ni les élites qui déterminèrent le caractère de cette "révolution", mais le clergé.

Aussi, les premiers discours prononcés à la Radio "libre" furent ceux des religieux qui donnèrent son qualificatif au soulèvement populaire: la « Révolution islamique »

Une semaine après la « Révolution islamique », une large banderole verte était déployée dans une grande avenue de Téhéran, sur laquelle on pouvait lire "Hélas, Marx n'est pas en vie, pour voir que la religion n'est pas l'opium du peuple.

Deuxième partie
Illusion et Révolution

VI - Causes et origines de la crise: problèmes d'interprétations

En étudiant rétrospectivement les causes de la crise iranienne, nous parviendrons à mieux évaluer et identifier le comportement des élites. Nous évoquerons les causes internes et externes de la crise aboutissant à la chute du régime impérial. Leur interprétation sera développée d'une part par des membres de l'élite iranienne (ceux du pouvoir et ceux de l'opposition de l'époque), et d'autre part par des responsables politiques des puissances étrangères concernées (USA, GB, France etc.).

La mise en cause de la nature du régime

L'ancien ambassadeur Sullivan considère dans "Obbligato" que la "populace" avait joué un rôle important dans la réussite de la "révolution":

« Cette populace ("mob") était composée de jeunes gens enragés qui en voulaient au système, non pas pour des raisons politiques ou idéologiques, mais parce qu'ils étaient frustrés par ce système"(...)

Pour la plupart, ils étaient des gens de l'intérieur et des villages qui étaient venus dans les grandes villes, partiellement à cause de la politique délibérée du Shâh qui avait détruit tout espoir dans l'agriculture et aussi, à cause des rémunérations substantielles offertes dans les industries urbaines (...). Mais bien qu'ils gagnaient plus qu'ils ne pouvaient gagner dans les villages, ils n'étaient pas contents » 1.

Z.Brezizinski partage en partie cette analyse. Il admet que le Shâh avait transformé la société iranienne, mais n'avait pas canalisé politiquement les nouvelles forces qu'il avait fait naître 2.

La frustration des jeunes et le déracinement des villageois liés à la politique de modernisation autoritaire du Shâh, sont effectivement des causes importantes du mécontentement.

S'agissant de la politique de conciliation et de concession pratiquée par le Shâh, Brezizinski pense que le Shâh aurait dû les mettre en pratiques deux ou trois ans avant la crise, car "once the crises had become a contest of will and power, advocacy of compromise and conciliation simply played into the hands of those determined to effect a complete revolution"3.

Un autre problème évoqué, c'est celui de l'information et de son utilisation par le régime.

Anthony Parsons, l'ancien ambassadeur britannique à Téhéran met quant à lui, l'accent sur le fait qu'il était erroné de penser que le Shâh était mieux informé que les occidentaux sur la situation interne de son pays 4.

Pour sa part, De Marenches évoque également la défaillance du système d'information du Shâh. Selon lui, les services secrets du Shâh étaient un peu un mythe et n'étaient pas très professionnels. Pour lui, la Savak était davantage une police qu'un service de renseignements. Et il conclut qu'il était désinformé et coupé de son peuple 5.

Toutefois, l'une des causes les plus importantes avancée par les critiques restent le phénomène de la corruption.

Fereydoun Hoveida met l'accent sur la corruption de la famille impériale et écrit dans "la chute du Shâh" :

« La corruption sévissait, en effet, au sein de la famille royale. Les frères et sœurs du Shâh, agissant en intermédiaires, se faisaient payer des commissions exorbitantes sur les contrats. Ils utilisaient en général le canal des compagnies où ils possédaient des parts majoritaires. (...) il suffit de relever que l'exemple de la famille royale faisait tache d'huile et se répandait à tous les niveaux de la société. Des fortunes colossales se constituaient en l'espace de temps nécessaire à la signature d'un contrat !... » 6.

Pour Amir Parvîz, la corruption joua également un rôle important dans l'avènement de la crise :

« Le point faible de l'ancien régime était beaucoup plus sa corruption que sa dictature (...). La corruption joua un rôle plus important que la dictature dans la chute de l'ancien régime (...). La racine de la corruption se trouvait sans doute à la cour et non au gouvernement (...) dans l'ensemble les cadres du gouvernement étaient plus propres que ceux qui dépendaient de la cour » 7.

L'ancien Ministre de l'Information Dâriûsh Hômayûn revient sur le même sujet :

« Des groupes appartenant à l'élite de la société iranienne considéraient les ressources nationales comme leur propre fortune et chacun en profitait sans limite, en fonction de ses capacités et ses liens avec la direction politique du pays. La corruption était telle qu'elle avalait une partie importante du revenu national (...). La direction politique, face à la vague montante de la corruption ne réagissait que de manière théâtrale. Une telle réaction supposait le bouleversement de toutes les hypothèses et fondements (...) du système politique (...)

Le système politique iranien était tel qu'il (le Shâh, ndr) avait peur des individus ayant de l'initiative (...) et des principes. Dans la course pour approcher la direction politique, les médiocres opportunistes (...) étaient les vainqueurs » 8.

Les témoignages d'anciens responsables confirment la dimension prise par la corruption issue de l'augmentation des revenus du pétrole et leur concentration entre les mains d'une minorité de privilégiés.

Hômayûn pose également le problème de la méfiance du régime envers le peuple. Il évoque le mépris pour l'opinion publique, et le "remplacement des valeurs morales par de l'argent, de la part d'une classe dirigeante qui se comportait comme si (...) elle avait mis le pied dans un pays occupé qui, rendirent le peuple étranger par rapport au gouvernement (...) Chacun ne songeait qu'à obtenir sa "part du pétrole" à tout prix" 9.

En ce qui concerne le fonctionnement du système impérial, Hômayûn écrit :

« Dans l'ordre gouvernemental iranien, le conseil des ministres n'avait pas beaucoup de pouvoir. La décision principale était prise par le Shâh. Le conseil des ministres (contrôlait) supervisait uniquement près de 38% du budget du pays et les 62 % restants étaient directement contrôlés par le Shâh. L'armée, les services d'ordre et de renseignements, la société nationale iranienne du pétrole et les autres organisations et fondations qui absorbaient la part la plus grosse du budget, se situaient en dehors du pouvoir gouvernemental » 10.

Et finalement, il porte un jugement sur les différentes responsabilités dans la "révolution". D'après lui, l'ancien régime et le peuple, les deux, sont responsables de ce qui est arrivé. Car, le premier ne comptait pas sur le peuple et le second ne tenait pas compte du "bien être" obtenu 11.

Il est évident qu'on pourrait difficilement rendre responsable un peuple qui n'avait aucune responsabilité politique dans les affaires du pays. Car la gestion politique du pays constitue également l'une des causes de la débâcle.

Dr. Razmârâ pose le problème de la manière dont le pays était dirigé quotidiennement :

« À partir de l'année 1973, j'ai été élu deux fois au Comité Exécutif de l'Ordre des médecins iraniens. En principe, dans l'atmosphère du pays, ceux qui jouissaient d'une clairvoyance et d'une vision claire, se rendaient compte de la manière dont le pays était géré, et que l'appareil mis en place était superficiel. Je voyais de près qu'à l'Université où dans les professions médicales, c'est la forme qui comptait et non le contenu (...)

Dès qu'on se levait le matin, on voyait Sa Majesté, ou la reine ou sa mère, ou les frères du roi intervenir dans la sylviculture, dans les questions atomiques, médicales, dans la longueur et la largeur des piscines, dans le sport etc.

Un autre problème est que dans un pays comme le nôtre, l'introduction du fleuve des pétrodollars, non seulement n'aide pas à la croissance économique, mais s'accompagne de la pauvreté, de l'inflation et de la corruption (...)

Moi, qui étais professeur à l'Université, je pouvais difficilement, ces derniers temps, louer une maison ou un appartement (...) par contre pour une minorité, les voies étaient toutes ouvertes : ils se levaient le matin avec rien, et le soir ils possédaient plusieurs millions de toumans en procédant à la spéculation foncière ... » 12.

Razmârâ souligne que dans ces conditions, les intellectuels sentaient qu'ils ne jouaient aucun rôle dans le devenir du pays. Il met également en évidence le rôle joué par la police politique :

« La tâche de la Sâvâk n'était pas uniquement un travail de renseignement et l'élimination du terrorisme. Pour réaliser une partie des profits gigantesques de la classe dominante, la classe corrompue de l'Iran agissait par l'intermédiaire de la Sâvâk (...)

Parce que j'avais déclaré à l'Ordre des médecins que l'Iran était dirigé par une mafia, j'ai été convoqué par la Sâvâk en 56 et au cours d'un entretien que j'ai eu avec M. Parvîz Sâbéti, j'ai été convaincu que dans la Sâvâk, une partie veut faire un travail de renseignement. Cette partie est paralysée par une autre, plus nombreuse, qui travaille dans le sens contraire (...)

À mon avis, avec l'influence et l'infiltration des Israéliens dans la Sâvâk, ils ont créé une situation qui a abouti à la chute du Shâh (...)

À l'Université, je ne pouvais pas trouver et lire en tant que professeur une copie de la constitution (...) Mais je voyais comment les agents de la Sâvâk, à l'Université Mélli, incitaient les étudiants à lire l'ouvrage de Sharîati... » 13.

Ainsi, les problèmes relatifs au fonctionnement autoritaire de la direction du pays constituent des éléments d'explication de la crise.

L'ancien député Mostafa Alamûti revient sur la question de la personnification du pouvoir impérial :

« Le régime iranien fut basé, après le 28 mordad 32 (19 août 53, n.d.l.r), sur la personne du Shâh. Le gouvernement, le Majless, les trois pouvoirs et les forces de l'ordre étaient en tout cas complètement entre les mains du Shâh (...). Au cours de ces années, de temps en temps, le Shâh s'affaiblissait et un gouvernement venait et occupait pour une courte période quelques espaces, mais aussitôt le Shâh dominait ces espaces et reprenait en main le pouvoir (...)

Bon, il pensait pouvoir garder le peuple pour lui, par l'intermédiaire des partis et des programmes de la révolution blanche (...). Mais étant donné que durant son règne, beaucoup d'opposants à l'intérieur et à l'extérieur avaient fait leur apparition, ces opposants ont commencé à accentuer leurs mouvements » 14.

Ainsi, de plus en plus d'observateurs rendent responsable le régime du Shâh de sa propre chute, à cause notamment l'absence de liberté et la gestion non démocratique du pays.

L'ancien Premier Ministre Shâpûr Bakhtiâr pense que le Shâh a facilité la tâche de Khomeiny, en empêchant la jeunesse de trouver d'autres refuges que celui de la religion :

« Comme il était interdit de se regrouper dans l'opposition et impossible de le faire dans les cellules du parti politique unique, la jeunesse se jeta dans les bras du clergé; la route nationaliste était fermée, celle de la religion était ouverte » 15.

Le militant nationaliste Mahmûd Héjâzi affirme que l'absence de liberté poussa les gens vers les mosquées :

« Dans le régime du Shâh, les libertés fondamentales étaient inexistantes (...), par conséquent toutes les organisations politiques, et toutes les réunions étaient suspendues, et la seule réunion qui restait était celle de la mosquée. C'est pourquoi, les mollahs se sont organisés. Le facteur le plus important qui a miné le régime du Shâh de l'intérieur était les contradictions internes du système » 16.

Djamshîd Peymân rend responsable l'ancien régime de sa propre chute:

« Le régime du Shâh joua un rôle principal dans sa propre chute (...), car il priva la population iranienne de la connaissance de ses droits sociaux. Il priva le peuple iranien de la connaissance de ses revendications sociales, dans le cadre des organisations politiques qui sont une nécessité de la vie urbaine et nationale... » 17.

Lors de son "procès", l'ancien Premier Ministre Hoveida, évoqua également la responsabilité du système du Shâh :

« Et si je vous informais que lorsque les troupes iraniennes sont parties à Dhofar, j'ai été mis au courant un mois et demi plus tard par un ambassadeur étranger. Je ne suis pas responsable. Le système qui régnait dans ce pays, vous l'avez tous connu de près. Ceux qui luttèrent contre ce système constituaient une minorité, et il y en a beaucoup qui faisaient partie du système... » 18.

Concernant les activités de la Savak, et les sévices et les tortures infligées aux prisonniers politiques, Hoveida déclara que pour répondre aux rapports internationaux concernant la pratique de la torture, il avait décidé de consulter le professeur Freymond. Après avoir dépêché deux ministres (celui de la santé et celui de l'éducation) chez Freymond, ce dernier leur avait suggéré de s'adresser au CICR. C'est ainsi qu'une équipe du CICR se rendit en Iran et remit un rapport aux autorités, après avoir examiné les prisons. Hoveida déclare à ce sujet :

« Ce rapport précisait que parmi les personnes emprisonnées, un certain nombre portait des traces de tortures. Les responsables du service d'ordre répondaient que ces traces étaient dues à des altercations. J'ai moi-même discuté une fois encore avec le chef et les membres des représentants du CICR en Iran. Ils étaient convaincus que ces traces ne pouvaient pas être celles d'une bagarre, mais celles de la torture... » 19.

Par ailleurs, le commandant en chef des forces aériennes du Shâh, le général Rabîfî, affirma lors de son "procès":

« Un jour après avoir été nommé commandant, alors que j'étais dans mon bureau, on est venu me dire qu'on voulait me voir de la part d'une banque suisse. Les directeurs d'une banque suisse sont venus me voir pour me proposer de gérer mon argent. Lorsque j'ai annoncé le chiffre de dix mille ou vingt mille toumans, ils ont ri et sont partis. (...)

Quand j'étais emprisonné au comité de l'Imam, l'un des éléments de la Savak m'a dit que le 8ème bureau avait reçu une lettre disant que le général Khâtami avait 390 millions de toumans dans une banque suisse (...)

Je ne savais pas qui était vraiment le Shâh, jusqu'à ce que Huyser vienne, il lui a pris la queue comme une souris et le jeta dehors. J'ai compris par la suite quel âne il était (...)

Dans les réunions que nous avons (...) Qârêbâqi et Môqadam étaient des éléments politiques et nous disaient constamment qu'ils étaient en contact avec les représentants de l'Imam et avec le Dr. Béheshti, l'ingénieur Bazargân, Monsieur Sahâbi et M. Sabbâqiân... » 20.

Le despotisme, la corruption, le mépris de la population et l'absence de toute éthique politique provoquaient le mécontentement des élites et par là des classes moyennes.

M. Houhang Nahavandi, ancien Ministre et recteur de l'Université de Téhéran parle d'un cercle de réflexion créé en janvier 1973 et nommé "Groupe d'études des problèmes iraniens". Ce groupe aurait remis au Shâh plus de cent rapports sur les problèmes du pays. Nahavandi prétend que le groupe avait remis au début de l'été 1974 un rapport au Shâh dans lequel, il concluait que : "si des réformes radicales n'étaient pas entreprises dans la direction des affaires de la nation, une crise majeure serait inévitable..." 21.

Mais apparemment, le Shâh n'a pas tenu compte de cet avertissement. Il n'a pas tenu compte non plus, d'autres signes venant de ses proches ou de ses opposants. Car, il ne voulait pas remettre en question son pouvoir personnel qui constituait le premier obstacle à toute réforme allant dans le sens d'une démocratisation. Ce pouvoir personnel, l'ancien diplomate Méhrdad Khônâsâri nous en parle :

« Avant la révolution, on avait dressé dans notre pays, un mur entre un groupe de 500 mille personnes à 2 millions, qu'on pouvait qualifier d'Elites" et une société de trente et quelques millions de personnes comprenant la population normale. Cette nouvelle élite instruite, qui avait des critères pour le développement du pays, n'avait malheureusement pas la connaissance nécessaire en ce qui concerne la société et la façon de penser de sa population.(...).

Le problème ne portait pas uniquement sur les programmes ambitieux du Shâh. Il faut ajouter qu'on ne tenait pas compte des exigences du peuple et que l'on ne consultait jamais le peuple dans l'exécution de ces programmes. Autrement, à mon avis, on peut très sincèrement dire aujourd'hui -surtout après l'expérience de Khomeiny - que le Shâh a beaucoup fait pour le peuple et le seul reproche à lui adresser est qu'il n'a jamais compris le point de vue du peuple... » 22.

Il est vrai que le Shâh avait essayé d'imposer la doctrine du "nationalisme positif" au pays et de réformer les structures traditionnelles par le haut. Cependant, cette tentative ne rencontra pas beaucoup de succès. Les raisons historiques de cet échec, Mlle Lâdan Bôrûmand nous les explique :

« Le système du Shâh était d'une certaine manière une tentative nationaliste avortée depuis le règne de son père (...)

L'introduction du despotisme et les relations colonialistes (avec l'aide des étrangers), dans ce système nationaliste (...) suspendit le débat engagé depuis les Qâjâr entre le clergé et la partie laïque du gouvernement ou de l'Etat, sans que ce débat puisse aboutir. Car, ce débat était très fortement engagé à l'époque constitutionnelle et si les mécanismes démocratiques ou parlementaires avaient fonctionné, ce débat aurait abouti en douceur (...). Ce débat fut suspendu jusqu'à notre génération » 23.

Pour M. Nassèr Parvine l'absence de légitimité de la dynastie pahlavi constitue l'élément d'explication primordial :

« La révolution du 11 février, allait dans le même sens que les luttes bi-centenaires de la nation iranienne. Si, cette étape des luttes de la nation iranienne s'avéra ainsi laide et mauvaise et aboutit au despotisme sanguinaire et anti-national clérical, c'est uniquement à cause des politiques internes et externes de Rézâ Shâh et de Mohammad Rézâ Shâh (...)

Cette dynastie est la seule en Iran qui arriva au pouvoir avec l'aide des étrangers et ne disposait pas de bases historiques de changement de dynastie (...) Par ailleurs, tout ce qui comptait pour eux, c'était la continuation de leur pouvoir et de leur pillage (...), c'est pourquoi, ils n'ont pas su profiter d'occasions historiques en or, qui auraient pu leur permettre à plusieurs reprises de se situer aux côtés de la nation et dans le sens des luttes nationales... » 24.

Enfin, M. Iraj Pézeshkzâd situe, dans "*Morûri bar vaqé-é 15 khordâd 42*" (l'événement du 5 juin 1963), l'une des origines de la crise dans la manière dont le Shâh et son gouvernement ont traité la confrontation avec Khomeiny et les religieux en 1963, avant l'expulsion de Khomeiny 25.

Concernant la stratégie économique du Shâh, Robert E. Looney analyse, dans son livre "*Economic Origins of the Iranian Revolution*", cette stratégie et son rôle éventuel dans les événements. Il met en évidence notamment le fait que la stratégie de développement suivie était basée sur une option théorique et que les réformes institutionnelles nécessaires à la mise en place de cette stratégie étaient inexistantes 26.

Progrès, occidentalisation, perte d'identité, modernisation ?

Kapuscinski considère que la Grande Civilisation du Shâh était une "greffe rejetée" et qu'elle "gisait en ruine" 27.

Allant dans le même sens, le sociologue iranien Ehssân Narâqi déclarait au "Monde":

« La politique de modernisation de l'ancien régime a polarisé culturellement le pays. Pour illustrer cette polarisation, j'utilise souvent cette métaphore : nous avons une population blanche de trois ou quatre millions de personnes, ce sont ceux qui ont des diplômes, qui sortent d'écoles modernes, qui ont un certain mode de vie occidental ; et le reste de 40 millions qui ont gardé leur mode de vie traditionnel et religieux... » 28.

Toutefois, M. Naraqi oublie de dire que parmi ces quatre millions, beaucoup étaient originaires des classes populaires et issu de l'éducation religieuse, comme l'atteste le nombre important de cadres islamiques qui ont collaboré avec le régime islamique.

M. Hamid Sadr pense que la modernisation et l'occidentalisation n'étaient que superficielles :

« La vérité est qu'il n'y avait pas de modernisation (...). Pour nous, la question de la modernisation se posait en fonction du développement capitaliste. À cause des pétrodollars, notre société a pu, dans une certaine mesure développer les industries de montage et avancer dans la voie du capitalisme (...)

À mon avis, Khomeiny est la continuation du système d'occidentalisation superficielle de l'époque du Shâh et une réponse au déracinement créée à l'époque du Shâh. Khomeiny n'est pas plus traditionnel que le Shâh n'était moderne » 29.

Aujourd'hui, de plus en plus d'écoles rejettent l'idée même d'une modernisation économique à l'occidentale et surtout celle, pratiquée par le régime du Shâh. Cependant, la contradiction du modèle imposé par le Shâh fut qu'il n'était pas cohérent. D'une part, le Shâh voulait moderniser à outrance et de l'autre, il cherchait à renforcer une apparence de traditionalisme qui facilitait le travail des religieux.

Ainsi, Khoshnâm remarque que le Shâh avait déjà préparé le terrain pour les religieux en recourant au traditionalisme :

« Pour moi, il était intéressant, de constater que la plupart de ceux qui se battaient pour le traditionalisme avaient fait des études à l'étranger et avaient vécu des années en Europe. C'étaient de nouveaux bureaucrates qui avaient obtenu des postes à leur retour au pays (...). Ils ne connaissaient absolument pas la tradition, mais ils étaient partisans de la tradition (...). Par exemple, ils allaient dans les villages et faisaient l'éloge de la musique et de la danse villageoises qui faisait rire les villageois (...). Un autre exemple était le festival artistique de Shirâz (...), il y avait de bonnes choses, car l'idée était très bonne, mais l'on exagérait également beaucoup. Par exemple, à côté d'une musique moderne allemande, on organisait un Ta'azié (théâtre religieux) (...) c'est ainsi que le Ta'azié a été répandu » 30.

L'écrivain Rézâ Dâneshtar constate la même politique pratiquée par l'ancien régime. Il pose le problème de "Naqâli" (conteurs de l'histoire orale), en racontant qu'étant dans une mauvaise situation financière, il reçut une commande de la TV pour créer un film sur le "Naqâli":

« J'ai cherché partout dans la ville des Naqâl et j'ai appris que tous les naqâls sont tous partis, ou sont devenus des opiomanes. Par contre, il y avait des -abé-hozi- (ceux qui vident l'eau des piscines), qui étaient au chômage à cause de l'arrivée de l'eau courante et qui s'étaient convertis en Naqâl. Dans toute la province de Khôrâssân, il n'y avait que un ou deux vrais Naqâl. (...). L'on voyait que cette tradition était morte. Puisqu'il n'y avait même pas de Qâhveh-Khânè (maison de café) pour que les gens puissent se réunir.(...) En même temps, chaque année, dans le festival culturel de Shirâz, l'on organisait un Naqâli.

J'ai terminé le film en concluant que Naqâli était désormais mort. Le producteur de la TV qui m'avait commandé le film, m'a payé et il a pris le film pour faire un montage à sa façon. La conclusion du film projeté à la TV fut le contraire de la mienne (...).

Par ailleurs, l'on envoyait des émissaires partout à Ispahân et à Kâshân pour réunir les groupes de Ta'zié et les montrer, après mise en scène au festival de Shirâz. (...)

Durant les dix dernières années, le régime lui-même était devenu traditionaliste (mais bon chic bon genre), et consciemment ou inconsciemment, encourageait le traditionalisme » 31.

Djamshîd Peymân pense également que le retour aux traditions était devenu une mode, et il ajoute :

« Par exemple, la radio-télévision avait créé une série de programmes comme "retour à soi", "à l'Ouest, il n'y a rien" (...)etc... M. Narâqi fut à l'avant-garde de la réalisation de tels programmes (...). Personnellement, je pensais que les actions menées par le Shâh ne remettaient pas en question l'identité de la société iranienne (...). »32.

Pour Nâsser Parvine non plus, l'occidentalisation n'est pas la cause de la crise iranienne :

« L'occidentalisation n'était pas réservée à l'Iran ni l'apanage de la dynastie des Pahlavi. Ceci n'était pas l'élément essentiel de la chute de l'Iran dans les bras des réactionnaires religieux (...)

Si on entend, par l'occidentalisation, l'imitation des industries, les sciences et le commerce des occidentaux, nous et tous les pays arriérés avions et avons besoin de cela... »

Et il ajoute :

« Le Shâh ferma les partis politiques et poursuivit, tortura, exila ou isola, au risque de discréditer définitivement la constitution, avec tous les éléments anti-démocratiques, les détenteurs des pensées et des tendances politiques et sociales : Le seul lieu toujours ouvert et qui portait le signe d'une identité nationale était la mosquée » 33.

Indirectement visé par ces critiques, l'ancien vice-président culturel de la TV iranienne et directeur adjoint du "festival culturel" de Shirâz, M. Farokh Qafâri s'efforça de justifier son action, dans une interview accordée au journal iranien d'opposition "Keyhân" de Londres.

Après avoir énuméré les différentes activités artistiques et culturelles de la Télévision et du festival de Shirâz, - activités par ailleurs, très positives - il conteste le caractère élitaire et "réservé" du festival. Il reconnaît que pendant les premières années du festival, les membres de l'élite de plus de 40 ans et venant de Téhéran dominaient les spectateurs. Mais, selon lui, peu à peu, cette catégorie diminua au profit des jeunes qui constituaient dans les dernières années, plus de 70% des spectateurs du festival.

En mettant l'accent sur la présentation du "Ta'aziè" (théâtre religieux), Qafâri évolue le nombre des spectateurs à près de 140 000 personnes. Parmi les réalisations du festival et de la TV, il évoque l'organisation en 1976 des "premières assises internationales de Ta'azié" avec la participation des "spécialistes iraniens, turcs, français, italiens, allemands, américains et indiens". Il énumère également un nombre important d'ouvrages édités par le festival sur le "Ta'aziè".

Qafâri se réfère aux festivals de Cannes et de Venise, pour dire que partout ces festivals n'attirent pas la majorité de la population et par conséquent les critiques ne seraient pas fondées 34

Toutefois, il omet de souligner que dans les pays démocratiques, la liberté de presse permet l'expression des opinions critiques par rapport aux festivals culturels ou artistiques, mais qu'à cette époque en Iran, il n'existait aucune liberté de presse, ni opinion concernant la politique culturelle du régime. Ce n'est pas uniquement le choix de "Ta'azié" qui est en cause, mais l'absence de liberté de critique par rapport au choix et à la manière de présenter ce choix.

La dépendance et le rôle des puissances étrangères

Dâriûsh Hômayûn rejette le rôle déterminant attribué par les Iraniens, aux puissances étrangères dans le déclenchement des événements :

« Les Iraniens considèrent généralement l'Amérique comme la force motrice de la révolution, et s'ils en doutent, ils accusent l'Angleterre qui aurait détruit l'Iran par l'Amérique interposée (...)

Certains croient que l'Iran allait devenir un deuxième Japon et avant qu'il ne devienne dangereux, il fallait le transformer en deuxième Cambodge. D'autres pensent que l'Amérique et l'Angleterre voulaient encercler l'Union soviétique par une ceinture religieuse et que les gouvernements islamiques en Iran et au Pakistan ne sont que les chaînons de cette ceinture (...) Un autre point de vue rend responsable les compagnies pétrolières qui voulaient se venger de l'Iran (...)

Le rôle des étrangers dans la révolution iranienne fut important, mais non pas à cause de ce qu'ils ont fait, mais plutôt parce que les Iraniens, les dirigeants et le peuple confondus, leur attachaient beaucoup d'importance... » 35.

Cette remarque est très importante de la part d'une personnalité de l'ancien régime. Car, le mythe de l'Iran comme deuxième Japon est très présent chez les partisans de l'Ancien régime.

Par ailleurs, M. Khônsâri partage également le même avis et précise :

« Je crois que les gouvernements américain et anglais n'ont pas renoncé à soutenir le Shâh, tant qu'il n'a pas été prouvé que le Shâh ne pouvait plus rester en place (...) et la raison en était le profit financier qu'ils tiraient du Shâh... » 36.

L'analyse de l'ancien Ministre, M. Amir Parvîz va aussi dans le même sens :

« Personnellement, je ne crois pas que les puissances étrangères ont amené le régime de Khomeiny en Iran. En grande partie, le régime de Khomeiny fut engendré par le mécontentement dû à la corruption dans le pays... »37.

Par contre, l'ancien Ministre, M. Gandji laisse croire à un complot étranger :

« Il est vrai qu'avant l'insurrection, la population ne vivait pas dans des conditions idéales; il y avait des imperfections et des insuffisances de toutes sortes. Mais, la nation était sur la bonne voie, les problèmes se résolvait et l'économie progressait rapidement. Si le taux de croissance avait suivi son cours pendant une dizaine d'année, l'Iran serait devenu une puissance économique régionale et ses institutions politiques forcément auraient évolué pour s'accommoder aux nouvelles réalités socio-économiques (...).

Alors, des chefs politiques sans expérience et montrant cupidité et opportunisme, et des comparses à l'esprit étroit se réunirent pour renverser le Shâh à tout prix. Dans ce processus, ils se détruisirent eux-mêmes et le pays avec » 38.

En résumé, cette thèse, voudrait faire croire que l'Iran allait devenir une grande puissance économique. Et que certains comploteurs se seraient mis au travail pour empêcher ce projet de se réaliser.

Toutefois, ceux qui attribuent aux étrangers un rôle important, mettent en avant souvent l'attitude de la BBC au cours de la crise. Gilles Anquetil met l'accent sur l'importance de ce rôle. Il écrit :

« Vers huit heures moins le quart, tout l'Iran est à l'écoute de la BBC en langue persane qui diffuse les informations de la journée. Les Iraniens devraient ériger un monument à la gloire de la BBC qui leur permet en pleine loi martiale, de rester informés. L'Iran vit au rythme d'ici Londres » 39.

En outre, L'ambassadeur Parsons rapporte qu'à plusieurs reprises, durant le gouvernement de Sharîf-Emâmî, les autorités iraniennes sont intervenues pour protester contre l'influence de la BBC sur la population:

« Il était évident que la BBC encourageait les démonstrations et les révoltes. J'ai fait connaître à Londres ce point de vue, mais, j'ai prévenu que comme par le passé, il n'y avait rien que nous puissions faire en tant que gouvernement » 40.

En vérité, il apparaît d'après de nombreux documents que les puissances étrangères et notamment les Etats-Unis avaient une analyse erronée de la situation iranienne.

Par exemple, le Président Carter qui déclarait lors de son voyage en Iran en décembre 1977:

« L'Iran est une île de stabilité dans une des régions les plus troublées du monde (...) Aucun autre pays sur la terre n'est plus proche de nous en ce qui concerne la mise au point de notre sécurité mutuelle (...) Il n'y a pas d'autre dirigeant pour lequel j'éprouve une gratitude plus profonde et une plus grande amitié que le Shâh »41.

Le même président Carter écrivait dans ses mémoires quelques années plus tard :

« Un rapport de la CIA, rédigé en août (1978 ndlr), indiquait que l'Iran ne connaissait "ni une situation révolutionnaire, ni même une situation pré-révolutionnaire". Ce même rapport précisait que l'armée soutenait la monarchie et que les opposants, violents ou pacifiques, au régime du Shâh, ne pouvaient en aucune manière être considérés comme un réel danger » 42.

Gary Sick rappelle qu'en août 1977 une étude de 60 pages intitulée "l'Iran des années 1980" avait été rédigée par la CIA où il était dit que "le Shâh aura une participation active à la vie iranienne au cours des années 1980" et que "Il n'y aura pas, dans un proche avenir, un changement radical du système politique iranien". En août 1978, une autre étude de 23 pages intitulée "Iran après le Shâh" consacrée à l'analyse de l'élite iranienne concluait : "*l'Iran n'est ni en situation révolutionnaire, ni même en situation pré-révolutionnaire*"⁴³.

Gary Sick remonte à Nixon pour critiquer sa politique envers l'Iran et considère que l'administration Carter avait hérité de cette politique :

« La décision prise en 1972 par le Président Nixon et Henri Kissinger de confier la prise des décisions concernant la sécurité dans le golfe au Shâh était sans précédent, excessive, et en fin de compte, inexplicable »⁴⁴.

Analysant les raisons de l'échec de la politique américaine en Iran, Brezizinski écrit :

« Ainsi, la chute du Shâh, en dernière analyse, implique le manque de l'intelligence politique du côté américain, et ceci dans le sens le plus large du terme "inintelligence"(...)»

À la base, il y avait un jugement intellectuel erroné sur la réalité historique d'une société profondément traditionnelle (...). Ceci exigeait un système politique capable d'élargir graduellement la participation... »⁴⁵.

Il se confirme de la sorte qu'étant donné la dépendance de l'Iran vis-à-vis des Etats-Unis, l'erreur de jugement du côté américain se répercutait sur le comportement du Shâh dans la crise.

Bakhtiâr écrit qu'après la mort du Shâh, il avait rencontré Sadate qui lui avait raconté qu'il avait proposé au Shâh de faire venir son aviation sur les bases d'Egypte et de l'utiliser s'il voulait retourner en Iran. Le Shâh lui aurait répondu : "si vous croyez que cette aviation dépend de moi?"⁴⁶.

Dans un dossier secret réalisé pour l'amiral Turner, l'ancien directeur de la CIA, par Robert Jervis, politologue et professeur à Columbia, intitulé "Iran post mortem", les raisons de l'échec de la CIA en Iran furent analysées en 1980.

Cette analyse révèle que la CIA se contentait d'accumuler les faits et événements sans être capable de les analyser correctement; que la centrale ne donnait pas au Département d'Etat plus d'informations que des journaux comme "le Monde" et "The Economist"; que la CIA attachait la première importance en Iran à l'influence soviétique et que les affaires intérieures de l'Iran venaient en seconde priorité; et que finalement, la CIA n'était informée, ni sur le Shâh, ni sur l'opposition⁴⁷.

D'un autre côté, lors d'une conférence sur l'Iran tenue le 25 avril 1979, le conférencier, Stanley T. Escudero, membre de US Navy, qui avait servi deux fois en Iran, évoqua dans sa conférence intitulée "What went wrong in Iran?", les raisons de la chute de la dynastie Pahlâvi. Il déclara que les Etats-Unis n'étaient pas prêts à voir la chute des Pahlavi, car ils ne voulaient pas admettre la réalité. Il soulignait qu'il n'était pas exagéré d'affirmer que le Shâh était bien, depuis 1953 un jouet entre les mains américaines. Et parmi les causes de la chute du régime en Iran, il évoquait notamment :

- La corruption du gouvernement
- Le régime dictatorial du Shâh
- L'inexistence d'une armée courageuse
- L'absence d'informations de qualité de la part des services américains et iraniens.

Il concluait son discours en posant une question restée sans réponse, à savoir, pourquoi le général Qarébâqui proclama la neutralité de l'armée?⁴⁸.

Le général Béhbûdi met également l'accent sur la dépendance militaire de l'Iran envers les Etats-Unis :

« Á mon avis, il faut chercher la racine du problème dans l'influence et la présence des Etats-Unis dans l'armée iranienne qui, sans le commandement personnel et incontrôlable de Mohammad Rézâ Shâh et la présence des conseillers militaires, n'avait jamais pu se développer. (...). Nous avons été privés du droit de décider de l'emploi de notre force militaire. Au lieu que les autorités iraniennes prennent la décision à ce sujet à Téhéran, ce sont les autorités américaines qui décidaient à Washington »⁴⁹.

Pour les élites iraniennes, les Etats-Unis devaient pouvoir contrôler la situation. La réaction de M. A. Rastégâr en est une illustration :

« Notre appréciation était qu'en contrôlant l'économie iranienne et avec ses 40 mille conseillers militaires, l'Amérique avait pénétré partout. L'Iran était américanisé. Nous étions sous l'influence américaine et (...) personne ne pouvait faire quelque chose sans l'avis américain... » 50.

Quant à l'éventuelle influence soviétique dans la crise, les précisions de M. Mâssâli y apportent un début de réponse :

« D'après mes renseignements les cercles pro-soviétiques (...) s'efforçaient de prendre contact avec certains milieux religieux (...). Par exemple, ils essayaient, par l'intermédiaire d'un membre du Toudeh, nommé Monzavi, le fils de Hadj Aqâ Bozorg Téhrani, un membre important du clergé vivant à Najaf, de prendre contact avec les mollahs de son bureau. Par cette voie, ils ont même établi un contact avec le fils de Montazéri (...). Par ailleurs, ils étaient en contact traditionnellement avec l'organisation des Mojâhedine... » 51.

Afin de dégager une synthèse des principales causes des événements de 77-79, nous mettons en évidence les principaux points avancés par la plupart des analystes et protagonistes :

1- En violant les règles de la démocratie et en privant le peuple des libertés démocratiques, le régime du Shâh s'est séparé de sa base populaire et s'est éloigné également des élites. Dans des conditions où aucune organisation politique digne de ce nom n'a pu se constituer et se développer, les jeunes ne trouvèrent autres refuges que la religion et ainsi les forces religieuses purent les manipuler. D'autant plus qu'en l'absence de tout débat libre et de tout jeu politique, les jeunes, les élites et les couches défavorisées ne purent saisir le danger du discours démagogique religieux.

L'absence du jeu politique et l'apprentissage de la crise eurent pour conséquence que le régime lui-même manqua de personnalités politiques capables de faire face à la situation.

La première cause (victime) de la crise fut donc l'attitude du Shâh lui-même qui, en concentrant la quasi-totalité du pouvoir entre ses mains contribua au blocage de la situation.

2- La pétro-corruption et l'enrichissement facile par la corruption, surtout dans l'entourage du Shâh, créèrent des catégories "sans foi ni loi" qui, en se mettant en dehors de toute règle ou toute éthique sociales, méprisèrent non seulement le peuple, mais également les élites qui refusaient ce genre d'enrichissement.

Parallèlement, l'approfondissement de l'écart entre cette catégorie de la population et les jeunes paysans urbanisés et défavorisés, qui aspiraient à cet enrichissement facile, créèrent chez ces derniers un fort sentiment de frustration et de complexe d'infériorité. Ce sont ces derniers qui se sont attaqués aux symboles de la richesse, tout en les désirant pour eux par la suite.

3- La dépendance économique et surtout politique trop importante, vis-à-vis des Etats-Unis, empêchèrent le Shâh et l'armée, de rechercher des solutions propres à la crise et d'agir en conséquence. Cette même dépendance était également l'une des causes du manque de légitimité populaire et constitutionnelle du régime du Shâh depuis le coup d'Etat de 1953 contre Mossadegh.

D'autres causes comme, par exemple, les questions liées à l'identité et à l'occidentalisation, ou le progrès trop rapide n'apparaissent que comme secondaires et comme consécutives aux trois premières.

VII - ELITES ET REVOLUTION: JUGEMENTS CRITIQUES

« On a fermé les portes de la maison du vin, ô mon Dieu, ne tolère point que l'on ouvre celles de l'hypocrisie et de la ruse » (Hâfez, poète persan 1320-1389)

Il s'agit de quelques analyses et appréciations faites par des membres de l'élite iranienne sur la « Révolution islamique » et sur leur propre rôle dans le déclenchement de cette "révolution". Ces jugements concernent les élites qui avaient contribué hier à l'avènement de la "république islamique", mais qui aujourd'hui se trouvent en exil et dans l'opposition.

Quelques exemples des prises de position à ce sujet, sont révélateurs de la déception engendrée par l'arrivée au pouvoir des religieux et la tournure prise par une "révolution" censée libérer la société des méthodes despotiques.

L'écrivain Dâriûsh Shayegan écrit :

« Sans doute, dans le cas particulier de l'Iran, la révolution religieuse introduisit une coupure, un renversement brutal de l'échelle des valeurs. Mais cette coupure, tout en changeant les apparences, tout en substituant au goût criard du passé une sobriété à volonté ascétique, et à l'apathie stérilisante d'autrefois le déchaînement de la rage du martyr, n'en révéla pas moins que ce qui au stade antérieur demeurait des formes mutantes passives infestant la pensée et le goût, peut, récupéré par une idéologie totalitaire, devenir des formes agressives tout aussi aliénées, tout aussi inauthentiques que les précédentes - mais plus intolérantes : entre les deux phases il n'y a pas de solution de continuité mais l'actualisation agressive de ce qui demeurait latent (...) La structure interne de l'ordre, le style et la forme étaient strictement les mêmes, ... » 1.

Au début novembre 1979 (10 âbân 1358), écœuré par l'évolution de la situation en Iran, M. Hassan Mâssâli, lui-même en danger de mort en Iran, envoie une lettre personnelle à Khomeiny dont voici quelques extraits :

« À Son Eminence le grand Ayatollah, Imam Khomeiny :

Mes contacts avec vous sont rompus depuis deux ans (...) car à la suite de ma dernière rencontre avec vous à Najaf (en Irak, nldr), et la lettre que je vous ai adressée pour critiquer certaines de vos affirmations au journal "Le Monde"², j'ai quitté la région afin de continuer avec conviction la lutte violente contre le régime détestable du Shâh en Iran. C'est ainsi que je suis arrivé en Iran, en mois de tir 1357 (juin-juillet 78), à l'époque du Ministère Amûzégâr. Par conséquent, quand vous avez eu des difficultés en Irak et au moment où vous êtes arrivés à Paris, j'étais dans la clandestinité en Iran et ne pouvais comme avant agir en relation directe avec vous.

Après votre arrivée victorieuse en Iran et étant donné que certains opportunistes et carriéristes vous avaient entouré, je n'ai pas voulu prendre contact avec vous afin qu'on ne pense pas que je m'adresse à vous pour un poste ou pour une récompense (...)

Malheureusement jusqu'à cette date, j'ai été témoin de la situation et des événements qui rendent tout être responsable et engagé inquiet de l'avenir de la société".

Et après avoir critiqué la situation économique du pays sous la république islamique, Mâssâli continuait :

« L'actuel gouvernement joue le rôle de "concierge" et d'archiviste. Et dans chaque ville et village, le féodalisme exécutif et judiciaire domine (...), on fouette, on coupe la main, on tue, on écarte les libres penseurs

de toute fonction (...), l'on attaque et l'on incendie les librairies et la presse, les permanences des groupes et partis et les domiciles des personnes (...)

Vous êtes entouré, dès votre arrivée en Iran, par certaines personnes connues avant la révolution comme étant dépourvues de compétence politique et sociale (...)

Ne savez-vous pas que feu Mostafa Khomeiny jeta dehors de son domicile de Najaf, M. Sadeq Qotbzadeh, à cause des affaires louches ?

Savez-vous qu'au Liban, aucune organisation palestinienne n'oserait soutenir officiellement l'organisation Amal ?(...)

Quand vous ne déteniez pas encore le pouvoir politique, vous n'étiez nullement inquiet des forces se situant à gauche. Pourquoi, à partir du moment où tous les organes du pouvoir sont entre vos mains, on les traite avec autant d'animosité et de légèreté ? »

L'auteur de cette lettre évoque également les massacres du Kurdistan, en soulignant que le régime du Shâh n'osait jamais aller si loin. Et il continue :

« Malheureusement, dans notre société, il n'y a pas eu de révolution sociale. Mais, un changement de régime avec la conservation de toutes les relations économiques, sociales et culturelles du passé.(...) Dans ces circonstances, certains agissent comme des fascistes, sans le savoir (...) Toutes les appellations "Shâh" et "Pahlavi" sont remplacés par "Khomeiny »

Il proposait enfin la création d'une délégation composée des représentants de toutes les forces, afin de contrôler la situation.

Il terminait sa lettre en rappelant :

« J'ai été plus de 11 ans en relation directe avec vous et sans contrepartie, j'ai utilisé toutes mes possibilités et celles de mes amis afin de soutenir votre lutte et celles de vos proches. Je vois aujourd'hui des personnes dans le gouvernement et chez les gardiens, que nous défendions avant au prix de la mort. Ces personnes doivent-elles aujourd'hui agir de la même manière que l'ancien régime avec leurs opposants ?(...)

J'écris cette lettre en espérant un changement de cette situation malsaine » 3.

Hassan Mâssâli confirma sa position quelques années plus tard :

« Beaucoup d'intellectuels pensaient qu'ils étaient tous en train de pratiquer une tactique en soutenant et en symbolisant Khomeiny (...) et qu'en fin de compte, Khomeiny et les Akhonds (mollahs) ne resteraient pas au pouvoir (...). Il fallait les utiliser afin de renverser le régime et après, ou le Front National, ou le Mouvement de Libération, ou une coalition prendrait le pouvoir en main. Cette façon de penser, était dominante, chez de nombreux intellectuels, universitaires et mêmes chez les membres de l'association des écrivains et de nombreux penseurs de gauche (...)

Étant donné que les intellectuels de gauche n'avaient pas de perspective politique, ils voyaient les problèmes politiques uniquement comme une réaction par rapport à la domination. Leurs attitudes étaient des ré-actions (...) Par conséquent, il leur était indifférent que cela soit Khomeiny ou quelqu'un d'autre, pourvu qu'il marche devant pour changer le pouvoir. Sans savoir ce qu'il fallait mettre à la place de ce pouvoir... » 4.

Méhdi Bazargân, dans "l'histoire de l'idéologie de la révolution islamique" écrit :

« Dans l'ensemble, le peuple, et même les partis et groupes, traitaient la question de la révolution avec légèreté et facilité et ... pensaient qu'avec le départ du Shâh et le renversement de l'ordre despotique, puisque le principal obstacle était supprimé, tout irait bien et dans le sens désiré... » 5.

Une autre lettre, révélant l'attitude de ceux qui avaient pris une part active à la chute de l'ancien régime, est celle écrite par M. Méhdi Bâzargân et envoyée par le "Mouvement de Libération de l'Iran" à l'ayatollah Khomeiny quelque temps avant sa mort.

Dans cette "lettre ouverte", Bazargân écrit notamment :

« Est-ce que la direction d'une nation et la volonté d'un pays peuvent être acceptés par Dieu et en accord avec les systèmes acceptables dans le monde, s'ils se basent sur la décision personnelle et sans consultation de l'avis direct et indirect du peuple ? (...)

Comment une personne, même s'il a le pouvoir et le savoir et la dignité, peut décider à la place de 50 millions de personnes et être garant de l'islam ?... »

Après avoir dénoncé le culte de personnalité de Khomeiny, et sa rupture avec les faits réels, la lettre dénonçait la poursuite de la guerre avec l'Irak et la conception erronée de l'Islam chez Khomeiny et ses partisans :

« Bien sûr, l'islam est la religion officielle de notre pays, et est pratiqué avec conviction, amour de la part de notre peuple (...). Mais quel islam ? L'Islam de pardon, de grâce et de service basé sur l'unicité de Dieu et l'humanisme ? (...)

Les intellectuels des pays islamiques qui ont un rôle important à jouer dans la configuration des mouvements islamistes, sont déçus, quand ils voient l'attitude du clergé iranien envers les intellectuels religieux (...) »

Et la lettre résume ainsi la position de la majorité des iraniens par rapports à la "révolution":

« Si le peuple iranien savait que sous la direction et la domination actuelles, il n'aurait d'autres occupations que la guerre et l'animosité, qu'il devrait mourir ou tuer, détruire et être détruit, et qu'à la place de vivre dans la prospérité, la santé et il n'aurait l'indulgence (...) que la privation, le malheur et l'hostilité, et ne récolterait que l'exil, la souffrance et la mort, ferait-il un pas vers cette révolution ? » 6.

M. Banisadr, l'un des "théoriciens" de l'islam révolutionnaire, reconnaît avoir commis des erreurs et s'être trompé quant à l'évaluation de la situation sur le rôle de Khomeiny 7.

Dans une lettre envoyée au "Nouvel Observateur", le neveu du Shâh, le prince Alî Pahlavi qui avait, depuis de longues années, adhéré à l'islamisme radical écrit :

« Lorsqu'en 1970 j'embrassai l'islam, j'eus conscience de créer un malaise à la cour d'Iran. Si encore j'avais annoncé ma conversion au bouddhisme tantrique ou au taoïsme. Mais à l'islam!

D'autant que j'avais le mauvais goût d'accomplir mes devoirs religieux méticuleusement. À la cour et dans la haute société, on prit le parti d'en rire, mais lorsque je commençai à prêcher l'islam aux paysans sur mes terres et à leur reverser les trois quarts des revenus (à peu près dix fois plus que ce qui était habituel), là on cessa de rire et je fus taxé par le général Nassiri, chef de la Savak, de "marxiste de l'islam" ! Ce même général Nassiri crut bon de m'interner pendant quelque temps à la prison d'Evine...pour l'exemple. Une bévue qui me donna une stature que je n'avais pas. À ma sortie de prison, je fus invité par des grands du clergé chiite et du Bazar. Bref, la révolution éclata, Khomeiny prit le pouvoir et pour moi le problème devint inverse. Ce n'était plus le fait d'être musulman que l'on me reprochait, mais d'être le neveu du Shâh d'Iran. Je faillis être jugé par l'ayatollah Khalkhâlî à Qôm ! Bref, le 13 mars 1982, je quittai l'Iran de justesse et arrivai en France » 8.

Par ailleurs, évoquant une série d'exécutions d'officiers impliqués dans une tentative d'insurrection connue sous le nom de "Nojeh", Ahmad Alî Bâbaï, militant religieux proche de Khomeiny et aujourd'hui en exil, envoya une lettre le 63.4.6 à Massûd Radjavi, le chef des Mojâhedine du peuple, dans laquelle il dénonçait l'exécution des officiers impliqués dans le soulèvement de Nojè, et rappelait que c'est lui et les Radjavi qui applaudissaient, hier, les "criminels" de Khomeiny 9.

Pour F.Soltânî, la répression imposée par le régime impérial avait créé une série de complexes individuels :

« La répression imposée par le régime impérial avait engendré une série de complexes chez les intellectuels iraniens. La plupart, posait le problème en termes de vengeance et de chute du régime sans aucune perspective claire quant à sa succession.

J'avoue que quelques mois avant la révolution et juste après le départ de Hoveida, mes amis et moi pensions que le retour d'Amini au poste de Premier Ministre permettrait au pays de respirer!

"Avec le recul, il faut reconnaître que Bakhtiâr était un des rares intellectuels opposants, lucide et clairvoyant et qu'il fallait le soutenir, et je regrette aujourd'hui de ne pas l'avoir fait » 10.

Jamshîd Peymân, décrit son impression au moment où Khomeiny était à Paris et par la suite :

« Nous regardions Khomeiny en pensant que les organisations politiques structurées pouvaient prendre en main la direction du mouvement général de la société (...) et utiliser Khomeiny comme un incitateur. Tous ceux qui ne pensaient pas comme les Akhûnds (mollahs) et étaient contre l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement religieux pensaient de cette manière (...)

Mais, après l'affaire de la déclaration en trois points de Sanjâbi et après que Khomeiny ait déclaré que pour préserver l'unité de la parole, tout le monde devait lancer les mêmes mots d'ordre que lui (...) nous nous sommes rendus compte de la faiblesse des forces non-religieuses(...)

Personnellement je regrette ce que j'ai fait (...). Je regrette n'avoir pas été solidaire avec le gouvernement Bakhtiâr. Je regrette de m'être solidarisé avec le gouvernement de Khomeiny... »11.

Ces prises de position sont très représentatives de l'intelligentsia iranienne qui avait soutenu au début l'ayatollah Khomeiny dans sa lutte contre le Shâh. Elles expriment également la désillusion et la déception de ces intellectuels par rapport à la brutalité des rapports de forces politiques dans leur pays.

VIII - Quelle révolution ?

« On n'établit pas une dictature pour sauvegarder une révolution, on fait une révolution pour établir une dictature » (Orwell, "1984")

Révolution ?

« retour périodique d'un astre à un point de son orbite »

« Rotation complète ... d'un corps mobile autour de son axe... »

« Changement brusque et important dans l'ordre social, moral; transformation complète » (petit Robert)

« Je définis la Révolution, l'avènement de la loi, la résurrection du Droit, la réaction de la justice » (Michelet)

Le journaliste polonais Ryszard Kapuscinski, écrit dans "Le Shâh ou la démesure du pouvoir" :

« L'Iran, c'était la vingt-septième révolution à laquelle j'assistais dans le tiers monde. Dans la fumée et le tumulte, les souverains changeaient, leurs gouvernements tombaient, de nouveaux visages apparaissaient. Mais une chose était immuable, indestructible et (...) éternelle : l'impuissance (...) Que devons-nous faire ? Savez-vous ce qu'il faut faire? Moi ? Non, moi je ne sais pas. Et vous, vous savez ? » 1.

Avant de se demander ce qu'il faut faire, il faudrait pouvoir comprendre ces phénomènes révolutionnaires et questionner ces révolutions.

François Furet écrit :

« Il y a dans le concept de révolution... quelque chose qui correspond à son "vécu" historique et qui n'obéit pas à la séquence logique des effets et des causes : c'est l'apparition sur la scène de l'histoire d'une modalité pratique et idéologique de l'action sociale, qui n'est inscrite dans rien de ce qui l'a précédée; un type de crise politique la rend possible, mais non pas nécessaire; et la révolte ne lui fournit aucun modèle, puisqu'elle fait partie par définition de l'ancien système politique et culturel » 2.

Et il continue:

« Pour comprendre la Révolution, encore faut-il d'une certaine manière, l'accepter : mais, précisément, tout est dans la manière » 3.

Mais la manière dont on peut accepter une révolution dépend également de la manière dont on peut comprendre cette révolution.

Étant donné que tout le monde ne comprend pas une révolution de la même manière, l'acceptation ou le rejet de la révolution expriment la manière dont elle est comprise par les uns ou les autres.

Ainsi, pour comprendre la révolution, faut-il adopter des paradigmes qui nous permettent de décoder de différentes manières cette révolution.

Aujourd'hui, les paradigmes universels sont en crises et ne peuvent à priori nous fournir des éléments de décodage allant dans un sens.

Toutefois, ces paradigmes universels peuvent être enrichis par des sous-paradigmes locaux et nous permettre de saisir une variété de décodages au sujet d'un même phénomène révolutionnaire.

Il s'agit de savoir comment peut-on concevoir une révolution-rupture-transformation (la disparition d'une structure sociale) dans une société (Etat) hybride où le temps (histoire) interne et externe (imposé par l'économie-monde 4), s'interfèrent.

Du point de vue interne et sur la longue durée, nous concevons avec Attali que les ruptures "apparaissent comme des répliques quasi à l'identique à l'intérieur du même ordre, lui-même réplique déformée d'un ordre antérieur..." 5.

Nous devons également poser la question de savoir si les événements se déroulent dans un temps interne (temps événementiel) ou dans le temps de l'Histoire (universel) 6.

Toutefois, les événements qui nous intéressent se déroulèrent dans des conditions où plusieurs temps différents furent superposés : temps interne (histoire indigène), temps impérialiste (occidental, universaliste), temps linéaire (interne et occidental), temps cyclique (interne et islamique).

Nous sommes dans la situation décrite par Nietzsche, où il y a évolutions et révolutions, identité et différence, mythe et rationalité 7.

Shayegan écrit :

« Que peut bien vouloir dire cette expression récente : révolution islamique ? Nous nous trouvons en face de deux termes qui, de prime abord, nous semblent accordés, puisque l'idée qu'ils véhiculent vient d'être, selon toute apparence, réalisée dans l'histoire. (...)

Mais que signifient au juste ces deux termes ? En évoquant l'idée de révolution, nous éveillons toute une cascade d'idées. Nous pensons à la Révolution française, à l'âge des Lumières qui la prépara, aux Encyclopédistes, à la déclaration des droits de l'homme; puis, en termes hégéliens, à Napoléon Bonaparte (...); enfin, avec Marx, à la lutte des classes (...)

Parallèlement, que connote le mot Islam, ce mot qui veut dire : soumission à la volonté divine? Nous pensons au Qorân, au phénomène du Livre Saint, à la révélation, à l'Esprit prophétique (...)

Ces deux termes, ces deux mondes - révolution d'une part, Islam de l'autre - n'ont par conséquent aucune affinité ontologique. Ils se meuvent dans des constellations différentes : leurs points de référence, de même que l'axe central autour duquel s'ordonnent leurs coordonnées, ont des connotations opposées qui renvoient à d'autres valeurs (...) » 8.

Si le temps occidental (révolutionnaire) (Greenwich mean time) est linéaire, irréversible et évolutif (un temps impérialiste, universel) 9 par contre, le temps islamique symbolique (où les références symboliques acquièrent une signification) est "cyclique", un cercle dont la structure est mobile et cumulative (comme une bande magnétique qui enregistre les événements). D'après Louis Massignon : "le temps n'est pas une durée continue, mais une constellation, une "voie lactée" d'instant" 10.

De plus dans le shi'isme il y a un "temps spirituel" (durée divine) dans lequel fonctionne le "clergé" et un "temps temporel" qui est celui du pouvoir politique.

De ce point de vue, il n'y a pas de « Révolution islamique », ou elle ne signifie qu'un retour vers soi et non pas un "progrès" vers un point "avancé".

Alain Touraine écrivait à l'occasion du retour de Khomeiny en Iran :

« Ce qu'on nomme révolution désigne beaucoup plus que le renversement d'un ancien régime dans un pays particulier ; c'est un modèle de transformation sociale qui correspond à un ensemble de pays et qui éveille donc de longs échos loin de son lieu propre. Or, comment ne pas connaître la nouveauté de la révolution iranienne ? Je viens d'accepter la définition des révolutions qui nous semble évidente : mouvement social de progrès renversant l'obstacle politique et culturel de l'Etat absolu, garant de l'ordre (...)

Or, ce qui se passe en Iran est tout le contraire (...). Là, comme dans d'autres pays, qui ne sont pas seulement musulmans (...) l'identité culturelle, la religion comme expression d'une communauté se révoltent contre une pression de l'extérieur, contre la menace étrangère, contre une culture. De sorte que le mot révolution semble reprendre en Iran le sens qu'il a eu dans le passé. Les révolutions anglaises du XVII^e siècle furent des restaurations d'un ordre troublé par un souverain et le mot révolution y évoquait plus le mouvement cyclique des astres que l'idée d'un progrès libérateur (...). Les révolutions, dans notre partie du monde aussi, ne seront-elles pas des restaurations, comme le voulait déjà Rousseau contre Voltaire ? » 11.

Si, l'on analyse la "révolution", hors du contexte national, et dans l'espace-temps imposé par l'Occident, l'on pourrait adopter le schéma décrit par A. Touraine, et l'analyser comme

une révolution islamo-fasciste inspirée par les idées de la nouvelle "extrême droite" européenne.

En admettant que la "perte d'identité", notamment "religieuse" et le rejet de la "modernité" ont été à l'origine des événements révolutionnaires - thèses admises par de nombreux auteurs 12 - il faudrait admettre que la théorisation de ce genre de "révolutions" est d'origine occidentale.

En effet, les thèses sur la remise en question des "valeurs universelles" et "l'universalisme démocratique" (en Iran les droits de l'homme = intervention étrangère) au profit des particularismes culturels et religieux (se manifesta en Iran sous forme de la lutte contre le Satan), le rejet de l'ouest et de l'est ("ni est ni ouest, la république islamique") et le rejet de "l'occidentalisation" (en Iran sous forme de rejet du développement économique) furent développés essentiellement mais pas uniquement - par les mouvements néo-fascistes et par la "nouvelle droite" en Europe 13.

Les relations développées après la « Révolution islamique » entre les autorités de Téhéran et une série de librairies, d'organisations, de revues, et de personnalités d'extrême droite et de la "nouvelle droite" sont des indices en faveur de cette hypothèse 14.

Ainsi, nous choisirons quelques points de repères historiques (internes-externes) afin de situer et de qualifier les événements de 1978-79. Ces repères constituent des continuités et des ruptures superposées à des niveaux qualitatifs et quantitatifs différents :

Décodage I - la reconstruction de la légitimité irano-shi'ite

La révolution iranienne n'a été ni une révolution "économique", ni une réaction à "l'exploitation" par "l'impérialisme" des richesses du pays, même si cette exploitation a été réelle, et ni une réaction au "développement économique" qu'il n'a pas eu lieu en Iran.

Ce qu'on appelait modernité et développement économique, c'est une vaste spéculation industrielle, fabricant des hôtels, des bureaux partout dans le pays et les abandonnant quelques temps après à la dégradation. Ainsi, les hommes d'affaires, se remplissaient les poches, tandis que l'immense majorité de la population souffrait d'une situation proche de la misère. Cette modernité, imposée par les Etats-Unis constitue, comme le remarque Vieillard-Baron, une "médiocrité" et engendre les concepts de rupture et de mondialisation :

« En effet, ces deux concepts expriment le même mépris de l'originalité qui s'enracine dans le passé et oppose sa particularité aux diverses sollicitations de nivellement. C'est la voie de la facilité qu'ouvrent le mépris du passé et la volonté de rupture; c'est encore la voie de la facilité que celle de la mondialisation. Sous la pression d'une économie mise au service de la technique et fort puissante en même temps que fort cupide, toutes les sociétés renoncent à leur culture propre pour embrasser celle qui vient du champion de la civilisation scientifique et technique »15.

Aussi, quand on explique l'état du pays par le taux de productivité, du montant de l'épargne ou du nombre d'usines construites, on pourrait être victime de l'économisme (voir le Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales MAUSS).

La révolution iranienne n'a pas été institutionnelle: aucun parti politique classique, aucun groupe institutionnalisé ne l'a dirigée. Il n'y a pas eu de projet politique prédéfini et aucun programme précis, qui aurait permis de la cataloguer et de lui trouver une étiquette.

Le caractère massif et unanimiste de la révolution a surpris beaucoup d'observateurs. Et c'est ce caractère spontané et auto-organisé de la contestation du peuple qui détermine la nature de la révolution. Le sens de la solidarité, l'inventivité du mouvement, le dévouement individuel et collectif constituent les traits importants de ce soulèvement. Ces traits ne sont pas compris, si l'on ne les situe au sein de l'exigence fondamentale du mouvement, à savoir la reconstruction identitaire nationale et individuelle iranienne.

L'intégration des individus à une communauté a été très importante pour que ces individus se voient reconnaître un rôle social et un statut. Or les liens qui lient les individus à la communauté ne sont pas uniquement "économiques".

Ainsi, la destruction des rapports sociaux traditionnels et le choc social provoqué par l'irruption des rapports marchands constituent des éléments favorisant l'explosion sociale.

L'imposition des valeurs "occidentales" acheva de déstabiliser les individus et les communautés. D'où la nécessité d'un retour aux "sources", qui étaient l'islam et le chi'isme, qui s'était déjà intégré à la tradition et à la culture iranienne :

« L'Eglise chi'ite est l'organisateur du consensus national. Gardienne des concepts d'islamité et d'iranité qu'elle articule dans la représentation de l'identité nationale, elle apparaît comme la société civile face au pouvoir politique » 16.

C'est ainsi que les deux éléments fondamentaux de l'islam shi'ite, le "shahadat" et le "towhid", sont devenus des éléments clés du soulèvement. Le premier signifie le "témoignage", et consiste en le sacrifice de la vie du croyant dans le but de témoigner de l'existence de Dieu. Le second qui signifie l'unicité de Dieu est synonyme de l'affirmation selon laquelle l'être est Un et que toutes choses ont la même origine. Ce principe refuse de privilégier les oppositions et les différences (de groupes, de races), ce qui tend vers un comportement unanimiste.

S'agissant de la spontanéité et de l'auto-organisation du mouvement de masses, ce dernier acquiert une dynamique interne, qui le fait réagir de manière plus instinctive que rationnelle, au cours d'un processus qui ressemble à un drame passionnel.

On rejoint par là un trait marquant de cette révolte : la réaffirmation d'une dignité nationale bafouée et d'une liberté abolie. Cette liberté signifie surtout celle d'être soi-même, et de communiquer avec les autres. Car, en l'absence de références communes, constituant des instruments de communication, les iraniens avaient perdu la liberté de communiquer. Cette communication fut rétablie par le scénario révolutionnaire, élaboré et dirigé par le clergé, et joué par des acteurs connus ou inconnus :

« L'ordre politique contestataire se trouve doté d'une légitimité supérieure à celle de l'ordre politique qui a pour fonction de gouverner; la scène politique officieuse se trouve en mesure d'obliger davantage que la scène politique officielle.

Faisant face à une contestation d'inspiration religieuse, le système politique se trouve placé de fait dans une situation de différenciation, sans pouvoir compter, comme l'Etat occidental, sur la possibilité de produire sa propre formule de légitimité » 17.

Le clergé constituait un parti de type nouveau avec sa doctrine, ses références historiques, sa légitimation-justification et son centralisme.

Le clergé-parti disposait d'un centre (la ville sainte de Qom) d'où il dirigeait plusieurs milliers de jeunes mollahs, dispersés dans les villes et villages, néanmoins en contact direct avec le centre.

Les mollahs-militants, financés par la direction, parcouraient le pays et propageaient la doctrine (l'idéologie) parmi la population. À leur retour - régulier - à Qôm, ils transmettaient aux cadres supérieurs du clergé-parti, les informations les plus importantes concernant les aspects matériels et spirituels de la condition de vie des citoyens et des villageois, ainsi que l'état du pays. Ces informations permettaient aux chefs du clergé-parti, de décider du scénario à suivre et de le propager parmi la population.

C'est ainsi que le jour où la direction décide de faire jouer par le peuple le théâtre révolutionnaire islamique, elle suit les mêmes mécanismes.

Le Théâtre révolutionnaire se joue dans la rue et dans les lieux publics, par les acteurs qui ont déjà appris le jeu et se sont déjà libérés de leur peur.

Cette peur avait justifié l'adhésion du peuple au régime impérial par le "Kétmân" ("dissimulation").

Le procédé de "Kétmân" (ou "Taqieh") est un procédé faisant partie des modes de résistance de la religion Shi'ite dès son apparition. Etant né dans une situation d'hostilité et dans un monde dominé par le "sunnisme" et sa légitimité, le shi'isme s'est vu obliger de trouver des moyens de résistance propre et de les légitimer. Considérés comme hérétiques et

étant minoritaires, les shi'ites choisirent "d'adhérer" en apparence au dogme dominant afin d'échapper à la persécution. C'est ainsi que le shi'isme recommanda aux fidèles qui se trouvaient dans un environnement hostile ou dangereux de ne pas conformer leurs paroles et leurs actes à leur foi. Il était permis et même recommandé de garder sa conviction intérieure et de faire état d'une conviction différente en apparence. Depuis que le shi'isme devint la religion d'Etat (16ème siècle), la pratique de "Kétmân" perdit sa dimension religieuse et devint une pratique désacralisée et politique face à l'Etat despotique: on ne proclame pas sa conviction politique, et on donne l'impression d'adhérer au pouvoir dominant. Il en résultait que l'Etat était dans l'incapacité d'évaluer le nombre exact de ses adversaires.

L'élément libérateur du "Kétmân" fut le mollah-analyste jouant avec l'inconscient collectif et canalisant l'énergie des foules dans le sens de la pièce à jouer.

Par ailleurs, l'affaiblissement de l'autorité par la disqualification débarrassa les joueurs de leur peur.

La cérémonie de Rowzè-khâni (rowzè=lamentation), cycle de sermons et de récitations religieuses, fut également importante dans ce processus. Le "rowzè-khân" qui est un akhond ("curé", surnom péjoratif d'un mollah), relate des épisodes de la famille des Imams shi'ite 18.

Le "rowzé-khani" se déroulait en privé ou en public, surtout pendant le mois du deuil shi'ite. Il permettait par exemple aux mollahs, de manipuler et de préparer les futurs acteurs de la scène politico-religieuse.

Les dernières années du régime impérial, les cérémonie de rowzè-khâni se politisaient de plus en plus et des allusions indirectes ou directes au régime en place qualifié de "Yazidi"(Yazid fut le Calife à l'époque où l'imam Hossein et ses compagnons furent tués) étaient mises en avant par les prédicateurs-idéologues.

En sortant de "rowzè-khani", les hommes et les femmes de toutes catégories confondues (sauf les rowzè privées qui étaient organisées par les privilégiés du régime impérial) se sentaient plus "libres", car ils s'étaient défoulés en pleurant et en assumant leur sort.

Aussi, le rôle joué par cette thérapie de groupe sur les futurs acteurs de la scène révolutionnaire fut important.

Un autre élément traditionnel influençant et modelant les foules de croyants - surtout dans les villages - fut le théâtre religieux ou le "Ta'aziyeh"

Ce sont des pièces écrites qui se réfèrent la plupart du temps (mais englobent également d'autres sujets religieux et même des histoires non religieuses) à la tragédie de Kerbela, où l'Imam Hossein et ses compagnons furent massacrés par les Umayyades.

Les acteurs apprennent par cœur leurs rôles. En général il n'y a pas de public, puisque "ceux qui assistent au drame y participent directement" 19. On apprend à jouer les rôles contradictoires : le bon-martyre (Hossein) et le méchant-tyran (Yazid). Donc, l'acteur sait normalement jouer les deux rôles selon les circonstances.

Dans les villages, ce théâtre à l'origine organisé par les associations religieuses (confréries) fut appuyé par les autorités impériales, la dernière décennie du régime impérial. Il était souvent transmis par la TV. Ainsi, la plupart des scènes révolutionnaires se déroulèrent comme un théâtre religieux.

Dans le défoulement collectif que constituait le théâtre révolutionnaire, les acteurs (hommes, femmes, enfants) jouèrent leurs rôles à merveille.

La synchronisation des gestes, les rimes, les slogans furent adaptés à la circonstance.

Décodage II - En remontant dans le temps événementiel Mossadegh-Mashrûtiat.

Le mouvement de 1978 fut la synthèse violente de toutes les contestations et oppositions à l'illégitimité constitutionnelle du pouvoir despotique impérial. Les principales références de ce mouvement furent celles de la révolution constitutionnelle et des traditions nationales et démocratiques du gouvernement Mossadegh (51-53).

Face au pouvoir du Shâh se trouvaient en 1978, deux forces politiques représentant une continuité historique depuis la révolution de 1906-1911 :

-- Celle se réclamant de l'esprit de la constitution de 1906-1911, ainsi que du gouvernement Mossadegh;

-- Celle se réclamant de la tendance religieuse de sheikh Nûri et de l'ayatollah Kashani (1951-53), opposée à la révolution constitutionnelle et à l'expérience Mossadegh.

Cette seconde tendance dirigée par Khomeiny, constituait l'alliée objective du Shâh depuis le coup d'Etat de 1953, dans la mesure où elle l'avait aidé dans la réalisation du coup.

Ce fut à partir des années 1960, lorsque le Shâh lança la Révolution blanche que le clergé, et notamment la fraction khomeiniste rompit avec lui.

La rupture entre le Shâh et les religieux khomeinistes se produisit en 1963. Toutefois, les deux courants furent d'accord jusqu'en 1978 sur un point : le refus de l'application de la constitution, avec ses libertés démocratiques; tandis que le Shâh rejetait l'application de la constitution au nom de la tradition despotique millénaire iranienne, Khomeiny la rejetait au nom du despotisme clérical.

L'alternative au pouvoir du Shâh étant constituée par l'une des deux forces historiques susmentionnées (constitution et anti-constitution), la plupart des élites, organisations et personnalités politiques progressistes qui, jusqu'alors faisaient parties de la première tendance, choisirent de soutenir la tendance religieuse au détriment de la première force.

Les raisons de ce choix furent non seulement l'intoxication et l'aveuglement idéologiques, mais également l'incompréhension profonde de la réalité de la société iranienne et de ses problèmes de la part des personnalités et organisations en question. Par ailleurs, par le jeu des soutiens tactiques ou stratégiques, et des calculs politiques plus ou moins obscurs, toutes les tendances qui prêchaient une seconde révolution (par rapport à celle de 1906) se trouvèrent dans le camp de la première grande contre-révolution depuis 1906.

Le coup de force de Khomeiny dans la révolution de 1978 fut le moyen de mettre un terme à l'expérience d'un Etat de droit fondé sur le principe de la souveraineté populaire. En effet, dans la république islamique de Khomeiny, le pouvoir de légiférer n'appartient pas aux élus de la nation, mais à Dieu.

Pour Khomeiny la raison du rejet du despotisme impérial, n'était pas l'absence de la légitimité populaire, mais l'absence de la légitimité divine. L'état né du coup de force khomeiniste fut un Etat despotique total, qui s'approche d'un totalitarisme "moderne". La différence entre la tradition despotique impériale et le totalitarisme ou l'autoritarisme moderne est que dans le premier cas, le despotisme est basé sur la reconnaissance de facto des différences (société plurale) existantes au sein de la société iranienne, tandis que le totalitarisme religieux tend à supprimer par la force les entités constituant la base même de l'iranité (entente nationale) depuis des siècles. La nature du totalitarisme religieux est proche de celle des totalitarismes "modernes" issus de la dégénérescence des Etats-Nations occidentaux (le fascisme et le nazisme).

Ainsi, les événements de 1978 peuvent être considérés comme une "révolution" si on les considère comme la continuation historique et le développement de celle de 1906-1911. Toutefois, la prise du pouvoir par la tendance Khomeiniste - qui n'est pas la suite logique de ces événements - constitue la victoire de la contre-révolution religieuse (de la tendance Nûri) par rapport à celle de 1906-1911.

Décodage III - De la révolution blanche à la révolution noire : continuité paradoxale (discontinuité culturelle et continuité politico-religieuse)

D'après Hannah Arendt, la direction prise par chaque révolution est déterminée par le régime renversé par la révolution 20.

Les processus de transformation économique et sociale ont commencé avant la prise du pouvoir par Khomeiny. Et il ne s'arrête pas après.

Nous pouvons concevoir la « Révolution islamique » comme une continuité (dernière étape) de la "révolution blanche" du Shâh par des méthodes moins "civilisées", et par la force brute.

S'il est vrai qu'on peut constater une discontinuité culturelle entre le régime du Shâh et celui qui lui a succédé, il y a par contre une continuité religieuse dont les méthodes changent. (la tentative de l'application des lois islamiques a dans l'ensemble échoué).

En effet, la "révolution blanche" du Shâh peut être considérée comme une vraie révolution, dans la mesure où elle transforma les structures socio-économiques du pays en remettant en question certains privilèges (Démantèlement des grandes propriétés foncières semi-capitalistes) et en accordant des privilèges à des couches sociales (tiers Etat) et des avantages (droits) économiques qu'elles n'avaient pas auparavant. Les "nouveaux riches" issus de cette révolution étaient majoritairement d'origines modestes et de par cette origine n'avaient jusqu'alors pas accès aux privilèges réservés à la "noblesse". Cette nouvelle petite bourgeoisie économique et technocratique contrôlait de plus en plus les prises de décision de l'Etat impérial.

Les couches populaires (des quartiers sud) ont eu accès à l'enseignement et se trouvèrent par la suite parmi les piliers de l'américanisation de l'Iran. Les jeunes filles et garçons issus de ces couches furent de plus en plus engagés par les organismes "sensibles" du régime comme la SAVAK, la garde impériale, l'armée, la police, et les différents ministères (l'une des *cause de l'adhésion de ces organismes au soulèvement*).

Par le déclenchement de la "révolution blanche", le Shâh légitima aux yeux de la jeunesse des années 1970, l'utilisation des vocabulaires tels que "révolution", "contre-révolution", "réaction", "peuples" et "classes" :

« Je pouvais détester certaines structures, féodales, arriérés, injustes. Et, par notre révolution, c'est cela que j'ai détruit (...) Et même ceux qui, comme les propriétaires, appartenaient aux catégories ainsi détruites ont été généreusement traités : on ne leur a pas enlevé la vie (...) Tandis que lors des autres révolutions on leur coupait la tête (...)

"Voilà, le processus a commencé. Je veux que les ouvriers deviennent propriétaires, et alors ce sera peut-être une théorie nouvelle ; entre le marxisme, qui ne donne à l'ouvrier aucune incitation valable à bien travailler, et le capitalisme, qui est immoral - c'est l'exploitation de l'homme par l'homme - »

Faire une révolution c'est changer complètement les structures, et c'est ce qui s'est passé » 21.

Et, le Shâh prévoyait en 1976 que la philosophie de la révolution blanche "d'ici douze ans, conduira l'Iran à la "Grande Civilisation" 22.

Par ailleurs, des institutions "révolutionnaires", tels que "l'armée du savoir", "l'armée de l'hygiène", "l'armée de la religion" furent officialisées.

L'une des conséquences de la révolution blanche fut la destruction des structures traditionnelles des villages iraniens et l'exode de jeunes villageois vers de grands centres urbains, notamment Téhéran et la multiplication des bidonvilles où le khomeinisme puisa ses forces "révolutionnaires" jusqu'au-boutistes.

Avant la chute du régime impérial, plus de 60% de la population iranienne était "urbanisée" et les villages étaient en train de se vider.

Parallèlement à ce phénomène, l'américanisation de la jeunesse urbanisée par la diffusion de la sous-culture américano-européenne (feuilletons, séries télévisées, journaux, écoles), engendra un goût artificiel d'aventure, de liberté, de violence et de sexe, qui ne pouvait s'exprimer dans le cadre de l'ordre impérial.

Nous écrivions en 1977 :

« La contradiction dialectique entre une infrastructure économique en totale et rapide mutation et des institutions arriérées; entre l'autonomie relative de l'appareil étatique et sa dépendance (...) vis-à-vis du système capitaliste international (...), l'antagonisme entre l'Etat (confondu avec l'oligarchie pétrolière) et la "Nation" (ici l'ensemble de ses sujets), et finalement la contradiction entre la fonction bonapartiste du Shâh et de l'appareil étatique, d'une part, et leur dépendance vis-à-vis des intérêts de la bourgeoisie iranienne, d'autre part, tous ces facteurs créent une situation de *déséquilibre permanent* qui pourrait mener à l'éclatement et à la désintégration du système despotique »²³.

Les contradictions engendrées par la révolution blanche ne se résumaient pas à cela. Durant la même période une importante campagne fut déclenchée pour le "retour à l'identité" et à la recherche de ses origines.

Des chercheurs et sociologues, théoriciens de l'ordre impérial s'efforcèrent de rejeter les aspects progressistes de l'occident, tels que la démocratie et les droits de l'homme, au nom de la lutte contre l'occidentalisation et le retour aux sources. Ce qui a produit ce que Shayegân appelle une "schizophrénie culturelle":

« On veut être à la fois - et ceci sans être conscient des incompatibilités sous-jacentes - moderne et archaïque, démocrate et autoritaire, profane et religieux, en progrès et en retard sur le temps » 24.

Cette campagne, appuyée par la presse, la TV, l'Université et l'école aboutit finalement à la création du parti unique "rastakhize".

Ainsi, le régime impérial avait libéré les forces nécessaires, et préparé les mentalités pour l'avènement du radicalisme religieux, car il ne put créer un espace politique d'expression et de rassemblement - en dehors de la religion - acceptable par les jeunes.

Une iranienne interrogée par Kravetz déclarait :

« Le Chah a donné la citoyenneté aux femmes iraniennes et les filles de ma génération ont grandi avec ce paradoxe : nous allions nous battre désormais contre le régime qui nous avait libérées de l'exclusion sociale... »²⁵.

Là où le Shâh échoua, Khomeiny "réussit": un radicalisme populaire et anti- intellectuel; un retour aux sources (islamique et iraniennes); une intégration plus poussée de l'Iran au marché mondial; une occidentalisation plus profonde de l'Iran; et le plus important peut-être, le Shâh ne représentait plus "l'autorité" et ce que Guy Hermet appelle "la nostalgie de l'autorité" ²⁶ a facilité la réussite de Khomeiny à remplir le vide , ressenti par une parti des élites, des membres des classes moyennes, mais surtout la grande partie de la "populace". Cette "populace-jeunesse", déracinée, urbanisée, américanisée à coup de TV et fast-culture.

Ce rôle dirigeant de la jeunesse (en 1986 plus de 45% de la population avait moins de 14 ans) dans la dynamique révolutionnaire fut mise en évidence à plusieurs reprises. Paul Vielle considère que ces jeunes:

« représentent les générations formées après la grande rupture des rapports sociaux traditionnels que constitue la "Révolution blanche" (...) Les jeunes "actifs", totalement situés hors des cadres sociaux de l'ancienne société effondrée, puisqu'ils ne l'avaient même pas connue, étaient en même temps, les exclus par excellence de la formation nouvelle » 27.

Ainsi avec l'affaiblissement de l'autorité charismatique et orientale du Shâh, les nostalgiques de l'autorité trouvèrent en Khomeiny le symbole du nouveau despote montant. Tout en criant "liberté", ces masses compactes demandaient un dictateur plus fort (voir le comportement schizophrénique dont parle Shayegan). ("On désire ce qu'on craint, on aime celui qui vous tue" Voilà une "absurdité inéliminable" du despotisme) ²⁸ .

Il faut ajouter que les organisations militantes et activistes comme les mojahedine, les fédâyins et différents groupuscules Mao-staliniens, avaient depuis longtemps prêché,

l'acceptation de l'"autorité du mouvement" (de leurs mouvements) par les intellectuels et le peuple, mais n'avaient pas prévu l'arrivée d'une autre "autorité" à la tête du mouvement.

Cela est vrai, si l'on tient compte également des survivances des caractéristiques asiatiques (orientales) du pouvoir et de sa représentation charismatique, incarnée par un Shâh ou un Khomeiny (Cf. Karl Witefogel "le despotisme Oriental").

L'unanimité (fusion des masses-jeunesse) qui caractérisa la "révolution" iranienne a eu deux conséquences contradictoires : d'une part l'avènement d'un pouvoir totalitaire puisant sa légitimité dans le populisme unanimiste, de l'autre, la vulnérabilité de ce même pouvoir due à sa dépendance de cette base populaire. Le mouvement fut une entité contre-totalisante dont l'idéologie manichéenne allait devenir celle du futur Etat totalitaire. La fusion unanimiste s'opéra sur la base du message clérical, inspiré par le refus et le rejet de l'ordre existant.

L'ordre clérical qui a pris le pouvoir le 11 février 1979 au détriment du Tiers Etat (peuple souverain), participait déjà au pouvoir à l'époque impériale et jouissait des droits que le Tiers n'avait pas. Il était, en tant que catégorie sociale, partie prenante dans le système du Shâh. Et il n'a pas pris le pouvoir pour le redonner au peuple (tiers). Il s'agirait donc d'un changement de direction sociale, changement radical, usant des méthodes "révolutionnaires". Cette prise du pouvoir (coup d'Etat) peut être qualifiée de « Révolution islamique », si l'on entend par révolution, un changement brusque et violent du pouvoir politique du pays.

Le "Tiers" qui n'était politiquement "rien" avant la "révolution" fut une fois encore dépossédé de ses droits²⁹.

Dix ans de radicalisme religieux ont préparé l'Iran (dans toutes ses couches sociales) à entrer sans résistance et dans le modernisme actuel et - paradoxalement - dans une ère de démocratisation. Les obstacles à ces phénomènes qui existaient à l'époque du Shâh (la religiosité anti-démocratique, la non politisation de la société, la participation des couches défavorisées à la vie politique etc...) sont en train de disparaître. Et plus important encore, une société civile très active - malgré les apparences - est en train d'être forgée. Elle peut représenter l'espoir d'une démocratisation et une modernisation intériorisées.

Ainsi comme le remarque Shayegân :

« Ce n'est pas la révolution qui s'islamise pour un devenir, une eschatologie (...); c'est l'islam qui s'idéologise, entre dans l'histoire pour combattre les infidèles, c'est à dire les idéologies concurrentes, les quelles sont en général des idéologies de gauche mieux équipées et en tout cas plus conformes à l'esprit du temps. Ce faisant la religion tombe dans le piège de la ruse de la raison : voulant se dresser contre l'Occident, elle s'occidentalise; voulant spiritualiser le monde, elle se sécularise; et voulant nier l'histoire, elle s'y enlise entièrement » 30.

Pour sa part, Bertrand Badie pose la problématique de la recherche d'une démocratie propre à chaque culture et évoque le courant "revivaliste" islamique qui propose de "faire revivre une culture en l'adaptant aux données de la modernité" et de rechercher un "modèle islamique de démocratie" 31. Mais, en existe-t-il ?

CONCLUSION

1 - Motivations et attitude par rapport au mouvement de masses

Les élites sont en général très impressionnées par l'ampleur du mouvement de masses, qu'elles ont d'une certaine manière contribué à déclencher. À l'époque où se déroulaient ces événements, cette impression les stimulait et les confortait dans l'idée d'une participation plus active au mouvement, au point d'en devenir les prisonnières. Cette attitude a été générale chez les intellectuels et les technocrates. Elle s'est manifestée par l'apparition d'un populisme spontané (adhésion sans critique au mouvement de masses) et par le renforcement de la tendance à l'unification (soumission aux mots d'ordre lancés par la direction religieuse). Ces comportements se propagèrent peu à peu dans tous les corps de l'Etat, pour paralyser en fin de compte les forces de l'ordre et les responsables militaires.

2 - L'adhésion à l'idéologie religieuse

D'après nos sources, cette adhésion paraît n'être chez les élites qu'un fantasme. En effet, les élites attachaient très peu d'importance à l'idéologie religieuse en tant qu'application de la religion à la société moderne.

L'idéologie religieuse apparaît plutôt comme une nouvelle idéologie politique, plus séduisante encore que les précédentes (le marxisme, le libéralisme, etc.), dans la mesure où elle pouvait plus facilement être intériorisée, et par conséquent défendue sans mauvaise conscience. Cette nouvelle idéologie "rétro" correspondait bien à toute une mode "rétro" développée et encouragée par le régime impérial : retour à l'identité, retour aux sources, discours des intellectuels liés au régime impérial sur les méfaits de la démocratie à l'occidentale (d'où la création du parti unique), etc.

Ainsi, la fascination du puritanisme contenu dans la nouvelle idéologie "rétro" facilita l'apparition des phénomènes tels que le port du voile de la part des femmes modernistes (universitaires, étudiantes, cadres), et la participation des intellectuel laïcs et marxistes aux pratiques religieuses.

3 - Le rôle pratique des élites dans le mouvement

Ce rôle paraît être décisif. Les raisons qui ont permis la manipulation des élites par les religieux peuvent se résumer ainsi :

Estimant que les religieux étaient incapables de gouverner le pays, les élites se considéraient comme le futur gouvernement du pays.

Les élites pensaient que les religieux leur permettraient de se réconcilier avec la population et d'acquiescer ainsi une base sociale qui leur faisait défaut.

Certaines fractions de l'élite pensaient qu'elles pouvaient concurrencer les religieux sur leur propre terrain, en expliquant aux masses l'idéologie religieuse, et même la religion, de

manière "scientifique" afin de garder le monopole de l'idéologisation de la religion (partisans de Sharîati, de Banisadr, de Bâzargân, des socialistes islamiques, etc.).

4 - Comment les religieux ont-ils manipulé les élites ?

Les religieux ont fait croire aux élites que ce sont elles qui gouverneraient dans le futur, et qu'ils n'aspiraient, eux, qu'à s'occuper des affaires religieuses.

Les religieux ont reproché aux élites leur "occidentalisation" et leur mode de vie calqué sur "l'étranger". C'est ainsi que pour se "justifier", les élites ont adopté un comportement destiné à démonter le contraire.

Les religieux ont promis les libertés de réunion, d'expression, de presse, et des élections libres afin que la nation choisisse son régime politique.

5 - Position par rapport à l'idéal démocratique ?

Toutes les revendications formulées par les élites, dès le début du mouvement et jusqu'à trois mois avant le renversement du régime monarchique, concernaient la réalisation des libertés démocratiques et des valeurs considérées comme "occidentales". Toutefois, une longue période de dépolitisation de la société, l'absence de pratiques démocratiques et d'exercice d'institutions libres, au cours des années précédentes, eurent pour conséquence que les élites attachaient beaucoup plus d'importance à la forme qu'à la démocratie réelle. Les valeurs démocratiques n'avaient pas été intériorisées par les élites. Les mêmes facteurs empêchèrent le régime impérial auquel manquaient des hommes politiques expérimentés, d'affronter la crise.

Dès lors que le mouvement religieux affirma son hégémonie dans la direction des opérations, les élites, tout en se réclamant des valeurs démocratiques, changèrent de discours, considérant que désormais ce n'était plus l'Occident mais l'Islam qui pouvait constituer une référence pour la réalisation des aspirations des Iraniens.

NOTES

Première Partie : Acteurs et jeux politiques

Chapitre I

- 1- Daryush Shayegan, *Le regard mutilé*, Paris, Albin Michel, 1989, p. 171.
- 2 - Ahmad Kasravî, *Dâdgâh* (Tribunal), Téhéran, Mihan, 1340 (première édition 1323 = 1944), p. 6.
- 3 - Shaul Bakhash, cité par Chahrokh Vaziri, *Iran : Islam et luttes d'émancipation nationale*, Genève, Centre Europe Tiers-Monde, Publicetim 8, 1980, pp. 31-36.
- 4 - Paul Sabatiennes, *pour une histoire de la première loge maçonnique en Iran*, in : Revue de l'Université de Bruxelles, nos 3-4, 1977, pp. 414-442. Voir également Shaul Bakhash, op.cit., 1978, pp. 35-40.
- 5 - Bennigsen & Haupt, "*L'Iran 1908-1911*", in : La 2^e Internationale et l'Orient, Paris, Cujas, 1967, pp. 68-69.
- 6 - Chahrokh Vaziri, "*Le Mouvement Djangal en Iran*", CEMOTI (cahiers d'études sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien), Paris, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1989 (7).
- 7 - Camille Verleeuw, "*L'association Hojjatyee Mahdaviyye*", in : Contestations en pays islamiques, Paris, CHEAM, 1986, vol. II.
- 8 - Chahrokh Vaziri, *Le pétrole et le pouvoir en Iran*, Lausanne, Piantanida, 1978.
- 9 - Iraj Pézéshkzâd, *morûri bar vaqé-é 15 khordâd 42*, Paris, Néhzat, 1365.
- 10 - In : *Annexes*, Téhéran, Editions Rawaq, 1979.
- 11 - Ch. Vaziri, *Iran : Islam et luttes d'émancipation nationale*, op. cit. , pp. 62-64.
- 12 Cf. La Savak, "*assrâr-e fa'aliathâyè zédé irâni dar khârej az keshvar*" (révélations sur les activités anti-iraniennes à l'extérieur du pays), Téhéran, 2535. F. Fûlâdi, *gôzâresh bé rowshanfekrânè Iran* (rapport aux intellectuels iraniens), Europe, fin 1970. Amir Tâheri, *Khomeiny*, Balland, Paris, 1985, pp. 168-170. Gerard de Villiers, *l'irrésistible ascension du Shah d'Iran*, Plon, Paris, 1975.
- 13 - Olivier Warin, *Le lion et le soleil*, Entretien avec le Shah, Paris, Stock, 1976, p. 169.
- 14 - Cf. Ministère de l'Information, *Discours de Sa Majesté Impériale au sujet de la constitution du parti Rastakhiz*, (en persan), Téhéran, 1975.
- 15 - Oriana Fallaci, *Entretien avec l'Histoire*, Paris, Flammarion, 1975, p. 52.
- 16 - Union de Banques Suisses, *Analyses de pays: Iran*, août 1976, p. 6.
- 17 - Bank Markazi Iran, *Annual Report*, Téhéran, 1975-76, pp. 24-31.
- 18 - Vaziri, op.cit., 1978, p. 255.
- 19 - Ibid., p. 271.
- 20 - UBS, op. cit., p. 5.
- 21 - Paul Balta, *l'Iran insurgé*, Paris, Sindbad, 1979, p. 130-131.
- 22 - Ibid., p. 228.
- 23 - in : *Documentation française*, no. 457, 11 février 1983.

- 24 - Michael Fisher, *Iran: From religious dispute to revolution*, London, Harvard University press, 1980, p. 248-249.
- 25 - Ibid., p. 248-249.
- 26 - Cf. Marvin Zonis, *The political Elite of Iran*, New Jersey, Princeton University Press, 1976.
- 27 - Document in : *Assnâdè Laneyè Jâssûssi* (Documents du nid d'espion), Téhéran, 1980-1988, vol., 7 (relations Shâh-USA). Il s'agit des documents trouvés à l'Ambassade américaine de Téhéran lors de son occupation en 1980 par les étudiants khomeinistes. Ces documents triés, rassemblés et certains recollés sont publiés depuis progressivement. Plus de 70 volumes ont déjà été publiés par les "Etudiants disciples de la ligne de l'Imam". Chaque volume contient la reproduction en fac-similés des documents originaux et de leur traduction en persan.
- 28 - Balta, op.cit., p. 198.
- 29 - Méhdi Bâzargân, *enqêlâbé Iran dar dô harakat* (révolution iranienne en deux mouvements), Téhéran, M.L.I., 1985, pp. 39-40. Le Président Carter confirme le rôle joué par les classes moyennes:
"Les classes moyennes, les étudiants et la communauté islamique pouvaient être les trois piliers d'une modernisation harmonieuse de l'Iran. Mais il savait (...), que ces trois groupes représentaient également un danger pour le régime du Shâh" (Carter, p.336)
- 30 - Manouchehr Ganji, *Iran - les dix ans de la Révolution Islamique (1979-1989)*, Paris, 1989, pp. 4-5.
- 31 - Shaul Bakhash, *The reign of the ayatolla*, London, Tauris & Co. , 1985, p. 14.
- 32 - Ibid., p. 15.
- 33 - Gholam R. Afkhami, *The iranian revolution : Thanatos on a national scale*, Washington DC, The Middle East Institute, 1985, pp. 180-181.
- 34 - Réza Daneshvar, *Interview* (45 minutes), Paris, 9/1986.
- Et enfin les propos de cet étudiant nommé Farhâd, interrogé à Neauphle le Château sont à cet égard révélateurs. En parlant de Khomeiny, il déclarait :
- « Si le fanatisme signifie être contre une domination étrangère et contre le gaspillage de nos ressources, alors il est fanatique (...) Mais sachez bien que ce sont des propagandes de l'Ancien régime, de l'ancien Shâh (...) de l'accuser de fanatisme pour le séparer de la couche intellectuelle iranienne afin de donner un visage démodé de cette personnalité (...) 35 millions d'Iraniens ne peuvent pas être des fanatiques »
 (France Inter, *La longue marche de l'ayatollah*, Emission du 31 janvier 1979).

Chapitre II

- 1 - Voir également la lettre des dirigeants du Front National au Shâh plus loin.
- 2 - In : *Bulletin du comité pour la défense des libertés et des droits de l'Homme en Iran* (Bulletin), Paris, mai 1978 (20 esfand 1356).
- 3 - in : *Bulletin...* , janvier 78 (1er bahman 1356).
- 4 - Ibid.
- 5 - in : *Bulletin...*, janvier 1978 (10 bahman 1356/57).
- 6 - In : *Bulletin...*, fév. , 78 (5 esfand 1356).
- 7 - in : *Bulletin...*, mai 78 (20 esfand 1356).
- 8 - In : *Bulletin...*, mars 78 (farvardîn 1357).
- 9 - In : *Bulletin...*, mars 78 (12 farvardîn 1357).
- 10 - Ibid. , mars 78 (23 farvardin 57).
- 11 - Ibid.
- 12 - Ibid. , juillet 78 (30 tir 1357).
- 13 - oct. , 78 (30 méhr 1357).
- 14 - « La classe politique qui a entouré le Shâh et qui n'a pas cessé de l'encourager dans ses desseins politiques et économiques, était composée en grande partie des technocrates et des membres du parti Toudeh (ex-communiste). Les uns, dédaignaient la participation de la population et avaient recours à des méthodes

autoritaires de propagande, de censure et de contrôle, les autres encourageaient la nature centralisatrice et bureaucratique du régime (...)

Tous les groupements, comme le Front National, qui a le mérite de réclamer depuis toujours le retour à la légalité constitutionnelle, peuvent et doivent exercer leur droit légitime de critique et de proposition et ont un rôle primordial à jouer. La seule issue pour l'Iran, c'est de revenir à la Constitution, qui, malgré soixante-dix années de violations successives, demeure l'unique moyen d'équilibre et d'entente entre les Iraniens » (SIC) *Le Monde*, 3 nov. , 78.

15 - Nassser Fakhr-Soltani, *Interview* (70 minutes), Lausanne, 14.06.86.

16 - D. Shayegan, *Qu'est-ce qu'une révolution religieuse*, Les presses d'aujourd'hui, Paris, 1982, P. 218. Voir également Ch. Vaziri, *Iran : islam et luttes d'émancipation nationale*, op.cit. , pp. 62-64.

17 - Ali Shariati, *Civilisation et Modernisation*, Téhéran, Comité de propagation internationale de la révolution islamique, 1981, pp. 22, 23, 27.

18 - Ali Shariati, *Oeuvres complètes*, vol. 7, Téhéran.

19 - Nouchine Yavari-d'hélocourt, "*Les intellectuels face à l'Occident et à la modernisation en Iran*", Cemoti, Paris, no. 6, juin 1988.

20 - J.M.Etter et R. Bernard, "*Reportages en Iran*", Radio Suisse romande, janvier 1979.

21 - Bazargan, *Enqélabé Iran...*, op.cit., p. 26.

22 - Hassan Mâssâli, *Interview* (70 minutes), Paris, 13.08.1986.

23 - Ibid.

24 - In : *Now Rouz*, *Bulletin d'études iraniennes*, Paris, no. 1, juillet-août 1978, p. 41. Souligné par nous.

25 - Document from NEA/IRN to State dep. , in : *Assnâdè...*, op.cit., vol. 18. Souligné par nous.

26 - France Inter, op.cit. Souligné par nous.

27 - Ibid.

28 - Gary Sick, *All Fall down*, London, Tauris, 1985, p. 55.

29 - Ibid., p. 112.

30 - France Inter, op.cit.

31 - Mâssâli, *Interview citée*.

32 - Hassan Mâssâli, *natâyéj séminaré Wiesbaden* (Les conclusions du séminaire de Wiesbaden sur la crise de la gauche en Iran), Europe, 1985, pp. 69-70.

33 - Mâssâli, *Interview citée*.

Chapitre III

1 - in : *Bulletin....*, jan.78 (1er bahman 56).

2 - Ibid., déc. 77 (30 azar 56).

3 - Ibid., mars 78 (5 farvardin 57).

4 - Ibid.

5 - Ibid.

6 - Ibid., juillet 78 (30 tir 57).

7 - Ibid., sep. 78 (10 shahrivar 57).

8 - Ibid.

9 - Ibid., oct. 78 (30 méhr 57).

10 - *Ettéla'ât*, oct. 78 (2 âbân 57).

11 - Ibid., (3 âbân 57).

12 - Ibid., no. 78 (8 âbân 57).

13 - Ibid.

14 - *Tract*, juin 77 (22 khordad 1356).

15 - in : Me Madeleine Lafue-Veron, "*Enquête en Iran du 28 nov. au 11 déc. 1977*", Association Internationale des juristes catholiques, Paris, 1977.

16 - Dr. Abdorrahman Borûmand, *Interview* (110 minutes), Paris, 5.12.84 et 12.01.1985.

- 17 - Ibid.
- 18 - Document de la Savak in : Ministère du renseignement de la république islamique, *Farazhai az târikhè enghélâb...* (Choix de textes concernant l'histoire de la révolution: Documents de la Savak et de l'Amérique), Téhéran, no. 1989. p. 27.
- 19 - Ibid., p. 81.
- 20 - In : *Bulletin...*, sept. 78 (10 shahrivar 57).
- 21 - Ibid., oct. 78 (30 méhr 57).
- 22 - In : *Assnâdè...*, op.cit., vol. 20.
- 23 - In : *Bulletin...*, op.cit., septembre 78 (30 méhr 57).
- 24 - A. Borûmand, op.cit.
- 25 - Mahmoud Héjazi, *Interview* (60 minutes), Nice, sep. 86.
- 26 - In : *Bulletin...*, oct. 78 (30 méhr 57).
- 27 - Nasser Parvine, *Interview écrite*, Genève, 1988.
- 28 - Lafue-Verron, op.cit.
- 29 - in. *Bulletin...*, déc. 78 (30 azar 57).
- 30 - Ibid., jan. 78 (1er bahman 56).
- 31 - Ibid., avril 78 (8 ordibéhésht 57).
- 32 - *Ettélâ'ât*, nov. 78 (11 aban 57).
- 33 - in : *Bulletin...*, juillet 78 et sep. 78 (15 tir 57 et 10 shahrivar 57).
- 34 - In : *Bulletin...*, déc. 77 (30 azar 57).
- 35 - Ibid., avril 78 (1er ordibéhésht 57).
- 36 - Ibid., oct. 78 (30 méhr 57).
- 37 - Sarrème ed-din Sadéq-Vaziri, *Pourquoi le comité d'investigation nationale, pourquoi le tribunal national ?*, oct. 78 (aban 57), Téhéran.
- 38 - In : *Bulletin...*, jan. 78 (10 bahman 56).
- 39 - Ibid.
- 40 - Lafue-Verron, op.cit.
- 41 - In. *Bulletin...*, mars 78 (20 esfand 56).
- 42 - Ibid.
- 43 - Ibid., avril 78 (8 ordibéhésht 57).
- 44 - Ibid., mai 78 (30 ordibéhésht 57).
- 45 - Ibid., sep. 78 (14 shahrivar 57).
- 46 - Ibid., juillet 78 (30 tir 57).
- 47 - Ibid., oct. 78 (30 méhr 57).
- 48 - Homayoun, op. cit.
- 49 - Lâdan Boroumand, "*Entretien dans une usine au lendemain de la révolution*", in : *Peuples Méditerranéens*, Paris, Juillet-septembre 1979, p.65.
- 50 - Lâdan Boroumand, *Interview* (80 minutes), Paris, jan. 86.
- 51 - Faramarz Bahar, *Interview* (30 minutes), Paris, 9.86.
- 52 - Fakhr-Soltani, *Interview citée*.
- 53 - Abbas Rastégâr, *Interview* (40 minutes), Vienne, nov.85.

Chapitre IV

- 1 - Daryoush Homayoun, *Dirouz va fardâ* (hier et demain), USA, Iranbook, 1985, pp. 57-58.
- 2 - Temps Presents, *portrait du Shah*, émission de la TV suisse romande, fév. 1978.
- 3 - Ibid.
- 4 - Voir Chapitre V.
- 5 - Gary Sick, op.cit., p.162.
- 6 - Mohammad Réza Shah, *Réponse à l'histoire*, Paris, Livre de poche, 1981, p. 236.
- 7 - Ibid., p. 335.
- 8 - Zb. Brezizinski, *Power and principle*, N.Y., Farrar, 1983, pp. 360-361.
- 9 - In : *Assnâdè...*, op.cit., vol.7.
- 10 - Ibid.

- 11 - William Sullivan, *Obbligato*, N.Y., Norton, 1985, pp. 268-270.
- 12 - Ockrent & de Marenches, *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986, p. 244.
- 13 - Ibid., p. 248.
- 14 - Ibid., p. 254.
- 15 - Ibid., p. 255.
- 16 - Homayoun, op.cit., p. 83.
- 17 - M.R.Shah, op. cit., p. 334.
- 18 - *Ettelâ'ât*, 9 avril 79.
- 19 - ibid., 12 avril 79.
- 20 - Dr. Manoutchehr Razmara, *Interview* (100 minutes), Paris, 9.9.85.
- 21 - Mehrdad Khonsari, *Interview* (60 minutes), London, 8.10.85.
- 22 - Mahmoud Khoshnâm déclare à ce sujet: « Mais quand il a quitté le pays, j'ai pensé que juste au moment où il devait réagir avec force, il agit mollement, avec faiblesse et résignation. Les gens pouvaient même voir ses larmes à la TV et il entendait aussi la voix de leur révolution. Quand, une année ou deux ans auparavant, il était encore possible de conduire le pays vers la démocratie, il ne laissait malheureusement aucune possibilité d'épanouissement intellectuel, ni de débats et discussions, il avait réprimé toutes les organisations et tous les groupes (...)
Peut-être, si le Shâh avait entendu plus tôt, la voix de la révolution, nous n'aurions pas aujourd'hui cette situation » Mahmoud Khoshnam, *Interview* (30 minutes), Paris, 09.86.
- 23 - Fereydoun Hoveida, *La chute du Shah*, Paris, Buchet-Chastel, 1980, pp. 29-31.
- 24 - Mâssâli, *Interview citée*.
- 25 - Paul Balta, *L'Iran insurgé*, Paris, Sindbad, 1979, pp. 211-213.
- 26 - *Ettelâ'ât*, 25 oct. 78 (3 aban 57).
- 27 - Ibid., 26 oct. 78 (4 aban 57).
- 28 - Ibid., 28 oct. 78 (6 aban 57).
- 29 - Ibid., 30 Oct. 78 (8 aban 57).
- 30 - Etter & Bernard, programme cité (VI).
- 31 - Khoshnam, *Interview citée*.
- 32 - Davoud Abdolahi, *Interview* (30 minutes), Paris, 86.
- 33 - Peyman, *Interview citée*.
- 34 - Jamshid Peyman, *Interview* (90 minutes), Vienne, 14.11.85.
- 35 - Homayoun, op.cit., pp. 75-76.
- 36 - Alirézâ Meybodî, *Interview* (110 minutes), Paris, juin 1986.
- 38 - Mostafa Alamouti, *Interview* (70 minutes), London, 9.10.85.

Chapitre V

- 1 - in : *Assnâdè...*, vol. 12.
- 2 - Ryszard Kapuscinski, *Le Shah*, Paris, Flammarion, 1986, pp. 117-129.
- 3 - Ledeen & Lewis, *Débacle., l'échec de la politique américaine en Iran*, Paris, Albin Michel, 1981, p. 122.
- 4 - Ibid., p. 123.
- 5 - Homayoun, op.cit., pp. 92-93. Cette version des faits est également confirmée par Massûd Béhnûd dans son ouvrage "Az Seyed Ziâ tâ Bakhtiâr" (les gouvernements de l'Iran, de Seyed Ziâ à Bâkhtiâr), Téhéran, Editions Jâvidân, 1366 (1987), pp. 740-741.
- 6 - Jimmy Carter, *Mémoires d'un Président*, Paris, Plon, 1982, p. 336.
- 7 - Homayoun, op.cit., pp. 70-71.
- 8 - Ibid.
- 9 - Amir Hossein Amir Parviz, *Interview* (100 minutes), Paris, Londres, 7. 1985.
- 10 - Gary Sick, op.cit., p. 169.
- 11 - Amir Parviz, *Interview citée*.
- 12 - *Antenne 2*, 10 septembre 1978.
- 13 - In : *Assnâdè...*, vol. 12.
- 14 - *Choix de textes ...*, op. cit., pp. 116-122.
- 15 - Boroumand, *Interview citée*.

16 - Ibid.

17 - Michel Poniatowski déclare: « J'ai été envoyé du 21 au 24 décembre 1978 par le président Giscard d'Estaing pour rencontrer le Shâh avant que ne s'ouvre, au début de janvier 1979, le sommet dit "des Grands" aux Antilles. Il s'agissait de savoir quelle était la volonté du souverain, s'il cédaient devant l'émeute ou au contraire résistait et, en ce cas, par quels moyens ? Les grands pays occidentaux pouvaient l'aider. J'ai trouvé un pays qui était déjà en situation révolutionnaire (..)

De l'ambassade, j'ai gagné, non sans mal, la résidence du Shâh. Je ne l'avais pas vu depuis un an. Au lieu d'un homme énergique, et volontaire que j'avais connu, je me suis trouvé devant un homme malade, épuisé, ne pensant qu'à partir. Je lui ai proposé de s'occuper lui-même du destin de Khomeyni, alors en France. En d'autres termes, il était libre d'agir...Il m'a répondu : "Surtout pas, protégez-le à tout prix ! S'il lui arrivait quelque chose, ici ce serait l'explosion et je ne pourrai rien faire, même pas partir"

J'ai alors proposé d'expulser Khomeyni de France. Le Shâh a insisté pour qu'il n'en soit rien fait...Je lui ai demandé, en fonction du sommet qui se préparait, quelles étaient ses intentions (...)

"Je ne donnerais jamais l'ordre de tirer sur mon peuple. Si je le faisais, il y aurait demain 25000 morts"Je lui ait dit : "Sire, si vous ne le faites pas, il y aura des centaines de milliers de morts et votre pays sera emporté dans une révolution primitive et rétrograde..." » Michel Poniatowski in : *Le Nouvel Observateur*, Paris, 5-11 septembre 1986. Voir également la note confidentielle de M. Poniatowski à V.G.E, in *Le pouvoir et la vie*, Paris, France Loisir, 1988.

18 - Biographic information on deputy prime minister Ebrahim yazdi, signé par Sullivan et envoyé à Washington le 26.03.79, in : *Assnadè...*, vol. 18.

19 - Ibid.

20 - Ibid.

21 - Ibid., vol. 9, consacré à Banisadr.

22 - Lâdan Boroumand, *Interview citée*.

23 - Ibid.

24 - P. Balta, op.cit., pp. 43-44.

25 - Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, Paris, Albin Michel, 1982, pp. 119-120.

26 - A. Boroumand, *Interview citée*.

27- Amir Parviz, *Interview citée*.

28 - in : Ebrahim Yazdi, *âkharin talâsh'ha dar âkharin rouzhâ* (derniers efforts des derniers jours), Téhéran, Entêshârât Qalam, 1363 (1985), pp. 41-42.

29 - Ibid., p. 43.

30 - Homayoun, op.cit., pp. 76-77.

31 - Yazdi, op.cit., p. 42.

32 - Gary Sick, op.cit., p. 76.

33 - F. Hoveida, op.cit., pp. 186-187.

34 - Houchang Nahavandi, *Iran : Anatomie d'une révolution*, Paris, SEGEP, 1983, p. 99.

35 - M. Héjazi, *Interview citée*.

36 - Peyman, *Interview citée*.

37 - In : *Assnadè...*, vol. 18.

38 - A. Boroumand, *interview citée*.

39 - J.D. Stempel, *Inside the iranian revolution*, Indiana University, 1981, p. 150.

40 - In : *Assnadè...*, vol. 21.

41 - Ibid., vol. 18.

42 - Ledeen & Lewis, op.cit., p. 210.

43- M. R. Shah, op. cit., p. 268.

44 - H. Khashayar, *Az Amouzégar tâ khomeiny* (D'Amouzégar à Khomeiny), Europe, Editions Armankhah, 1361, pp. 22-23.

45 - A. Boroumand, *Interview citée*.

46 - In : *Assnadè...*, vol. 20.

47 - Selon le rapport du 10 novembre 1952, envoyé par l'ambassade à Washington : « Bakhtiar ne voit pas d'un bon oeil la politique américaine en Iran, mais il pense que les Etats Unis devraient avoir une politique indépendante de l'Angleterre en Iran. Car la politique américaine en Iran a été manipulée par l'Angleterre ».

Dans le rapport no. 5579, daté du 3 juillet 1961 et envoyé par l'ambassade à Washington, on peut lire cette affirmation de Bakhtiar au sujet du pacte militaire du CENTO (pacte militaire pro-américain entre l'Iran, la

Turquie et le Pakistan) : « Je considère le Cento comme un instrument de pression et de présence des Anglais en Iran ».

Efin, les rapports nos. 400 et 486 de l'ambassade, envoyé le 11 décembre 1961 à Washington mettent l'accent sur le fait que parmi les dirigeants du Front National, Bakhtiâr est le plus actif et le seul à insister sur le fait que la politique de l'Iran ne doit se décider ni à Londres, ni à Washington et ni à Moscou.

Ibid.

48 - In : *Assnâdè...*, vol. 20.

49 - *Communiqué*, Europe, 13 dey 1357.

50 - *Le Monde*, 3-4 janvier 79.

51 - Diffusé par *Radio Iran*, 12 janvier 79.

52- Amir parviz, *Interview citée*.

53 - In : *Assnâdè...*, vol. 18.

54 - Brezizinski, op.cit., pp. 378-79.

55 - Rapport confidentiel envoyé par l'ambassade américaine de Moscou au Département d'Etat, le 13 janvier 79, In : *Assnâdè...*, vol. 48.

56 - Stempel, op.cit., p. 175.

57 - Balta, op.cit., p. 88.

58 - Hamid Sadr, *Interview* (40 minutes), Vienne, nov. 85.

59 - D'après M. Nasser Parvin (opposé à Bakhtiâr) :

« Bakhtiâr joua politiquement et gagna : relativement inconnu, il devint célèbre. Si la révolution était d'une manière ou d'une autre réprimée, on le lui attribuerait. Autrement, il pourrait, en tant que figure et élément défenseur de la liberté, soumis à la démocratie, en face du régime de Khomeiny, réunir un rassemblement des opposants autour de lui et tant que ce régime serait en place, il serait dans le jeu ». Parvine, *Interview citée*.

Il est vrai que la déception était grande parmi les intellectuels après l'arrivée au pouvoir de Khomeiny et la répression qui s'en est suivie.

Quelques six mois après sa chute, Bakhtiâr arriva à Paris, et les journalistes désiraient savoir s'il avait encore des partisans en Iran et comment les élites le jugeaient. L'envoyé spécial de Radio Suisse Romande à Téhéran, Joseph Blondevin, répondait aux questions posées :

« Oui, à Téhéran, on parle même d'une bakhtiarite. La bakhtiarite serait une maladie contractée par les intellectuels iraniens (...) Dans les difficultés de gestion et d'administration dans lesquelles se débat l'Iran, Shâpûr Bakhtiâr ...n'a pas laissé un mauvais souvenir, l'homme était courageux, l'homme était décidé, l'homme était volontaire (...) Alors c'est vrai, Shâpûr Bakhtiâr est populaire parmi l'intelligentsia (...) Seulement voilà, Shâpûr Bakhtiâr ne dispose pas d'un parti puissant en Iran et ne dispose d'aucune organisation de relais... » *Radio Suisse Romande*, arrivé de Bakhtiar à Paris, le 31 juillet 1979.

60 - Carter, op.cit., p. 342.

61 - Gary Sick, op.cit., p. 139.

62 - Robert Huyser, *Mission to Tehran*, London, Kimberley's Publishers, 1986, p. 18.

63 - Ledeen & Lewis, op.cit., p. 207.

64 - Carter, op.cit., pp. 346-347.

65 - Gary Sick, op.cit., p. 141.

66 - Huyser, op.cit., p. 287.

67 - Ibid.

68 - Le général iranien Assad Béhbûdi critique la mission Huyser en ces termes :

« Le général Huyser n'était pas un conseiller militaire. Il était l'envoyé spécial du gouvernement américain. Et même s'il était conseiller, il n'avait pas le droit de siéger au Conseil supérieur des commandants (...), car, avant le départ du chah, les propositions les plus confidentielles destinées aux décisions du chah y étaient préparées. Et après le départ du Shâh, il était l'instance supérieure qui prenait les décisions les plus secrètes en matière militaire et politico-militaire, qui concernaient uniquement les Iraniens ».

Assad Béhboudi, *Naqshé nirouhayé nézâmi dar hakémiat* (Rôle des forces armées dans l'exercice de la souveraineté), Europe, Pika Print, juin 1988, p. 39.

69 - Carter, op.cit., p. 343.

70 - Mohammad Réza Pahlavi, op.cit. p. 277.

71 - Edouard Sablier, *Iran la poudrière*, Paris, Lafont, 1980, p. 21.

72 - Mostafâ Alamouti, *Interview* (70 minutes), Londres, 9.10.1985.

73 - Les discussions du Conseil des Commandants de l'Armée, in: *mésslè barf âb khâhim shôd* (nous fondrons comme de la neige), Téhéran, Nashré Ney, 1357 (avril 87), pp. 85-88.

74 - Ibid., p. 52.

- 75 - "sio-haft rûz pass az sio-haft sâl", Entretien avec Shapûr Bakhtiâr, Paris, Radio Iran, 1361 (1982).
- 76- *Radio Iran*, 16 janvier 79.
- 77 - J. Gueyras, *Le Monde*, 18.01.79.
- 78 - *Antenne 2*, 20 janvier 79.
- 79 - Huyser, op.cit., pp. 52 et 63.
- 80 - Dr. Razmara, *Interview citée*.
- 81 - Rastégâr, *Interview, citée*.
- 82 - In : Yazdi, op.cit., pp. 114-115.
- 83 - *Mizân*, 15 farvardin 1360, no. 160.
- 84 - Gary Sick, op.cit., p. 140.
- 85 - In : *Assnâdè...*, vol. 9.
- 86 - Dr. Razmara, *Interview citée*.
- 87 - *Le Monde*, 20.01.79.
- 88 - In : *Ettêlâ'ât*, 3 bahman 57, et Yazdi, op.cit.
- 89 - Diffusé le 57/11/5 à 20h par *la Radio Iran*; version anglaise incomplète in : Huyser; version en persan In : *Morqé toufân*, brochure écrite à Shiraz le 29 esfand 1357 (20 mars 79).
- 90- Yazdi, op.cit., pp. 156-158.
- 91 - Abolhassan Banisadr écrit: « Je téléphonai à plusieurs reprises jusqu'à une heure du matin à M. Khomeiny pour lui dire qu'accueillir M. Bakhtiâr signifierait l'acceptation de la solution américaine à la "crise iranienne". "Si vous le recevez, vous n'aurez plus qu'à partir, M. Bakhtiâr et la politique américaine resteront. (...)
- Vers une heure du matin, son fils téléphona pour dire : "L'Imam dit que M. Bânisadr a raison (...) Il lut la courte déclaration qui devait être remise aux agences de presse où il disait son refus de recevoir M. Bakhtiâr. Mme Sûdâbé Sodéfyfi (...) traduisit la déclaration et la transmit à l'A.F.P. A peine avait-elle raccroché que le fils de M. Khomeiny téléphonait pour dire que son père demandait de ne pas diffuser sa déclaration pour l'instant. Je lui dis que c'était déjà fait » (A.H. Banisadr, *L'espérance trahie*, Paris, Papyrus, 1982, p. 49).
- 92 - Yazdi, op.cit., p. 160.
- 93 - Gary Sick, op.cit., p. 140.
- 94 - In : *Assnâdè...*, vol. 27.
- 95 - Ibid., vol. 35.
- 96 - Ibid., vol. 36.
- 97 - Ibid., vol. 42.
- 98 - *Le Monde*, 25.01.79.
- 99 - Ibid., 31.01.79.
- 100 - Yazdi, op.cit., pp. 146-147.
- 101 *Keyhan*, le samedi 14 bahman 57 (3 février 79)
- 102 - Gary Sick, op.cit., p. 150.
- 103 - *France Inter*, 3.02.79.
- 104 - In : *Assnâdè...*, vol. 27.
- 105 - Karim Sanjâbi, *omidhâ va nâomidihâ (espoirs et désespoirs)* Entretien, Editions Jébhè, London, 1368 (1988), pp. 315-318.
- 106 - Dans une note bibliographique confidentielle, préparée par les américains le 28 octobre 1952, on peut lire :
- « Mehdi Bazargan was active in the petroleum affairs of the Mossadegh government and in a number of other projects involving his engineering talents.
- Today he is one of the four or five most active and trusted nationalists and should be classified in the young activist group (...)
- Bazargan is a strongly religious man and is a leader of the Anjoumane talimate islami (society for islamic instruction), an organisation which meets for religious observances from time to time and which has obvious political undertones... » in : *Assnadè*, vol. 18.
- 107 - In : *Assnadè*, Vol.18.
- 108 - Paul Balta, *Le Monde*, 9.02.79.
- 109 - in : Iran : Face à face, Temps Présents, Emmission de la TV Suisse romande, 10 février 1979.
- 110 - Ibid.
- 111 - Ibid.

- 112 - Ibid.
- 113 - *mésslè barf...*, op.cit., pp. 228-230.
- 114 - Ibid., pp. 238-244.
- 115 - *Ettélâ'ât*, 17 bahman 57.
- 116 - Ibid., 18 bahman.
- 117 - In : Yazdi, op.cit., Bakhtiâr, op.cit., p. 180.
- 118 - *Ettélâ'ât*, 22 bahman.
- 119 - citée par Vaziri, *Iran : Islam et luttes...*, op.cit. p. ???
- 120 - In : Abbas Qarébaoui, *haqâyeq dar bâreh bohrané Iran* (Vérités sur la crise iraniennes), Pars, Soheyl, 1984.
- 121- Ibid., p. 252.
- 122 - Ibid., p. 309.
- 123 - Ibid., p. 325.
- 124 - Raconté par M. Jafroudi.
- 125 - *mésslè barf...*, op.cit., pp. 214-216.
- 126 - Ledeen & Lewis, op. cit., p. 221.
- 127 - Barry Rubin, *Paved with good intentions*, London, Penguin, 1980, p. 251.
- 128 - Homayoun, op.cit., p. 64.
- 129 - Yazdi, op.cit., p. 186.
- 130 - Ibid., p. 194.
- 131 - *Ettélâ'ât*, 11 avril 79.
- 132 - F. Soltani, *Interview citée*.
- 133 - R. Daneshvar, *Interview citée*.
- 134 - Amir Parviz, *Interview citée*.
- 135 - Selon le Général Behboudi: « Les chefs de l'armée étaient choisis par la personne du chah qui réglait quotidiennement les affaires courantes de l'armée sous le contrôle et sous l'observation minutieuse du Shâh. Soumis à ce contrôle, ils n'avaient même pas d'autonomie dans la conduite des tâches journalières (...). En réalité, les spécificités du système, avaient transformé les chefs militaires en satellites du chah (...) Les événements de la révolution 57 et les écrits des responsables des Etats-Unis révélèrent que les chefs supérieurs de l'armée iranienne, en raison de leur développement dans un système de commandement foncièrement personnalisé, n'avaient pas de pouvoir de décision (...), c'est pourquoi, ils n'ont pas déclenché une action indépendante et nationale... », Behboudi, op.cit., p. 41.
- 136 - Lâdan Boroumand, *Interview cit*
- 137 - M. Héjazi, *Interview citée*.

Deuxième partie : Illusion et Révolution

Chapitre VI

- 1 - Sullivan, *Obbligato*, op.cit., pp. 272-273.
- 2 - Brezizinski, op.cit., p. 360.
- 3 - Ibid., pp. 355-356.
- 4 - Anthony Parsons, *Iran 74-79*, London, Jonahtan, 1984, pp. 142 et 156.
- 5 - De Marenches, op.cit., pp. 242 et 250.
- 6 - F. Hoveida, op.cit., pp. 98 et 177.
- 7 - Amir Parviz, *Interview citée*.
- 8 - Homayoun, op.cit., pp. 14-15.
- 9 - Ibid., p. 19.
- 10 - Ibid., p. 61.
- 11 - Ibid., pp. 117-118.
- 12 - Razmara, *Interview citée*.
- 13 - Ibid.
- 14 - Alamouti, *Interview citée*.
- 15 - Bakhtiar, op.cit., p. 109.
- 16 - M. Héjazi, *Interview citée*.
- 17 - Peyman, *Interview citée*.
- 18 - Ettéllâ,ât, 8 avril 79.
- 19 - Ibid., 9 avril 79.
- 20 - Ibid., 10 avril 79.
- 21 - Nahavandi, op.cit., pp. 75-76.
- 22 - M. khonsari, *Interview citée*.
- 23 - Lâdan Boroumand, *Interview citée*.
- 24 - Parvine, *Interview citée*.
- 25 - Iraj Pézéshkzâd, *morouri bar vâqé'è 15 khordad 42* (l'événement du 5 juin 1963), Paris, Néhzat, 1365.
- 26 - Robert E. Looney, *Economic Origins of the iranian revolution*, N.Y, Pergamon press, 1982, p. 264.
- 27 - Kapuscinski, op.cit., pp. 153-154.
- 28 - Le Monde, 22 août 86.
- 29 - H. Sadr, *Interview citée*.
- 30 - Khoshnam, *Interview citée*.
- 31 - R. Danéshvar, *Interview citée*.
- 32 - Peymân, *Interview citée*.
- 33 - Parvine, *Interview citée*.
- 34 - Farokh Ghafâri, *Interview*, in : *Keyhan* (hebdomadaire d'opposition paraissant à Londres), no. 204, 16 juin 1988, pp. 7 et 9.
- 35 - Homayoun, op.cit., p. 58.
- 36 - Khonsari, *Interview citée*.
- 37 - Amir Parviz, *Interview citée*.
- 38 - Gandji, op.cit., pp. 84-85.
- 39 - Giles Anquetil, *La terre a bougé en Iran*, Paris, Hachette, 1978, p. 21.
- 40 - Parsons, op.cit., pp. 72-73.
- 41 - Discours de Carter in *Le Monde* du 3.01.1978.
- 42 - Carter, op.cit., p. 337.
- 43 - Gary Sick, op.cit., p. 92.
- 44 - Ibid., p. 170.
- 45 - Brezizinski, op.cit., p. 397.

- 46 - Bakhtiar, op.cit., p. 223.
- 47 - Cité par Bob Woodward, *CIA, guerres secrètes (1981-1987)*, Paris, Stock, 1987, pp. 116-119.
- 48 - In : *Assnadè*, U.S intervention in Iran, vol. 63.
- 49 - Béhboudi, op.cit., p. 59.
- 50 - Rastégâr, *Interview citée*.
- 51 - Mâssâli, *Interview citée*.

Chapitre VII

- 1 - Shayegan, *Qu'est-ce...*, op.cit., pp. 128-129.
- 2 - Dans une interview accordée à "Le Monde", Khomeiny déclarait, afin de rassurer les occidentaux et les américains, qu'il ne travaillerait pas avec les forces de gauche.
- 3 - *Copie de la lettre* envoyée par Mâssâli à Khomeiny.
- 4 - Mâssâli, *interview citée*.
- 5 - M. Bazargan, *tarikhi va idéologie enqélabé eslami* (histoire et l'idéologie de la révolution islamique", Téhéran, Publications du M.L.I., esfand 1364, p. 8.
- 6 - Bazargân, lettre ouverte, in : Keyhan (hebdomadaire paraissant à Londres), no. 204 du 16 juin 1988.
- 7 - Banisadr, op.cit., p. 374.
- 8 - *Le Nouvel Observateur*, 9 mars 86.
- 9 - Ali Babaï, *nassâyéhi ké bé jâi naressid* (les conseils qui n'ont abouti à rien), lettres à Massoud Rajavi, Europe, 1985, p. 41.
- 10 - Fakhr Soltani, *Interview citée*.
- 11 - Peyman, *Interview citée*.

Chapitre VIII

- 1 - R. Kapuscinski, op.cit., p. 158.
- 2-François Furet, *penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978, p. 41.
- 3 - Furet, *Ibid.*, p. 116.
- 4 - Voir Braudel-Wallerstein
- 5 - Jaques Attali, *figures de fraser*, Paris, Fayard, 1984, p. 75.
- 6 - *Ibid.*
- 7 - Cf. Nietzsche, "Naissance de la tragédie, Paris, Mercure de France, 1901.
- 8 - Shayegân, *Qu'est-ce...*, op.cit., p. 201.
- 9 - Attali, *Histoire du temps*, Paris, Fayard, 1982, par
- 10 - Louis Massignon, *Parole donnée*, 1018, 1962
- 11 - Dans, *le Matin de Paris*, le 2 février 1979.
- 12 - Cf. Bertrand Badie, *les deux Etats*, Paris, Fayard, 1988.
- 13 - Cf. Tiers mondisme et cause des peuples, in: *Eléments*, la revue de la "Nouvelle droite".
- 14 - "le flirt de l'extrême droite avec l'Iran", *le Monde*, 13 et 25 août 1987.
- 15 - J.L.Vieillard-Baron, *L'illusion historique et l'espérance céleste*, Paris, Berg International, 1981, pp. 86-87.
- 16 - Paul Vieille, "Le drame révolutionnaire iranien et ses acteurs", dans, *Politique Aujourd'hui*, jan.fév. 1980.
- 17 - Bertrand Badie, op. cit., p. 268.

- 18 - Cf: Henri Massé, *Croyances et Coutumes persanes*, Tom 1, Paris, Librairie Orientale et Américaine, Maisonneuve, 1938)
- 19 - Enrico Cerulli, *Le théâtre persan*, in *Le shî, isme Imâmite*, Colloque de Strasbourg, PUF, 1970.
- Nouvelle droite, no 48-49, 1983-84.
- 20 - Cf. Essai sur la révolution, Gallimard, Paris, 1967.
- 21 - Olivier Warin, *Le lion et le soleil*, Entretiens avec le Shah, Paris, Stock, 19???, Pp. 89 et 95.
- 22 - Ibid. p. 101
- 23 - Vaziri, *Du ghanat ...*, p. 16.
- 24 - Cf. Shayegân, *le regard mutilé*, Albin Michel, Paris, 1989.
- 25 - in : Marc Kravetz, *Irano-Nox*, Grasset, 82, p. 251.
- 26 - Guy Hermet, *Le peuple contre la démocratie*, Fayard, 89)
- 27 - Paul Vieille, *Transformation des rapports sociaux et révolution en Iran*, Peuples Méditerranéens, Paris, Juillet-septembre 1979, no. 8, p.52.
- 28 - Alain Grosrichard, *Structure du Sérail*, seuil, 79, p.59).
- 29 - Cf. Emmanuel Sieyès, *Qu'est-ce que le Tiers Etat ?*, Paris, PUF, 1982.
- 30 - Shayegan, *Qu'est-ce qu'une révolution religieuse*, pp. 201-203.
- 31 - B. Badie, "Je dis Occident: la démocratie et développement", dans, *Pouvoir*, no. 52. Paris, 1990.